

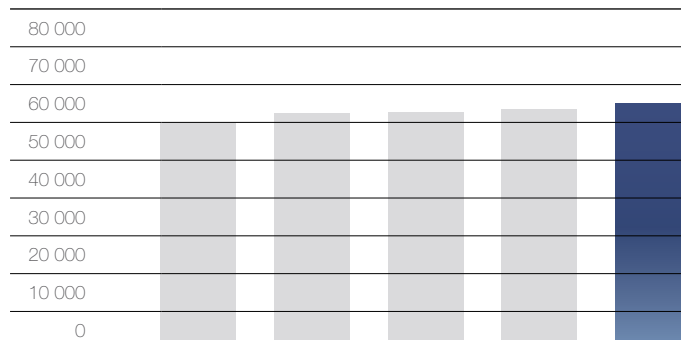


2012

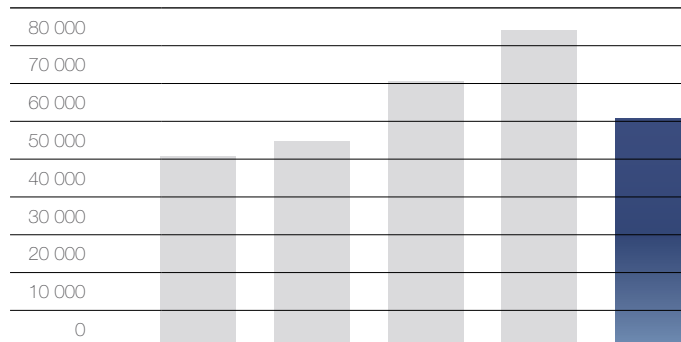
RAPPORT ANNUEL



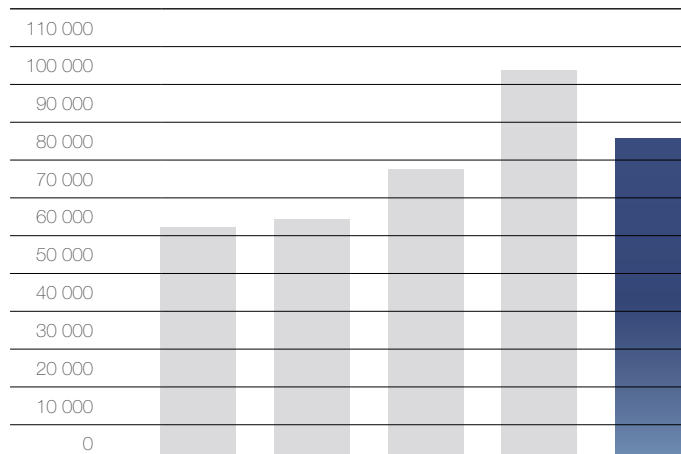
1 Hectares plantés (en hectares)



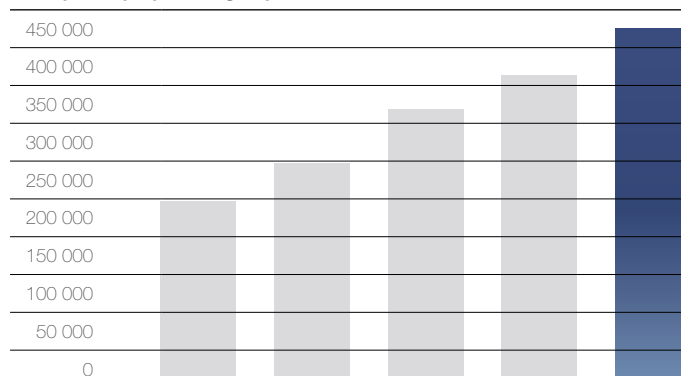
2 Part du groupe dans le résultat, avant IAS41



3 Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts



4 Capitaux propres du groupe



Chiffres-clés

		2012	2011	2010	2009	2008
Activités						
Production propre totale des entreprises consolidées (en tonnes)	huile de palme	214 521	206 476	192 156	196 368	169 514
	caoutchouc	9 757	8 464	9 608	8 633	9 026
	thé	2 869	2 626	3 097	3 121	6 600
	bananes	23 917	19 297	20 639	20 575	11 046
Prix du marché moyen (USD/tonne)	huile de palme	999	1 125	901	683	949
	caoutchouc	3 377	4 823	3 654	1 921	2 619
	thé	2 900	2 921	2 885	2 725	2 420
	bananes	1 100	1 125	1 002	1 145	1 188

Résultats (en KUSD)

Chiffre d'affaires	332 522	367 661	279 400	237 829	279 402
Bénéfice brut - avant IAS41	112 255	136 808	117 682	89 695	92 228
Résultat opérationnel - avant IAS41	83 635	114 090	95 625	73 908	74 066
Part du groupe dans le résultat	68 392	95 088	84 843	60 174	58 765
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts	85 564	104 273	77 704	64 400	62 293
Flux de trésorerie disponible	- 9 295	37 168	33 922	34 593	35 809

Bilan (en KUSD)

Immobilisations opérationnelles (1)	467 628	385 363	321 512	278 118	254 621
Capitaux propres du groupe	472 642	425 261	368 549	296 918	247 140
Actifs (+)/passifs (-) financiers nets	18 193	47 519	56 484	36 108	14 453
Investissements en immobilisations incorporelles et opérationnelles (1)	99 323	68 031	37 842	30 847	36 134

Données par action (en USD)

Nombre d'actions émises	8 951 740	8 951 740	8 951 740	8 951 740	8 951 740
Capitaux propres	52,80	47,51	41,17	33,17	27,61
Résultat de base par action	7,69	10,63	9,48	6,72	6,56
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts (2)	9,62	11,65	8,68	7,19	6,96
Flux de trésorerie disponible (2)	-1,05	4,15	3,79	3,86	4,00
Dividende brut (en EUR)	1,70	1,70	1,50	1,10	0,80

Cours de bourse (en EUR)

Maximum	71,89	75,78	71,93	36,80	53,00
Minimum	54,51	49,01	36,80	18,00	16,80
Clôture 31/12	58,50	58,00	71,00	34,78	18,69
Capitalisation boursière au 31/12 (en KEUR)	523 677	519 201	635 574	311 342	167 308

(1) Immobilisations opérationnelles = actifs biologiques, immobilisations corporelles et immeubles de placement

(2) Dénominateur 2012 = la moyenne pondérée des actions émises (8 951 740 actions).







Société Anonyme

EXERCICE 2012

Rapports du conseil d'administration et du commissaire présentés à la 94ème assemblée générale ordinaire du 12 juin 2013



CALENDRIER FINANCIER

L'information périodique et occasionnelle se rapportant à la société et au groupe est communiquée avant les heures d'ouverture du marché, de la manière suivante:

- le rapport intermédiaire sur les premiers 3 mois le 25 avril 2013,
- les résultats du premier semestre le 14 août 2013,
- le rapport intermédiaire sur les premiers 9 mois le 24 octobre 2013,
- les résultats de l'exercice en février 2014, accompagnés de commentaires sur les activités du groupe,
- chaque événement important, pouvant avoir une influence sur le résultat de la société et du groupe, fera l'objet d'un communiqué de presse séparé conformément aux dispositions légales en vigueur.

La prochaine assemblée générale ordinaire se tiendra le 11 juin 2014 à 15 heures à Kasteel Calesberg, Calesbergdreef 5 - 2900 Schoten.

ADRESSES UTILES

Responsables de la communication financière:

François Van Hoydonck

Johan Nelis

Tél 32-3-641 97 00

Fax 32-3-646 57 05

e-mail: finance@sipef.com

Siège social et bureaux:

Kasteel Calesberg

Calesbergdreef 5

2900 Schoten

Tél 32-3-641 97 00

Fax 32-3-646 57 05

e-mail: info@sipef.com

www.sipef.com

RPR Antwerpen

T.V.A. BE-0404.491.285



GRAINE GERMÉE DE PALMIER À HUILE MONTRANT LA RADICULE ÉMERGEANTE (FUTURE RACINE) ET LA PLUMULE (FUTURE TIGE) PRÊTE POUR LA PLANTATION EN PÉPINIÈRE. LES GRAINES DE PALMIER À HUILE SONT MISES À GERMER DANS UN ENVIRONNEMENT CONTRÔLÉ ET DOIVENT ÊTRE PLANTÉES AUSSITÔT QUE POSSIBLE APRÈS GERMINATION.





Table des matières

Calendrier financier	2
Adresses utiles	2
Faits marquants du groupe SIPEF	4
Historique	5
Activités principales	5
Stratégie de l'entreprise	6
Administration, contrôle, gestion journalière	7
Activités	8
Organigramme	10
Message du Président	13
Conseil d'administration	18
Rapport du conseil d'administration	20
Rapport de gestion par produit	44
Rapport de gestion par pays	48
Productions du groupe	75
Hectares plantés	76
Profil d'âge	77
Des plantations responsables pour un développement durable	78
États financiers	85

Faits marquants du groupe SIPEF

Janvier 2012

Début des travaux de construction de deux nouvelles huileries en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Nord-Sumatra.

Début des procédures de compensation pour la nouvelle expansion au Sud-Sumatra.

Mai 2012

Démarrage de l'usine à caoutchouc totalement réhabilitée à Bandar Pinang – Indonésie.

Juin 2012

Vente d'un actif financier non-stratégique avec une plus-value de KUSD 3 346.

Juillet 2012

Paiement d'un dividende brut d'EUR 1,70 par action.

Août 2012

Début de la construction d'une installation de biogaz dans l'huile de Mukomuko en Indonésie.

Décembre 2012

Accroissement de la production du groupe pour les quatre produits huile de palme, caoutchouc, thé et bananes.

La baisse des prix de vente de l'huile de palme et du caoutchouc et l'augmentation des coûts de production sont les principales raisons de la baisse des résultats d'exploitation de 26,7%.

Le résultat avant IAS41, part du groupe, s'élève à KUSD 60 811, soit une baisse de 28,2% par rapport à l'année précédente.

Les investissements dans les plantations de palmiers à huile de palme et d'hévéas en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, y compris la plantation de 1 790 hectares additionnels, dépassent les flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts, ce qui, après paiement du dividende, réduit la position de trésorerie nette en fin d'exercice à KUSD 18 193.

Proposition de maintenir le paiement d'un dividende d'EUR 1,70 brut par action.



Historique

La Société Internationale de Plantations et de Finance a été incorporée en 1919 avec pour but principal la promotion et la gérance de sociétés de plantations dans des régions tropicales et subtropicales. A cette époque, la société disposait de deux « agences de gestion », une à Kuala Lumpur en Malaisie et l'autre à Médan en Indonésie.

La société s'est développée progressivement en un groupe agro-industriel diversifié disposant de facilités de production et d'exportation en Asie et en Océanie, en Afrique et en Amérique du Sud et gérant d'importantes plantations de cultures traditionnelles que sont le caoutchouc, l'huile de palme et le thé.

A partir de 1970 de nouvelles activités comme les bananes, les ananas, les plantes ornementales, les goyaves et le poivre furent introduites. Le groupe acquit également des intérêts dans le secteur immobilier en Belgique et aux Etats-Unis, mais cette activité a été arrêtée.

Nos activités traditionnelles en matières premières et leurs exportations nous ont naturellement amenés à nous développer dans le secteur de l'assurance. Cette activité a été étendue à une vaste gamme de services.

Durant la dernière décennie *SIPEF* se concentre entièrement à l'agro-industrie de l'huile de palme, du caoutchouc, du thé et des bananes en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Côte d'Ivoire. Le groupe commercialise lui-même ses productions sur les marchés mondiaux. *SIPEF* s'occupe également de gestion et d'étude de marché pour compte de tiers.

Aujourd'hui les plantations ont une superficie d'environ 65 094 hectares plantés.

Activités principales

SIPEF est une société agro-industrielle, cotée sur NYSE Euronext à Bruxelles.

La société détient essentiellement des participations majoritaires dans des entreprises tropicales qu'elle gère et qu'elle exploite.

Le groupe est diversifié géographiquement et produit plusieurs matières premières, dont la principale est l'huile de palme.

Les investissements sont généralement effectués dans des pays en voie de développement.

La série de photographies présentée dans ce rapport annuel montre au lecteur la chronologie du processus de développement du palmier à huile qui aboutit pour notre groupe dans la production d'huile de palme brute. Par conséquent, il n'y a exceptionnellement aucunes photographies de nos autres cultures de caoutchouc, de thé, de bananes et de fleurs. Le rapport concernant le développement durable fait partie d'un chapitre distinct.

Stratégie de l'entreprise

Gestion

SIPEF joue un rôle décisionnel dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient une majorité ou qu'elle contrôle avec d'autres partenaires. Ce rôle inclut une participation active aux conseils d'administration des filiales ainsi que la supervision du management et de l'exploitation de celles-ci. *SIPEF* s'efforce de transmettre aux directions locales son expertise agronomique et technique.

Clientèle

Tous les efforts sont mis en place afin de satisfaire les besoins de nos clients et de nous assurer que des marchandises et des services de qualité leur soient fournis en temps voulu.

Employés

Afin d'optimiser la gestion des plantations, des efforts particuliers sont déployés pour former nos collaborateurs locaux en matière d'agronomie et de gestion. Les politiques agricole, technique, environnementale et générale du groupe sont consignées avec des directives pratiques, mises en œuvre par des stages de formation. Nous veillons à ce que l'ensemble des employés travaille dans un environnement sain et sécurisé.

Environnement

Le groupe reconnaît que, outre ses obligations statutaires et commerciales, il a une responsabilité envers les communautés et envers l'environnement dans lequel il opère.

Le groupe veille à préserver l'environnement par l'application de pratiques agricoles saines et conformes aux principes et critères du « Roundtable on Sustainable Palm Oil » (RSPO). Celles-ci incluent un large éventail de responsabilités sociales et environnementales telles que la transparence, la conformité légale, les bonnes pratiques agronomiques, le développement responsable des superficies et la recherche continue de perfection.

Un chapitre séparé du rapport annuel est consacré à l'agriculture durable et à l'attention que nous accordons à son application.



Administration, contrôle, gestion journalière

Conseil d'administration

Baron BRACHT

François VAN HOYDONCK

Baron BERTRAND

Priscilla BRACHT

Jacques DELEN

Antoine FRILING

Regnier HAEGELSTEEN

Sophie LAMMERANT-VELGE

Richard ROBINOW

Président

Administrateur Délégué

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Commissaire

DELOITTE

Réviseurs d'entreprises SC s.f.d. SCRL
représentés par

Dirk CLEYMANS

Commissaire

Gestion journalière

François VAN HOYDONCK

Matthew T. ADAMS

Didier CRUYSMANS

Thomas HILDENBRAND

Robbert KESSELS

Johan NELIS

Administrateur Délégué

External Visiting Agent

Directeur Estates Department

Directeur Marketing Bananes et Fleurs

Directeur Marketing Commodities

Chief Financial Officer



Activités

Belgique



Sipef B.D.M Asco

Côte d'Ivoire

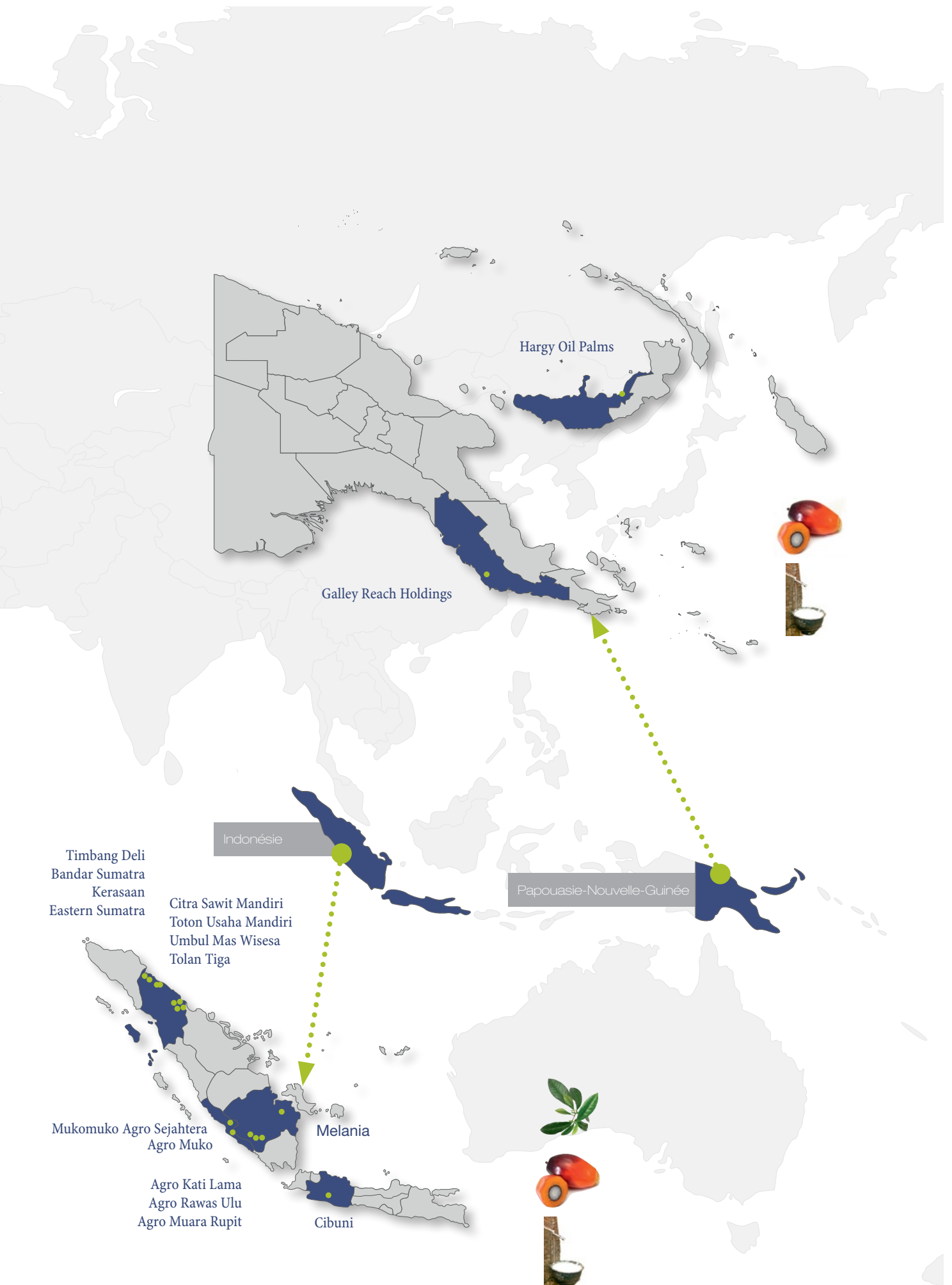
Jabelmalux

JABELMALUX S.A.
Banane d'exportation
100% d'origine ivoirienne
100% certifiée par ISO 9001

Plantations J. Eglin

Sipef - CI





Organigramme

LES GRAINES GERMÉES SONT SOIGNEUSEMENT MISES EN TERRE ET SE DÉVELOPPENT PENDANT DEUX MOIS DANS UNE PRÉ-PÉPINIÈRE AVANT D'ÊTRE TRANSPLANTÉES DANS LA PÉPINIÈRE PRINCIPALE. LA PRÉ-PÉPINIÈRE PERMET D'EFFECTUER UNE SÉLECTION, CE QUI GARANTIT QUE SEULS LES PALMIERS SAINS SONT TRANSFÉRÉS DANS LA PÉPINIÈRE PRINCIPALE.





pourcentage de contrôle pourcentage d'intérêts

OCÉAN PACIFIC	100%	100%
Hargy Oil Palms Ltd		
	100%	100%
Galley Reach Holdings Ltd		
INDONÉSIE	95%	95%
PT Agro Rawas Ulu		
	95%	95%
PT Agro Kati Lama		
	95%	95%
PT Tolan Tiga		
	95%	90%
PT Eastern Sumatra		
	95%	90%
PT Timbang Deli		
	95%	90%
PT Melania		
	57%	54%
PT Kerasaan		
	47%	45%
PT Agro Muko		
	95%	90%
PT Bandar Sumatra		
	95%	86%
PT Mukomuko Agro Sejahtera		
	95%	95%
PT Umbul Mas Wisesa		
	95%	95%
PT Citra Sawit Mandiri		
	95%	95%
PT Toton Usaha Mandiri		
	95%	95%
PT Agro Muara Rupit		
AFRIQUE	32%	32%
Sipef-Ci SA		
	50%	50%
Sograkin Scarl		
	100%	100%
Plantations J. Eglin SA		
EUROPE	99,59%	99,59%
Jabelmalux SA		
ASSURANCES	50%	50%
ASCO NV		
	50%	50%
B.D.M. NV		



BARON BRACHT PRÉSIDENT



Message du Président

Mesdames et Messieurs,

J'ai le plaisir de vous présenter notre rapport annuel ainsi que les comptes consolidés du groupe et de la société anonyme qui seront soumis à la 94^e assemblée générale du 12 juin 2013.

2012 restera inscrite comme une année de forte croissance. Malgré des conditions météorologiques locales souvent difficiles, le groupe a augmenté ses volumes annuels de productions pour les quatre produits: l'huile de palme, le caoutchouc, le thé et les bananes. Cependant, nous avons été confrontés à une baisse des prix moyens de l'huile de palme et du caoutchouc, les deux principaux produits du groupe, et donc, pour la première fois depuis cinq ans, l'évolution positive des résultats n'est pas au rendez-vous.

L'Indonésie a pu poursuivre son développement économique, basé sur un marché intérieur fort et soutenu par la stabilité politique, une inflation relativement faible et des taux d'intérêt en baisse. Bien que la crise économique, qui a sensiblement freiné l'économie européenne et américaine, n'ait eu pratiquement aucune influence sur le pays, la balance des paiements s'est affaiblie par la chute des prix des matières premières et la monnaie locale a perdu de sa valeur par rapport au dollar américain. Dans un proche avenir, il est important pour nos entreprises que le gouvernement garantisse la sécurité juridique et que l'amélioration des infrastructures routières et portuaires se poursuive.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a correctement géré les élections et le Premier Ministre a commencé son deuxième mandat. Les perspectives de ce pays, riche en matières premières et en importantes réserves de gaz qui seront exploitées à partir de 2015, sont bénéfiques à long terme, ce qui se traduit déjà dans une hausse des salaires et des traitements et dans une monnaie forte par rapport au dollar américain, mais qui met le secteur agricole, grand utilisateur de main-d'œuvre, dans la difficulté. Comme il y a beaucoup de main-d'œuvre utilisée dans les zones les plus reculées, il est important que des mesures soient adoptées pour soutenir et développer le secteur agricole.

En Côte d'Ivoire, après une année 2011 très mouvementée, la situation s'est stabilisée et le nouveau gouvernement a le soutien total de la communauté internationale pour ramener le pays au niveau auquel nous l'avons connu. Nos activités banane et fleurs tropicales se sont bien rétablies et donnent des résultats très satisfaisants. Le projet huile de palme auquel nous participons a réalisé une bonne année malgré des volumes de production encore perturbés par la récolte interrompue au printemps 2011.

Les perspectives à long terme pour l'huile de palme demeurent intactes et nous sommes plus que jamais convaincus que l'huile de palme occupera une place de plus en plus importante dans l'alimentation d'une population mondiale toujours en croissance. La volatilité des prix à court terme est principalement déterminée par les quantités d'huiles végétales offertes sur le marché. Au second semestre, nous avons vu les stocks d'huile de palme augmenter sensiblement, poussés par de bonnes productions, puis temporairement, en raison de conditions météorologiques particulières, de la baisse de la demande en provenance de la Chine et de l'Inde, et du secteur des biocarburants en Europe, où la crise a produit tous ses effets. Cela a amené les prix de l'huile de palme au-dessous d'USD 800 la tonne, un niveau que nous n'avons jamais atteint les deux dernières années.

Suite aux annonces d'une amélioration de l'économie aux États-Unis et d'une hausse des ventes en Chine, nous sommes cependant à nouveau revenus au-dessus du niveau d'USD 900 la tonne, niveau auquel nous avons déjà vendu plus de la moitié de notre production annuelle de 2013. Les prix de l'huile de palme, pour le reste de l'année, dépendront principalement des prévisions météorologiques et de leur effet sur les volumes de soja qui seront produits en Amérique du Sud au premier semestre et aux États-Unis au second semestre. Sauf imprévus, ce niveau de prix semble faire l'unanimité sur le marché pour 2013.

Malgré l'influence négative de la météo en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la production d'huile de palme du groupe *SIPEF* a de nouveau augmenté. Ceci est le résultat des efforts que nous



Message du Président

avons réalisé ces dernières années dans le rajeunissement et le développement des plantations de palmiers à huile tant en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans les zones où nous sommes déjà actifs qu'en Indonésie. L'expansion dans le Nord-Sumatra est terminée et nous attendons maintenant l'arrivée à maturité des palmiers des trois projets *UMW/TUM* et *CSM*, qui couvrent ensemble près de 10 000 hectares.

L'attention portée au développement s'est déplacée depuis l'année dernière vers la province du Sud-Sumatra, où deux licences ont été obtenues pour la mise en place d'un maximum de 19 500 hectares de palmiers à huile et d'hévéas près de la ville de Lubuk Linggau. Au cours de la première année, pendant laquelle ont été effectuées principalement les études de durabilité nécessaires pour la RSPO et pendant laquelle les autorisations locales ont été obtenues, 2 000 hectares furent déjà indemnisés aux utilisateurs locaux. Ces compensations se poursuivront dans les trois prochaines années afin de développer une nouvelle unité opérationnelle dans cette région qui ne possède pas de nombreux projets agro-industriels. La première plantation a déjà commencé et une troisième licence est en cours d'obtention pour nous garantir une taille suffisante.

Les volumes de caoutchouc qui avaient pourtant fortement augmenté en 2012 ont dû être vendus à des prix nettement inférieurs, ce qui fait que la contribution de cette activité aux résultats du groupe a été pratiquement divisée par deux. Le caoutchouc naturel est la matière première pour la production de pneus, et la baisse de la demande dans l'industrie automobile a été immédiatement répercutée dans le prix. Bien que la demande en Extrême-Orient reste forte et que les perspectives à long terme demeurent favorables, l'évolution des prix dépendra essentiellement de la relance de l'économie en Europe et en Amérique.

Les activités thé à Cibuni sur l'île de Java, où des investissements importants ont été réalisés ces dernières années, constituent une précieuse contribution aux résultats du groupe. Le thé de qualité cueilli à la main est particulièrement apprécié sur l'important marché de détail du Moyen-Orient. Grâce à nos méthodes d'économie de production d'énergie, nous res-

tons compétitifs; mais nous avons à faire face à une offre de plus en plus faible de main-d'œuvre dans la région à cause de l'industrialisation de l'île de Java et de la pression salariale en Indonésie, où les gouvernements provinciaux déterminent individuellement les augmentations de salaire.

Après une année très difficile de production en Côte d'Ivoire en 2011, les exportations de bananes et de fleurs des *Plantations J. Eglin SA* à destination de l'Europe se sont normalisées. Le risque d'entreprise reste limité à la production de la meilleure qualité et des volumes requis, grâce aux prix de vente et de transport maritime fixés à l'avance. La réduction des droits européens d'importation pour les bananes-dollar ne s'est pas fait sentir immédiatement sur les prix africains qui ont trouvé leur place sur les marchés de détail dans le sud de l'Europe et au Royaume-Uni. Néanmoins, nous nous réjouissons de l'aide que la Communauté Européenne a mise en place pour permettre aux producteurs africains d'être compétitifs face à l'invasion de bananes en provenance d'Amérique Centrale. Ce soutien sera converti en un accroissement des superficies pour atteindre une taille suffisante et pour améliorer nos infrastructures et services sociaux pour les travailleurs.

Les plus importantes restructurations des activités d'assurance, que nous partageons avec Ackermans & van Haaren, sont derrière nous. Après avoir déjà pu constater en 2011 une augmentation des primes, nous avons maintenant également une rentabilité en hausse en 2012. De nouvelles optimisations et une souscription plus sélective des risques permettront d'améliorer encore la rentabilité à l'avenir.

Les développements de nouvelles superficies plantées mentionnés ci-dessus sont généralement situés dans des zones reculées où l'agriculture est le principal pourvoyeur de travail et ils vont de pair avec la construction d'importantes infrastructures, de nouveaux logements et d'installations pour fidéliser les travailleurs envers le groupe. Les volumes croissants de fruits produits demandent en outre des investissements en termes de transformation en huile et nous espérons ajouter au nombre actuel de six usines, deux nouvelles usines supplémentaires d'extraction en 2013. Il s'agit d'investissements importants qui



pèsent lourdement sur les budgets de l'année en cours car ils ont également été associés aux infrastructures destinées à la transformation des biogaz générés par les eaux usées. La stratégie du groupe reste néanmoins de se développer sans endettement structurel tout en continuant à tenir compte d'une rémunération annuelle équitable pour les actionnaires.

SIPEF reste également consciente d'exercer une mission exemplaire en terme de durabilité en agriculture tropicale. En tant que société cotée en bourse sur le continent européen, où le développement durable est une exigence fondamentale pour l'avenir de la filière palmier à huile, nous souhaitons que toutes les activités du groupe *SIPEF* présentent les certifications nécessaires qui doivent lui permettre de cultiver des produits écologiquement et socialement responsables et de contribuer à la bonne réputation de l'huile de palme en général. Nous investissons chaque jour dans le développement durable de l'huile de palme et nous ne pouvons qu'espérer que les utilisateurs de cette huile apprécient les efforts que nous déployons pour la valoriser et décident de passer à l'usage exclusif de l'huile de palme durable à l'avenir.

Nous continuons également à investir pour réduire les émissions de gaz à effets de serre par la construction d'une installation supplémentaire à Agro Muko dans la province de Bengkulu. Cinq des huit usines du groupe seront donc fin 2013 admissibles à la certification pour l'utilisation de notre huile de palme dans la filière « énergie verte » en Europe. Je tiens dès lors à féliciter tous les employés de *SIPEF* pour leur engagement à atteindre et à maintenir ces normes et certifications pour l'avenir, tant dans le domaine social que dans le domaine de l'environnement. Durabilité et certifications ont toujours été combinées chez *SIPEF* avec une rentabilité suffisante pour toutes les activités de l'entreprise, ce qui est une condition sine qua non pour un groupe industriel coté.

Grâce à la fondation établie en Indonésie, nous avons travaillé plusieurs années à l'obtention d'une licence pour la protection active d'environ 12 000 hectares de forêt qui constituent une zone tampon avec un parc national situé dans la province de Bengkulu. Nous espérons en 2013 obtenir enfin le feu vert du

Ministère des Forêts pour mener ce projet à bonne fin. Entre-temps, nous avons déjà entamé deux autres projets: la protection des espèces menacées de tortues marines à travers un programme d'élevage, et une étude sur l'habitat des zones forestières protégées en plantations de palmiers à huile.

En dépit de la hausse des volumes de production de tous les produits du groupe, les prix baissiers du marché de l'huile de palme et du caoutchouc ont fait que les résultats de 2011 n'ont pu se répéter. *SIPEF* clôture son exercice avec un résultat consolidé, part du groupe, de KUSD 60 811, soit une baisse de 28,2% par rapport au niveau record de l'an passé. Si nous prenons en compte l'adaptation des actifs biologiques à leur juste valeur, le résultat, part du groupe, et conformément aux normes IFRS, se monte à KUSD 68 392, contre KUSD 95 088 l'année dernière.

Mes remerciements vont à tous les travailleurs du groupe *SIPEF*, chacun à leur niveau d'activité, pour avoir contribué à la réalisation de ces résultats. Il est important en période de baisse des prix de préserver la rentabilité par la maîtrise des coûts et d'attribuer une attention particulière à l'efficacité des plantations et des usines. Les augmentations de salaire qui nous sont imposées par le gouvernement ces dernières années ne facilitent pas la maîtrise des coûts de production pour les entreprises de plantation.

Malgré des résultats inférieurs et un budget d'investissement renforcé, une réserve de trésorerie suffisante a été maintenue fin 2012, permettant à nouveau le paiement d'un dividende identique à celui de l'année dernière. Ceci signifie que notre « pay-out ratio » est porté à 32,2%. Nous sommes donc heureux de vous confirmer que notre conseil d'administration proposera un dividende d'EUR 1,70 brut par action qui sera payé le 3 juillet 2013.

Bien que les prix de vente moyens soient plus faibles que l'an dernier, nous pouvons déjà vous confirmer que nous nous dirigeons vers des résultats satisfaisants pour l'exercice en cours grâce aux ventes déjà réalisées sur l'ensemble de nos principaux produits. Le bénéfice final dépendra en grande partie de



PLANTULES EN SACS PÉPINIÈRE: LES PLANTS DE PALMIER À HUILE DANS LA PÉPINIÈRE PRINCIPALE SONT SOIGNEUSEMENT ENTRETENUS AVEC UN ARROSAGE RÉGULIER ET UN APPORT D'ENGRAIS OPTIMAL AFIN DE S'ASSURER QUE LES PLANTULES SOIENT PRÊTES POUR LA PLANTATION À L'ÂGE DE DOUZE MOIS. LES PÉPINIÈRES SONT MAINTENUES EXEMPTES DE PARASITES ET DE MALADIES AFIN DE GARANTIR LES MEILLEURES CONDITIONS DE CROISSANCE.





l'évolution des cours des matières premières durant le second semestre de 2013, évolution qui pourrait être affectée par les volumes de production et les stocks de soja et d'huile de soja sur le marché des huiles végétales et par la résolution de la crise aux Etats-Unis et dans l'Union Européenne en ce qui concerne l'évolution des prix du caoutchouc naturel.

Malgré la baisse des prix de l'huile de palme et du caoutchouc, nous restons confiants dans les perspectives à long terme pour ces deux produits liés à une demande croissante d'un Extrême-Orient soutenu par une classe moyenne en pleine expansion, qui dispose d'un pouvoir d'achat croissant et d'une offre alimentaire instable, soumise aux conditions climatiques et aux contraintes de l'agriculture.

19 février 2013.

Baron Bracht

Président.

Conseil d'administration



Baron Bracht



François Van Hoydonck



Baron Bertrand



Priscilla Bracht





Jacques Delen



Antoine Friling



Regnier Haegelsteen



Sophie Lammerant-Velge



Richard Robinow

Rapport du conseil d'administration

A l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2013.

Chers actionnaires,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation notre rapport sur les activités de notre société au cours de l'exercice écoulé ainsi que les comptes statutaires et consolidés clôturés au 31 décembre 2012.

Conformément à l'A.R. du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché belge réglementé, *SIPEF* est tenue de mettre son rapport financier annuel à la disposition du public sous la forme d'une brochure.

Cette brochure comprend le rapport annuel combiné – statutaire et consolidé – du conseil d'administration, établi conformément à l'article 119, dernier alinéa C. Soc.

La brochure contient également une version abrégée des comptes statutaires (page 144) établis conformément à l'article 105 C. Soc., et la version intégrale des comptes annuels consolidés (page 85). Conformément aux articles 98 et 100 C. Soc., les comptes annuels statutaires complets, accompagnés du rapport annuel du conseil d'administration et du rapport du commissaire, sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique.

Le commissaire a remis, en ce qui concerne les comptes annuels statutaires et consolidés, une attestation sans réserve.

Le rapport annuel, les versions intégrales des comptes annuels statutaires et consolidés, et les rapports du commissaire concernant ces comptes annuels précités, sont disponibles sur le site web (www.sipef.com) et peuvent être obtenus sur simple demande, franc de port, à l'adresse suivante: Galesbergdreef 5 – 2900 Schoten, ou par e-mail: finance@sipef.com.

1. Comptes annuels statutaires

1.1. Capital et actionariat

Au cours de l'exercice écoulé aucune modification du capital de la société n'a été enregistrée. Le capital souscrit s'élève à EUR 34 767 740,80 représenté par 8 951 740 actions, sans mention de valeur nominale, entièrement libérées.

Les statuts modifiés de l'entreprise, y inclus l'information sur la forme juridique, l'objet statutaire, le structure du capital, le capital autorisé et la nature des parts sociales, sont disponibles sur le site web (www.sipef.com).

20 000 nouvelles options furent attribuées en 2012 dans le cadre du plan de stock-options. Les options accordées et non encore exercées au 31 décembre 2012 donnent ainsi droit ensemble à l'acquisition de 42 000 parts *SIPEF* (0,47%)

1.2. Activités

Pour un aperçu des activités principales du groupe *SIPEF* durant l'exercice 2012, nous vous prions de bien vouloir consulter le « Message du Président » à la page 13.

1.3. Commentaires sur les comptes annuels statutaires

1.3.1. Situation financière au 31 décembre 2012

Les comptes statutaires de *SIPEF* ont été établis conformément à la législation comptable belge.

Le total du bilan de la société au 31 décembre 2012 s'élève à KEUR 212 874, comparé à KEUR 155 129 l'année précédente.

La baisse des actifs financiers concerne principalement la vente des participations dans *PT Kerasaan*, *PT Bandar Sumatra* et *PT Timbang Deli* à la filiale *PT Tolan Tiga* avec une plus-value de KEUR 59 907. De plus, la participation dans *GEDEI NV* a été vendue avec une plus-value de KEUR 2 670. Cette transaction est soumise à l'article 523 C. Soc. Il est référé au point 4 de ce rapport pour la publication intégrale des décisions du conseil d'administration ayant trait à cette transaction.



Les créances à un an au plus ont augmenté de KEUR 72 408 à KEUR 143 546 suite à une augmentation de la créance sur *Jabelmalux SA* (dividende non perçu et mise à disposition de fonds pour la poursuite du financement du groupe *PT UMW*).

Les fonds propres de *SIPEF* s'élèvent à KEUR 172 421 avant répartition du bénéfice, ce qui correspond à EUR 19,26 par action.

Les résultats statutaires de *SIPEF* sont dans une large mesure déterminés par les dividendes et les plus/moins-values. Etant donné que toutes les participations ne sont pas détenues directement par *SIPEF*, le résultat consolidé du groupe reflète de manière plus fidèle l'évolution économique sous-jacente.

Le résultat statutaire de l'exercice 2012 s'élève à KEUR 108 407 comparé à un profit de KEUR 4 012 l'exercice précédent.

1.3.2. Affectation du résultat

Le conseil d'administration propose d'affecter le résultat (en KEUR) comme suit:

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	5 606
Bénéfice de l'exercice	108 407
Total à affecter	114 013
Rémunération du capital	15 218
Bénéfice à reporter	98 795

Le conseil d'administration propose de distribuer un dividende d'EUR 1,70 brut par action. Après retenue du précompte mobilier, le dividende net s'élève à EUR 1,275 par action.

Si l'assemblée générale ordinaire approuve cette proposition, le dividende sera mis en paiement à partir du 3 juillet 2013.

1.4. Perspectives

Comme les années précédentes, les résultats de l'exercice en cours dépendront dans une large mesure des dividendes qui seront distribués par les sociétés du groupe.

1.5. Communications

1.5.1. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice.

Depuis la clôture de l'exercice 2012, il ne s'est produit aucun fait marquant susceptible d'avoir une influence majeure sur l'évolution de la société.

1.5.2. Rémunération complémentaire du commissaire

Nous vous informons par ailleurs, conformément à l'article 134, par. 2 et 4 du Code des Sociétés, qu'aucune rémunération complémentaire n'a été payée au commissaire à part de la rémunération normale approuvée par l'assemblée générale, et qu'une rémunération de KEUR 10 a été versée à des entreprises liées au commissaire pour des conseils juridiques, comptables et fiscaux.


1.5.3. Recherche et développement

La société n'a entrepris aucune activité en matière de recherche et développement.

1.5.4. Rachat ou cession d'actions propres

Le 29 mai 2009, l'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration de *SIPEF* à racheter des actions propres dans une fourchette de prix déterminée, et ceci durant une période maximale de cinq ans.

Au cours de l'exercice 2011, *SIPEF* a acquis 59 676 de ses propres actions. Ces actions ont été acquises en vue, notamment, de couvrir les engagements de la société dans le cadre du plan d'options sur actions et comme placement temporaire de trésorerie.



PÉPINIÈRE À MATURITÉ : À DOUZE MOIS, LES PLANTS ONT DÉVELOPPÉ UN SYSTÈME RADICULAIRE SUFFISANT POUR LEUR PERMETTRE DE POURSUIVRE UNE CROISSANCE RAPIDE LORSQU'ILS SONT MIS EN PLACE EN CHAMP. SEULS LES PLANTS LES PLUS SAINS ET LES PLUS VIGOUREUX SONT SÉLECTIONNÉS POUR LA PLANTATION.





La situation au 31 décembre 2012 se présente comme suit:

Nombre d'actions propres	59 676 (0,67%)
Prix moyen par action (EUR)	56,40
Valeur totale d'investissement (KEUR)	3 365

1.5.5. Modification des statuts

Au cours de l'année 2012, les statuts ont été modifiés comme suit :

- Renouvellement de l'autorisation d'acquérir des actions propres afin d'éviter un dommage grave et imminent;
- Autorisation de vendre des actions propres dans le cadre de plans d'options sur actions;
- Confirmation de la politique de rémunération.

1.5.6. Notification en vertu de la Loi du 1 avril 2007 sur les offres publiques

Par moyen d'une lettre datée du 10 octobre 2012, Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec CABRA NV, GEDEI NV et le Baron Bracht et enfants, a informé l'entreprise qu'ils détiennent ensemble 39,49% du total des droits de vote de *SIPEF*.

1.5.7. Structures de protection

Lors de sa réunion du 13 juin 2012, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'autoriser le conseil d'administration d'acquérir ou de vendre des actions de la société en cas de nécessité et dans le but d'éviter que la société ne subisse un dommage grave et imminent, et ce pour une période de trois ans.

Rapport du conseil d'administration

2. Comptes annuels consolidés

2.1. Risques et incertitudes

Ce texte donne une description des risques opérationnels évalués par le management et le conseil d'administration. Tous les risques énoncés ci-après pourraient avoir un impact négatif important sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou la liquidité et pourraient mener à des pertes de valeur exceptionnelles sur les actifs.

Certains risques, dont le groupe *SIPEF* estime qu'ils ont maintenant un impact limité, pourraient s'avérer avoir finalement un effet négatif considérable. D'autres risques dont la société n'a pas connaissance peuvent exister.

Les principaux risques non-couverts sont les suivants :

- fluctuations des prix du marché des matières premières huile de palme, caoutchouc, thé et bananes ;
- conditions climatologiques ;
- développements géopolitiques ;
- risques liés à l'expansion.

Le chiffre d'affaires et la marge réalisés dépendent dans une grande mesure des **fluctuations des prix du marché** de l'huile de palme et de palmiste principalement. Une modification du prix de l'huile de palme d'USD 10 CAF Rotterdam par tonne a un impact d'environ USD 1,2 million par an sur le résultat après impôt.

Les volumes produits et donc le chiffre d'affaires et la marge réalisés sont dans une certaine mesure influencés par les **conditions climatologiques** telles que les précipitations, l'ensoleillement, la température et l'humidité.

Etant donné que la plupart des investissements du groupe *SIPEF* sont réalisés dans des pays en voie de développement (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Côte d'Ivoire) les **développements géopolitiques** dans ces régions demandent une attention particulière du management. Toutefois il s'avère du passé récent que les difficultés éventuelles dans ces pays

n'ont qu'une influence limitée sur le résultat net du groupe, sauf l'impact de mesures macro-économiques.

L'**expansion** additionnelle prévue par le groupe *SIPEF* dépend de la possibilité d'acquérir de nouveaux contrats de concessions pour des terrains agricoles qui répondent aux critères de durabilité à des conditions économiquement justifiables. Si le groupe ne réussit pas à réunir ces conditions, les plans d'expansion pourraient en être affectés.

A part ces risques spécifiques importants, le groupe est également confronté à des risques plus généraux, comme :

- risques de change, de taux d'intérêt, de crédit et de liquidités, comme mentionnés dans la partie financière de cette brochure ;
- risques liés à des actions sociales ;
- risques liés aux systèmes informatiques ;
- risques liés aux législations ;
- risques liés aux litiges ;
- risques liés aux contrôles internes ;
- risques liés aux contrôles fiscaux ;
- risques de responsabilité environnementale ;
- ...

2.2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Les comptes consolidés portant sur l'exercice 2012 sont établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le total du bilan consolidé au 31 décembre 2012 s'élève à KUSD 631 842, soit une augmentation de 11,38% par rapport au total du bilan de KUSD 567 291 enregistré fin 2011.

L'expansion continue des plantations en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée et une augmentation de la juste valeur des superficies plantées principalement en palmiers à l'huile et en thé, a conduit à une nouvelle augmentation des actifs biologiques, actuellement valorisés à KUSD 302 295.

L'augmentation des autres actifs immobilisés, hormis les investissements de remplacement et de développement



courants, comprend les indemnités complémentaires pour les expansions au Nord et au Sud-Sumatra et les investissements dans la réalisation et l'optimisation des unités de production à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans le groupe *UMW* au Nord-Sumatra.

Les actifs circulants nets, liquidités déduites, s'élèvent à 11,5% du chiffre d'affaires contre 10,5% en 2011, une légère augmentation principalement due aux tonnages d'huile de palme relativement importants non encore livrés en fin d'année.

La position financière nette a diminué de KUSD 29 326, principalement à cause du flux net négatif de trésorerie disponible de KUSD 9 296 et du dividende de KUSD 20 370; mais une position de trésorerie nette positive est néanmoins maintenue en fin d'exercice.

Les fonds propres consolidés du groupe *SIPEF*, part du groupe avant répartition du bénéfice, ont augmenté à KUSD 472 642, ce qui correspond à USD 52,80 par action.

L'augmentation simultanée de la production de l'huile de palme, de caoutchouc, de thé et de bananes n'a pu compenser la baisse des prix de vente, ce qui fait que le chiffre d'affaires a diminué de 9,6% par rapport à 2011.

L'évolution des prix de revient de notre production propre a présenté une tendance différente en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Indonésie, le coût USD/tonne est resté à peu près stable en raison d'une dévaluation de la roupie de 7,2% en 2011, ce qui a largement compensé l'augmentation locale des salaires. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le kina s'est apprécié de 12,1%, ce qui a encore augmenté les coûts locaux déjà influencés par des augmentations de salaire et des coûts d'entretien et de réparation supplémentaires en raison des conditions météorologiques erratiques du début d'année.

Le bénéfice brut a diminué de 17,9%. Pour les activités palmier et caoutchouc, les marges brutes ont même baissé respectivement de 18,1% et de 39,5%.

Maintenant que la situation politique en Côte d'Ivoire est normalisée, nos activités bananières y connaissent un renouveau remarquable.

Le résultat d'exploitation « autres produits / charges » comprennent un gain sur la vente d'actifs financiers non stratégiques (KUSD +3 346) et la constitution d'une provision pour litige fiscal potentiel en Indonésie (KUSD -8 330 avant impôts).

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat opérationnel avant IAS41 a diminué de 26,7%.

Les revenus et les coûts de financement sont restés à peu près en équilibre et les résultats financiers restent réduits compte tenu de l'impact limité des différences de change, un résultat direct de la mise en œuvre d'une politique de couverture cohérente.

La charge d'impôt effective est de 26,3%, ce qui reste très proche du taux moyen d'imposition du groupe (25% en Indonésie et 30% en Papouasie-Nouvelle-Guinée).

Les filiales du secteur des assurances se sont concentrées sur les activités maritimes et les risques industrielles. Après une période de restructuration, durant laquelle la rentabilité a souffert de résultats techniques temporairement inférieurs et un coût exceptionnel, ces filiales peuvent à nouveau contribuer en 2012 à la croissance au groupe.

Le bénéfice de l'exercice, sans tenir compte des effets de l'application d'IAS41, est de KUSD 64 630, ce qui est inférieur de 28,4% au résultat record historique de 2011.

L'ajustement IAS consiste à modifier la charge d'amortissement du coût des ventes par la variation de la « juste valeur » des actifs biologiques entre la fin de 2011 et la fin de 2012, moins les coûts et les charges fiscales liés à la plantation. La variation brute des actifs biologiques s'est élevée à KUSD 33 836 et est principalement due à une augmentation des marges appliquées en Indonésie, à l'expansion et à la maturité croissante des nouvelles superficies de nos plantations de palmiers à huile *UMW* en Indonésie. Les coûts de plantation de KUSD 26 962

Rapport du conseil d'administration

ont réduit l'impact net avant taxes à KUSD 10 553, la base pour un calcul moyen d'impôts différés de 16,2%. L'impact net positif d'IAS41, part du groupe, s'élève à KUSD 7 581, de 27,2% inférieur au KUSD 10 407 de l'année dernière, à cause principalement d'une diminution des marges futures utilisée dans *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le résultat net IFRS part du groupe, y compris les ajustements IAS41, s'élève à KUSD 68 392 et est de 28,1% inférieur à celui de l'an dernier.

2.3. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice 2012, il ne s'est produit aucun fait marquant susceptible d'avoir une influence majeure sur les activités de la société.

2.4. Recherche et développement

SIPEF et ses participations consolidées n'ont entrepris, en 2012, aucune activité en matière de recherche et développement.

2.5. Instruments financiers

À l'intérieur du groupe *SIPEF* il est fait usage de manière limitée d'instruments financiers pour la gestion des risques. Il s'agit notamment d'instruments financiers visant à atténuer l'effet d'une augmentation des taux d'intérêt et des cours de change.

Les partenaires de ces instruments financiers sont exclusivement des banques belges de renom avec lesquelles *SIPEF* a établi une relation à long terme.

2.6. Prévisions pour 2013

Les prévisions de production pour le groupe sont généralement favorables.

Les productions d'huile de palme indonésienne sont en ligne avec les estimations, avec à nouveau une légère augmentation des quantités dans les plantations établies au Nord-Sumatra et à Agro Muko dans la province de Bengkulu. Les jeunes plantations des projets *UMW / TUM* sont également conformes aux attentes avec des volumes en augmentation constante.

Les plantations à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée se remettent d'un mois extrêmement pluvieux en janvier, où près d'un quart du volume annuel des précipitations a été enregistré, et qui a de nouveau fortement endommagé les équipements de production, mais toutefois sans dommage irréparable. Les volumes de production sont actuellement près de 18% en dessous du budget, mais les prévisions de récolte pour les prochains mois sont favorables.

Les volumes de caoutchouc progressent à nouveau dans les plantations au Nord-Sumatra. Ils sont meilleurs que prévus à Agro Muko, mais restent, compte tenu de la restructuration, en dessous de l'année dernière. Les volumes de thé sont nettement plus élevés qu'au début de l'année dernière, qui fut caractérisée par une absence totale d'ensoleillement.

Les stocks élevés d'huile de palme, tant dans les pays producteurs que dans les principaux pays importateurs, continuent de peser sur le marché, et il ne faut dès lors pas s'attendre à des hausses de prix. Au contraire, l'incertitude quant à l'avenir empêche plusieurs plantations de vendre prématurément.

Néanmoins, un cycle de production plus faible commence en Indonésie et en Malaisie, ce qui devrait mener à une baisse des stocks au début du deuxième trimestre. L'accent devrait reposer sur une demande croissante en fonction du rabais important par rapport à l'huile de soja concurrente. En outre, les conditions météorologiques en Amérique du Sud sont à suivre de près, car les stocks limités de soja nécessitent une bonne récolte. Dès que les récoltes brésilienne et argentine seront connues, l'on se penchera sur les récoltes de soja aux États-Unis, qui devraient se remettre de leur échec de l'an dernier. La sécheresse actuelle nécessite de fortes précipitations avant la saison des semailles. Si l'une de ces cultures tourne mal, l'huile de palme va certainement bénéficier de ce marché du soja particulièrement fort.

Les perspectives pour le caoutchouc sont de deux ordres: les perspectives des économies occidentales et de l'industrie automobile sont assez instables. Dans le même temps, les économies de marché en Orient, en particulier celles de la Chine et de l'Inde, sont fortes et la demande en caoutchouc



est assez importante. Nous nous attendons donc à un faible potentiel de baisse par rapport aux niveaux de prix actuels, mais il n'existe néanmoins pas de raisons fondamentales de croire que nous puissions nous attendre à des augmentations de prix significatives.

Les prix du thé devraient rester fermes au premier trimestre 2013, mais quand même inférieurs à ceux atteints fin 2012. La persistance de l'instabilité politique et les doutes sur la réglementation en vigueur dans certains des principaux pays importateurs peuvent retarder le pouvoir d'achat. Les prix pour le reste de l'année dépendront en outre des conditions météorologiques au Kenya, en Inde et au Sri Lanka.

Une partie importante de notre chiffre d'affaires 2013 est déjà réalisée. 53% de la production annuelle d'huile de palme est déjà vendu à un prix moyen d'environ USD 936 la tonne CIF Rotterdam. Un cinquième des volumes de caoutchouc sont également vendus au prix d'USD 3 057 la tonne FOB et un tiers des volumes de thé à des prix provisoirement plus élevés de 8% que l'an dernier. Notre stratégie de marketing pour les bananes a été poursuivie, avec des prix fixes pour l'ensemble de l'année.

Malgré la grande incertitude sur les marchés en ce qui concerne les prix de ventes pour les mois à venir, et compte tenu des quantités déjà vendues et des prévisions fiables de production, nous pouvons espérer un résultat satisfaisant 2013 pour le groupe *SIPEF*. Le résultat final sera largement déterminé par la réalisation des volumes de production espérés, par la teneur des prix du marché au second semestre, par la taxe à l'exportation sur l'huile de palme en Indonésie et par l'évolution des prix de revient qui sont de plus en plus influencés par l'évolution des monnaies locales face à notre monnaie de référence (USD).

Sauf pour les extensions limitées à *PT MMAS* dans la province de Bengkulu et les développements continus à *Hargy Oil Palms Ltd*, l'expansion au Sud-Sumatra se poursuit régulièrement. Nous essayons d'accélérer la vitesse du processus de compensation pour les deux licences obtenues, mais la régularisation administrative des utilisateurs individuels des terrains prend beaucoup de temps. Déjà plus de 2 000 hectares de

terrains compensés seront prêts à être plantés fin du premier trimestre. Les pourparlers au sujet d'une troisième licence sont en cours. La taille finale de cette nouvelle zone d'activité pour *SIPEF* est actuellement incertaine, mais nous souhaitons continuer de miser dans les trois prochaines années sur la construction dans cette région agricole de qualité d'un projet utile et rentable.

Grâce aux réserves disponibles et aux flux de trésorerie qui seront générés en 2013, *SIPEF* est dans une position idéale pour mener à bien les programmes d'expansion mentionnés ci-dessus sans avoir à recourir à un endettement structurel.

2.7. Déclaration des personnes responsables

Les soussignés déclarent qu'à leur connaissance:

- les comptes consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 2012 sont établis en conformité avec les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) et donnent une image fidèle de la situation financière consolidée et des résultats consolidés du groupe *SIPEF* et de ses filiales comprises dans la consolidation;
- le rapport financier donne une image fidèle des événements importants et des transactions significatives avec des parties liées survenus au cours de l'exercice 2012, et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe *SIPEF* est confronté.

Au nom du conseil d'administration, le 19 février 2013.

François Van Hoydonck
Administrateur Délégué

Baron Bracht
Président

Rapport du conseil d'administration

3. Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

SIPEF's Corporate Governance Charter est disponible dans la rubrique «Investor Relations» du site internet www.sipef.com.

3.1. Généralités

Le 23 novembre 2005, le conseil d'administration de *SIPEF* a approuvé la première Charte de Corporate Governance (la « Charte »). La Charte a été rédigée conformément aux dispositions du Code Belge de Corporate Governance (le « Code ») rendu public le 9 décembre 2004 par le Corporate Governance Committee. Cette version de la Charte était déjà en conformité avec divers Décrets Royaux instaurés pour être en concordance avec les lois européennes concernant les abus de marché.

SIPEF utilise actuellement le Code Belge de Corporate Governance 2009 comme code de référence. La charte de gouvernance d'entreprise approuvée par le conseil d'administration de *SIPEF* est également en conformité avec le Code Belge de Corporate Governance 2009.

Comme il est stipulé dans le Code et dans la loi, *SIPEF* doit consacrer (dans le chapitre « Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise » de sa brochure) une attention particulière aux informations matérielles relatives à la gouvernance d'entreprise, aux modifications éventuelles apportées à la politique de celle-ci ainsi qu'aux événements pertinents en matière de gouvernance d'entreprise survenus au cours de l'exercice écoulé. Le chapitre « Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise » contient en outre des explications sur les divergences par rapport aux recommandations du Code, selon le principe « comply or explain ».

3.2. Conseil d'administration

3.2.1. Composition

Le conseil d'administration est composé de neuf membres.

Fin du mandat

Baron Bracht, président	2014
François Van Hoydonck, administrateur délégué	2015
Baron Bertrand, administrateur	2016
Priscilla Bracht, administrateur	2014

Jacques Delen, administrateur	2016
Antoine Friling, administrateur	2015
Baron de Gerlache de Gomery, administrateur	2012/06
Regnier Haegelsteen, administrateur	2015
Sophie Lammerant-Velge, administrateur	2015
Richard Robinow, administrateur	2015

Le mandat du Baron de Gerlache venait à expiration en juin 2012. Jusqu'à cette date le conseil d'administration était composé de dix membres.

3.2.2. Administrateurs non exécutifs et exécutifs

A partir du 1 septembre 2007, François Van Hoydonck est administrateur délégué.

Les huit autres administrateurs sont des administrateurs non exécutifs. Ackermans & van Haaren d'une part, et le Baron Bracht, ses enfants et les sociétés qui leur sont liées CABRA NV et GEDEI NV d'autre part, ont fait savoir qu'ils détenaient ensemble plus de 30% des parts de *SIPEF*.

Les administrateurs, porteurs de mandats dans d'autres sociétés cotées que celles du groupe, sont:

Baron Bertrand:

Ackermans & van Haaren, Atenor Group, Leasinvest Real Estate, Groupe Flo (FR) et Schroders (UK);

Jacques Delen:

Ackermans & van Haaren;

Regnier Haegelsteen:

Atenor Group et Etex Group;

Richard Robinow:

MP Evans Group plc (UK), R.E.A. Holdings plc (UK) et REA Vipingo Plantations Ltd (Kenya).



3.2.3. Administrateurs indépendants

Antoine Friling

Sophie Lammerant-Velge

Les deux administrateurs répondent à tous les critères d'indépendance formulés à l'article 526ter du Code des Sociétés.

3.2.4. Rapport d'activités

Le conseil d'administration de *SIPEF* s'est réuni à cinq reprises en 2012. Le taux moyen de participation s'est élevé à 94%. Le taux de présence individuel s'établit comme suit:

Baron Bracht , président	5/5
François Van Hoydonck , administrateur délégué	5/5
Baron Bertrand	4/5
Priscilla Bracht	5/5
Jacques Delen	5/5
Antoine Friling	4/5
Baron de Gerlache de Gomery	2/2
Regnier Haegelsteen	4/5
Sophie Lammerant-Velge	5/5
Richard Robinow	5/5

Le conseil d'administration a suivi en 2012 les résultats du groupe et le développement des activités des différentes participations au moyen des rapports fournis par le comité exécutif. Pendant l'exercice écoulé, le conseil d'administration a également pris certaines décisions importantes en matière d'investissement et de désinvestissement.

Une réunion spéciale a été tenue par le conseil d'administration le 5 septembre 2012 concernant le développement stratégique du groupe, basé sur un « business plan » sur dix ans.

Lors de sa réunion du 22 février 2012, le conseil d'administration a discuté, conformément à l'article 2.7 de la Charte et en l'absence de l'administrateur exécutif, de la relation entre le conseil d'administration et le comité exécutif. Les administrateurs concernés ont exprimé leur satisfaction générale sur la transparence et la bonne coopération entre les deux organes et ont fait, à ce propos, quelques suggestions à l'administrateur exécutif.

En outre les administrateurs ont évalué l'importance, la composition et le fonctionnement du conseil d'administration et des comités, en portant une attention particulière à la composition actuelle vis-à-vis de la composition souhaitée. Il est également constaté que des compétences spécifiques comme l'interprétation de rapports financiers, la connaissance du secteur, l'expérience en gestion d'une entreprise et le fonctionnement des marchés financiers, sont présentes de manière équilibrée au sein du conseil d'administration.

3.2.5. Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (2.9 et 4.7) sa politique concernant les opérations pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts (au sens du Code des Sociétés ou autrement). Aucune décision n'a dû être prise pendant l'exercice écoulé.

3.2.6. Règles de conduite en matière de transactions financières

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (5.) sa politique concernant la prévention des abus de marché.

3.3. Comité d'audit

3.3.1. Composition

Regnier Haegelsteen

– président et administrateur non exécutif

Antoine Friling

– administrateur indépendant et non exécutif

Sophie Lammerant-Velge

– administrateur indépendant et non exécutif

Conformément à l'article 526bis C. Soc., il a été confirmé que Regnier Haegelsteen, président du comité, a acquis les compétences et l'expertise nécessaires en termes de comptabilité et d'audit.

Regnier Haegelsteen ne répond plus aux critères d'indépendance mentionnés dans l'article 526ter C. Soc.



En haut de gauche à droite:
ROBERT KESSELS
DIDIER CRUYSMANS
JOHAN NELIS

En bas de gauche à droite:
FRANÇOIS VAN HOYDONCK
THOMAS HILDENBRAND
MATTHEW T. ADAMS

3.3.2. Rapport d'activités

Le comité d'audit s'est réuni à quatre reprises en 2012. Le taux de participation (ou représentation par procuration) était de 100%. En février et en août le comité s'est principalement penché, en présence du commissaire, sur l'analyse des rapports financiers annuels et semestriels. Par ailleurs les données de la proposition du communiqué de presse ont été discutées, ainsi que la procédure relative à l'application de la règle dite « one-to-one » visant à garantir l'indépendance du commissaire. Les procédures pour l'évaluation des actifs biologiques dans le cadre d'IAS41 ont également été commentées et discutées. Finalement une session privée a été tenue par le comité avec le commissaire, sans que les membres du comité exécutif ne soient présents.

Le comité de novembre a, outre les rapports des comités d'audit interne d'Indonésie, d'*Hargy Oil Palms Ltd* et de la branche assurance, ré-analysé et complété l'analyse des risques du groupe.

Le président du conseil d'administration, l'administrateur délégué, le CFO et un représentant d'Ackermans & van Haaren ont assisté à chacun de ces comités.

Le comité d'audit a systématiquement fait rapport de la teneur de ses travaux au conseil d'administration.

3.4. Comité de rémunération

3.4.1. Composition

Regnier Haegelsteen

– président et administrateur et non exécutif

Antoine Friling

– administrateur indépendant et non exécutif

Sophie Lammerant-Velge

– administrateur indépendant et non exécutif

Les comités de rémunération ont toujours été assistés par des représentants de la famille Bracht et d'Ackermans & van Haaren.

3.4.2. Rapport d'activités

Le comité de rémunération s'est réuni à deux reprises en 2012, le 22 février et le 20 novembre. Le taux de participation (ou représentation par procuration) était de 100%. Le comité de rémunération a fait des recommandations au conseil d'administration au sujet des rémunérations fixes des administrateurs et du président, ainsi qu'au sujet des rémunérations du comité exécutif, du calcul des bonus et des bonus individuels pour le comité exécutif, de la structure salariale et du calcul des primes de la direction expatriée dans les filiales. Lors de la réunion du 20 novembre, le comité de rémunération a fait des recommandations au conseil d'administration sur l'octroi d'options d'achat d'actions en faveur du comité de direction et des directeurs généraux des filiales étrangères du groupe.

3.5. Comité exécutif

3.5.1. Composition

François Van Hoydonck

– administrateur délégué

Matthew T. Adams

– external visiting agent

Didier Cruysmans

– directeur estates department

Thomas Hildenbrand

– directeur marketing bananes et fleurs

Johan Nelis

– chief financial officer

Paul Nellens (jusqu'au 31/12/2012)

– directeur marketing commodities

Robbert Kessels (à partir du 01/11/2012)

– directeur marketing commodities

Le Baron Bracht, président du conseil d'administration, et Priscilla Bracht, administrateur non exécutif, ont assisté régulièrement aux réunions du comité exécutif en tant qu'observateurs.



CHAMP DE PALMIERS À HUILE IMMATURES : LES JEUNES PLANTS DE PALMIER À HUILE SONT GÉNÉRALEMENT PLANTÉS À LA DENSITÉ DE 143 PALMIERS PAR HECTARE POUR MAXIMISER LA CROISSANCE ET LE RENDEMENT. DES PALMIERS CORRECTEMENT PLANTÉS ET BIEN ENTRETENUS PEUVENT ATTEINDRE LEUR MATURITÉ APRÈS 28 MOIS À COMPTER DE LA DATE DE PLANTATION.





3.5.2. Rapport d'activités

Sauf circonstances imprévues, le comité exécutif se réunit une fois par semaine. Le comité exécutif est en outre responsable de la gestion journalière du groupe et prépare toutes les décisions qui doivent être prises par le conseil d'administration.

3.6. Rapport des rémunérations

3.6.1. Procédure pour l'élaboration d'une politique de rémunération et pour la fixation du niveau de rémunération

La rémunération des administrateurs non exécutifs se compose uniquement d'une rémunération fixe. Cette rémunération fixe se compose d'une rémunération de base et, le cas échéant, d'une rémunération complémentaire selon que l'administrateur en question est membre d'un comité déterminé.

La rémunération des administrateurs non exécutifs est évaluée périodiquement par le comité de rémunération. Les modifications proposées par le comité de rémunération sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

Les membres du comité exécutif reçoivent une rémunération fixe et une prime qui est proportionnelle au résultat consolidé récurrent du groupe *SIPEF* (voir également « politique de bonus »). Les membres du comité exécutif disposent en outre d'une voiture de société et bénéficient d'une assurance groupe (constitution de pension, couverture du risque de décès, couverture invalidité), de chèques-repas, d'une assurance d'assistance mondiale et d'une assurance hospitalisation. L'assurance groupe est du type « cotisation fixe ».

Pour la première fois depuis 2002, des options d'achat d'actions furent offertes courant 2011 et 2012 aux membres du comité exécutif et aux directeurs généraux des filiales étrangères. Les options d'achat d'actions offertes dans le cadre du plan de stock-options *SIPEF* ont les caractéristiques suivantes:

Rapport du conseil d'administration

- Offre: fin de novembre
- Prix d'exercice: prix basé sur le prix de clôture moyen des 30 jours précédant l'offre.
- Période d'exercice: les options sont exerçables à compter de la fin de la troisième année civile qui suit l'année où l'offre est faite et jusqu'à la fin de la dixième année suivant la date de l'offre.

Ces composantes sont évaluées chaque année, en général lors d'une réunion en novembre ou décembre, par le comité de rémunération, lequel vérifie si elles sont conformes au marché. Cette vérification est effectuée à partir de données publiques (p.ex. données de rémunération reprises dans les rapports annuels d'autres sociétés cotées comparables) et d'études salariales. Les modifications proposées par le comité de rémunération sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

3.6.2. Politique de bonus

La rémunération variable attribuée aux membres du comité exécutif est soumise à des critères de performance individuelle, tant qualitative que quantitative, prédéterminés et objectivement mesurables évalués sur une période d'un an (comme stipulé dans les statuts). Elle est particulièrement dépendante du résultat récurrent consolidé du groupe *SIPEF* avant IAS41. En d'autres termes, il n'y a pas de politique de rémunération variable à long terme. La rémunération variable est versée en juillet de l'année suivante, au cours du même mois que le paiement des dividendes aux actionnaires.

En cas de données financières inexactes, il est prévu en faveur de la société un droit de reprise de la rémunération nette variable allouée au directeur général et aux membres du comité de direction.

3.6.3. Rémunération des administrateurs exécutifs et non exécutifs

Pour l'exercice 2012, les émoluments des administrateurs ont été fixés à un montant annuel fixe de KEUR 24 pour le président et KEUR 20 par administrateur. De plus un montant annuel fixe de KEUR 4 est accordé aux membres du comité d'audit et de KEUR 2 aux membres du comité de rémunération. Les montants ne sont pas liés à l'ampleur des résultats et peuvent donc être assimilés à une rémunération fixe non liée aux prestations et attribuée pendant l'année.

Les administrateurs démissionnant ou nouvellement nommés sont rémunérés au pro rata de la durée de leur mandat dans le courant de l'exercice.

Les rémunérations individuelles des administrateurs, effectivement payés en 2012 à titre de rémunération pour l'année 2012 sont:

	En KEUR
Baron Bracht , président	24
François Van Hoydonck , administrateur délégué	20
Baron Bertrand	20
Priscilla Bracht	20
Jacques Delen	20
Antoine Friling	26
Baron de Gerlache de Gomery	10
Regnier Haegelsteen	26
Sophie Lammerant-Velge	26
Richard Robinow	20

3.6.4. Rémunération des membres du comité exécutif

La rémunération fixe et variable ainsi que les autres avantages accordés en 2012, directement ou indirectement, par *SIPEF* et par ses filiales, aux membres du comité exécutif peuvent être résumés comme suit (coût total pour l'entreprise):



En KEUR	CEO	Autres membres comité exécutif	Total	Part relative
Rémunération fixe	300	1 131	1 431	44,58%
Rémunération variable	352	922	1 274	39,69%
Assurance groupe	223	170	393	12,24%
Options d'actions 2011	34	45	79	2,46%
Avantages en nature (voiture)	10	23	33	1,03%
	919	2 291	3 210	100,00%

Les options offertes en 2012 ne furent finalement accordées qu'en 2013 et ne se retrouvent de ce fait pas encore reprises dans le tableau ci-dessus.

3.6.5. Options offertes aux membres du comité exécutif en 2012

Date d'échéance Le 31 décembre 2022
Prix d'exercice EUR 59,14

François Van Hoydonck	6 000
Matthew T. Adams	2 000
Didier Cruysmans	2 000
Thomas Hildenbrand	2 000
Johan Nelis	2 000
Totaal	14 000

6 000 options ont également été octroyées aux directeurs généraux des filiales étrangères du groupe.

3.6.6. Principales conditions contractuelles

L'administrateur délégué est soumis au statut des personnes indépendantes et détient un contrat de durée indéterminée. L'administrateur délégué peut mettre fin unilatéralement à son contrat moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La période de préavis à respecter par la société est entre 18 et 24 mois, dépendant du moment de résiliation du contrat. La période de préavis peut être prolongée de 12 mois dans le cas d'une notification du contrat suite à un changement du contrôle de la société et du remplacement de plus de la moitié des administrateurs, et

des restrictions importantes des pouvoirs essentiels imposés de manière unilatérale par la société. Cette dernière clause a été approuvée dans le cadre de l'article 556 du Code des Sociétés par l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 2007.

Une fonction de « External Visiting Agent » (EVA) a été créée au 1 novembre 2010. Le EVA a un contrat exclusif avec *SIPEF*. Les deux parties peuvent mettre fin à ce contrat moyennant la notification d'un délai d'un an. La rémunération accordée à l'EVA est comparable à la rémunération accordée aux autres membres du comité exécutif.

Les contrats des autres membres du comité exécutif sont soumis au statut d'employés et contiennent les dispositions usuelles en matière de rémunération (fixe et variable) et assurances. Les contrats ont une durée indéterminée. Chaque membre du comité exécutif peut mettre fin à son contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de 6 mois. La société peut mettre fin, de manière unilatérale, au contrat de chaque membre du comité exécutif, moyennant la notification d'un délai de préavis à déterminer selon les règles et usages liés au statut des employés.

3.6.7. Changements dans la politique de rémunération

La politique de rémunération n'a subi aucun changement notable en 2012.

3.6.8. Politique de rémunération pour les deux prochains exercices (2013-2014)

Le conseil d'administration prévoit de ne pas modifier fondamentalement la politique de rémunération durant l'exercice en cours ou le suivant.

3.7. Audit interne et externe

Le commissaire de la société est Deloitte Bedrijfsrevisoren BV o.v.v.e. CVBA, représentés par Dirk Cleymans.

Le commissaire assure l'audit externe, tant sur les chiffres consolidés que sur les chiffres statutaires du groupe *SIPEF* et fait rapport deux fois par an au comité d'audit et au conseil d'administration.



INFLORESCENCE ET FLEURS MÂLES, INFLORESCENCE ET FLEURS FEMELLES, ET JEUNES RÉGIMES DE FRUITS DE PALME : LORSQUE LES FLEURS FEMELLES SONT FÉCONDÉES, LES RÉGIMES DE FRUITS SE DÉVELOPPENT SUR UNE PÉRIODE DE SIX MOIS; ILS SONT ALORS PRÊTS POUR LA RÉCOLTE.





Le commissaire a été nommé lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 juin 2011. Son mandat arrive à échéance en juin 2014.

La rémunération annuelle du commissaire pour le contrôle des comptes statutaires et consolidés de *SIPEF* s'élève à KEUR 78. Par ailleurs, un montant supplémentaire de KEUR 10 a été payé pour des opérations juridiques, comptables et fiscales à une société liée professionnellement au commissaire. Ces rémunérations ont été approuvées par le comité d'audit, qui reçoit un aperçu de ces honoraires à chaque réunion.

Les frais totaux d'audit externe du groupe *SIPEF* s'élevaient à KEUR 354 et le montant des honoraires pour des conseils du même commissaire et des entreprises liées s'élevait à KEUR 56.

En Indonésie et à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée l'audit interne est structuré dans un département d'audit avec un comité qui analyse les rapports d'audit interne quatre fois par an. Le comité d'audit de *SIPEF* reçoit un résumé des travaux avec une qualification et une estimation de l'impact possible des conclusions, afin d'être en mesure de se faire une opinion des travaux du département d'audit local. Dans les autres filiales l'audit interne est effectué par le directeur financier. Vu l'ampleur moins importante de ces entreprises, le comité d'audit estime que l'organisation d'un département séparé n'est pas requise.

3.8. Structure de l'actionariat

Comme il est mentionné dans la note 17 des annexes aux comptes consolidés trois actionnaires ont déclaré avoir une participation de plus de 5% dans notre société. La société n'a pas connaissance d'accords conclus entre actionnaires, ni de l'existence de comités d'actionnaires ou d'administrateurs, à l'exception de la déclaration commune du 12 février 2007, également reprise dans l'annexe 17.

À cette date, la Nationale Investeringsmaatschappij (NIM) NV, liée à Ackermans & van Haaren (AvH) NV, et agissant de concert avec le Baron Bracht, CABRA NV et GEDEI NV, a informé l'entreprise d'un accord entre actionnaires en vue de

Rapport du conseil d'administration

la création d'un actionnariat stable de *SIPEF* pour favoriser le développement équilibré et la croissance rentable de *SIPEF* et ses filiales. Cet accord entre actionnaires, conclu pour une période de 15 ans, concerne e.a. des conventions de vote pour la nomination d'administrateurs et des conventions pour le transfert d'actions.

Les détails appropriés de cette déclaration de transparence peuvent être trouvés sur le site web de l'entreprise (www.sipef.com).

3.9. Concordance avec le code belge de gouvernance d'entreprise – 'Comply or Explain'.

Le Charte de *SIPEF* ne déroge aux recommandations du Code que sur un nombre limité de points.

3.9.1. Composition du comité de nomination

Conformément à la recommandation 5.3.1. de l'Annexe D du Code, le comité de nomination doit être constitué d'une majorité d'administrateurs indépendants non exécutifs. Le comité de nomination de *SIPEF* est constitué de tous les membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration n'étant composé que pour vingt-deux pourcent d'administrateurs indépendants non exécutifs, la Charte déroge au Code sur ce point.

Le conseil d'administration estime toutefois que cette divergence se justifie, compte tenu du fait que sa taille relativement réduite (neuf membres) ne nuit en rien à l'efficacité des délibérations et de la prise de décision et que le conseil d'administration en tant qu'ensemble est plus à même d'évaluer la taille, la composition et la planification de la succession du conseil d'administration.

3.9.2. Diversité des genres

Conformément à la disposition 2.1 du Code, le conseil d'administration doit être composé dans le respect de la diversité des genres et de la diversité en général.

Après les récentes nominations, le conseil d'administration de *SIPEF* est composé de sept hommes et deux femmes réunissant des connaissances et des expériences diverses, mais complémentaires.

Le conseil d'administration a pris connaissance des initiatives législatives récentes en matière de représentativité féminine dans le conseil d'administration des sociétés cotées en bourse et s'efforcera de conformer sa composition à la législative actuelle avant le 1 janvier 2017.

3.10. Rapport sur le contrôle interne et les systèmes de gestion des risques

Le conseil d'administration de *SIPEF* est chargé d'évaluer les risques inhérents à l'entreprise et l'efficacité du contrôle interne. Le système de contrôle interne de *SIPEF* a été établi conformément aux principes habituels du contrôle interne (selon les dispositions légales, Code 2009 et COSO). La base du contrôle interne et de la gestion des risques est établie en fonction d'une analyse des risques réalisée au niveau du groupe. Une attention particulière est accordée à la fiabilité des rapports financiers et des processus de communication.

3.10.1 Sphère de contrôle

SIPEF se conforme à une Charte de Gouvernance qui contraint les administrateurs, les cadres et le personnel au respect des normes éthiques fondamentales dans l'exercice de leurs fonctions.

Le conseil d'administration de *SIPEF* soutient l'application d'une réglementation claire et durable dans la gestion quotidienne de nos activités; ces réglementations sont plus strictes que les exigences légales des pays dans lesquels nous opérons.

Nos activités sont certifiées selon des normes internationales largement utilisées, telles que ISO9001, ISO14001, « Roundtable on Sustainable Palmoil » (RSPO), « Indonesian Palm Oil », « International Sustainability and Carbon Certification » (CCSI), « Clean Development Mechanism » (CDM) des Nations Unies, « Ethical Tea Partnership » (ETP), « Rainforest Alliance » et « GlobalGAP ».

Dans l'ensemble, la structure de l'entreprise, la philosophie des affaires et le style de gestion peuvent être considérés comme simples et informels, ce qui se justifie par un nombre limité de niveaux décisionnels au sein de la hiérarchie. Cette hiérarchie



restreinte et une faible rotation du personnel facilitent le contrôle social au sein de l'entreprise.

Le groupe est divisé en un certain nombre de départements comme indiqué dans l'organigramme. Chaque département et chaque personne au sein du service concerné assume une fonction propre. De chaque fonction et de chaque emploi le niveau d'études et/ou expérience requis est déterminé. Il y a une politique claire de délégation des responsabilités.

3.10.2 Analyse des risques et activités de contrôle

Les objectifs stratégiques, opérationnels, financiers, fiscaux et juridiques sont définis dans un plan stratégique approuvé chaque année par le conseil d'administration. Les risques susceptibles de mettre en péril la réalisation des objectifs ont été identifiés et classés selon leur importance, leur probabilité de survenance, et les mesures à prendre selon leur importance. Le traitement du risque est divisé en plusieurs catégories (réduire, transférer, éviter ou accepter).

Les instructions et/ou les procédures nécessaires sont connues pour assurer le traitement correct des risques identifiés.

3.10.3 Information et communication

Un ensemble de rapports opérationnels et financiers (internes et externes) ont été mis en place sur bases périodiques (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, semestrielle ou annuelle) et aux niveaux appropriés afin que les responsables puissent disposer des informations nécessaires à exercer leurs responsabilités de façon satisfaisante.

3.10.4 Contrôle

Il est de la responsabilité de chaque employé de signaler les lacunes éventuelles pouvant surgir dans le rapport de contrôle interne auprès des responsables.

En outre, les départements d'audit interne (en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée à *Hargy Oil Palms Ltd*), sont chargés de l'examen permanent de l'efficacité et du suivi des contrôles internes existants en ce qui concerne leurs activités respectives. Sur base de leurs résultats, ils procèdent aux ajustements nécessaires. Les rapports de ces départements d'au-

dit interne sont examinés par un comité d'audit local trimestriel. Un résumé annuel des principales conclusions est présenté au comité d'audit du groupe.

Pour les filiales de moindre dimension, pour lesquelles aucune fonction d'audit interne distincte n'a été créée, l'examen des contrôles internes est exercé par le gestionnaire responsable avec l'administrateur délégué et le directeur financier du groupe.

Chaque filiale du groupe est également soumise (au moins) une fois par an à l'examen des états financiers par un auditeur externe. Les observations éventuelles de ces audits externes sont soumises à la direction sous forme d'une « management-letter ». Aucune lacune importante du contrôle interne n'a été décelée dans le passé.

3.10.5 Contrôle interne et système de protection des risques liés aux rapports financiers

Le processus d'établissement des rapports financiers est organisé comme suit:

- Le processus est géré par le département financier de l'entreprise sous la supervision directe du directeur financier du groupe;
- En fonction des objectifs (internes et externes) fixés, un « retro-planning » est établi et distribué en début d'année à chaque département concerné ainsi qu'à l'auditeur externe. Les délais externes sont également annoncés publiquement sur le site web de la société;
- Les entités suivantes soumettent des rapports individuels distincts:
 - a. l'Indonésie
 - b. *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
 - c. *Galley Reach Holdings Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée
 - d. *Plantations J. Eglin SA* en Côte d'Ivoire
 - e. *Jabelmalux SA* au Luxembourg
 - f. *SIPEF* en Belgique
 - g. *B.D.M. NV / Asco NV* en Belgique

Rapport du conseil d'administration

- Le responsable du département financier de chaque entité est un comptable agréé;
- Au début du cycle des rapports annuels, on trouve l'élaboration d'un budget pour l'année ultérieure. Ce budget est établi en septembre / novembre et est soumis au conseil d'administration en novembre. Les options stratégiques présentées au budget annuel se conforment également au plan stratégique qui est mis à jour chaque année et est approuvé par le conseil d'administration;
- Tant pour le plan stratégique à long terme que pour le budget annuel, des analyses de sensibilité sont établies pour prendre les décisions adéquates en fonction du profil de risque estimé;
- Au cours de la première semaine de chaque mois, les chiffres de production et la situation financière nette du mois précédent sont communiqués et consolidés par le département « corporate finance » et mis à la disposition de l'administrateur délégué, du président du conseil d'administration et de la direction du groupe;
- Au cours de cette première semaine, les transactions intergroupe sont également réconciliées avant de commencer la clôture des comptes;
- Le rapport financier mensuel comprend une analyse des volumes (stocks d'ouverture, productions, ventes et stocks de clôture), les résultats d'exploitation et un résumé des autres éléments du compte de résultat (résultat financier et impôts), un bilan, et l'analyse des flux de trésorerie;
- Les normes comptables utilisées mensuellement sont identiques à celles utilisées pour la consolidation légale selon les normes IFRS (hors évaluations IAS41 qui ne sont incluses que dans les rapports externes);
- Les chiffres mensuels sont comparés pour chaque entité au budget et aux données couvrant la même période au cours de l'année antérieure, ce qui permet d'analyser d'éventuels écarts importants;
- Ces chiffres opérationnels et financiers globaux sont convertis mensuellement par le département « corporate finance » dans la monnaie de référence (généralement l'USD), consolidés dans la monnaie de présentation (USD) et à nouveau comparé pour cohérence avec le budget et la période précédente;
- Le rapport consolidé mensuel est soumis à l'administrateur délégué, au président du conseil d'administration et à la direction du groupe;
- Les membres du conseil d'administration reçoivent ce rapport périodiquement (mois 4, 6, 9 et 12) en préparation à la réunion du conseil. Ce rapport est accompagné d'une note détaillant les informations opérationnelles et financières du trimestre écoulé;
- En cas d'événements exceptionnels, le conseil d'administration est également informé dans l'entre-temps;
- En juin et décembre, une mise à jour du calcul de la juste valeur des actifs biologiques (évaluation IAS41) est effectuée;
- Les états financiers individuels (uniquement en décembre pour les filiales de moindre importance), l'évaluation IAS41 et la consolidation financière de juin et de décembre sont soumis à un audit externe avant que les chiffres consolidés IFRS ne soient présentés au comité d'audit;
- Sur la base de l'avis du comité d'audit, le conseil d'administration se prononce sur l'approbation des états financiers consolidés avant de communiquer les états financiers au marché boursier;
- Un rapport de gestion intermédiaire est publié deux fois par an (après le premier et après le troisième trimestre), rapport dans lequel on trouve l'interprétation des données sur l'évolution des volumes de production, des prix des marchés mondiaux et les éventuels changements dans les perspectives de l'entreprise.



- Le département « corporate finance » est chargé de surveiller toute modification des normes IFRS et de mettre en œuvre ces éventuels changements au sein du groupe.
- Les rapports de gestion mensuels et la consolidation statutaire sont réalisés au sein d'un système informatique intégré. Des programmes de protection antivirus, des sauvegardes périodiques et les mesures nécessaires à assurer la continuité du service sont pris avec le plus grand soin.

4. Décisions du conseil d'administration

du 13 juin 2012 dans le cadre de l'application de l'article 523 du Code des Sociétés.

4.1. Déclaration préliminaire

À la lumière des points fixés à l'agenda et à la mise en œuvre de l'article 523 du Code des Sociétés, nous présentons ci-dessous les extraits du procès-verbal du conseil d'administration concernant l'application de la procédure de conflit d'intérêts telle que décrite.

Il est également établi que l'article 524 ne s'applique pas, puisqu'il s'agit d'une opération qui représente moins d'un pour cent de l'actif net de *SIPEF*, comme en témoignent les états financiers consolidés.

4.1.1. Nature / Description de la transaction

SIPEF souhaite par décision du Conseil d'administration du 13 juin 2012 procéder à la vente de sa participation de 9,57% dans la société GEDEI NV (6 319 parts) à la société CABRA NV qui accepte. La vente de ces actions se fait au prix du marché qui a été déterminé sur la base des capitaux propres réajusté de la société GEDEI NV. Compte tenu du fait que l'actif net de la société se compose principalement d'actifs financiers cotés en bourse, c'est le cours de clôture du 12 juin 2012 qui est retenu pour déterminer les capitaux propres corrigés de l'entreprise.

4.1.2. Déclaration par les administrateurs dans le chef desquels il y a conflit d'intérêts

Avant le début de l'assemblée, les administrateurs présents furent informés par le Baron Bracht, Président et Priscilla Bracht, administrateur, que l'article 523 du Code des Sociétés est applicable au point de l'ordre du jour relatif à la décision qui devra être prise à propos de la vente de la participation de 9,57% de GEDEI NV par *SIPEF* à CABRA NV, et que les deux administrateurs ont un intérêt financier direct qui est incompatible avec une décision ou une opération relevant du conseil d'administration. Les deux sont en effet actionnaires de la société acquéreuse CABRA NV.

4.1.3. Justifications / Raisons de l'opération

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique de restructuration globale de *SIPEF* qui consiste à se concentrer sur ses activités de base, la gestion et l'exploitation de sociétés de plantations tropicales dans lesquelles elle possède principalement une participation majoritaire.

4.1.4. Conséquences patrimoniales de l'opération pour *SIPEF*

La valeur comptable dans *SIPEF* se monte au 12 juin à KEUR 126. La vente de ces actions se faisant au prix du marché, soit KEUR 2 796, *SIPEF* réalise un gain en capital sur cette transaction de KEUR 2 670.

4.1.5. Rapport du commissaire

En application de l'article 523 du Code des Sociétés, le commissaire fut également informé de la situation de conflit d'intérêts.

4.1.6. Non participation à la délibération et au vote des administrateurs concernés par un conflit d'intérêts sur les points y relatifs à l'ordre du jour.

Le fait que *SIPEF* est une société qui fait appel public à l'épargne rend les administrateurs concernés dans l'impossibilité de participer aux délibérations et au vote concernant cette transaction. Le Baron Bracht, Président, et Priscilla Bracht, administrateur, quittent cette réunion.



UN JEUNE PALMIER À HUILE PEUT PRODUIRE ENVIRON 9 -10 RÉGIMES DE FRUITS CHAQUE ANNÉE EN FONCTION DE SON ÂGE. UN HECTARE DE JEUNES PALMIERS PEUT PRODUIRE PLUS DE 30 TONNES DE RÉGIMES DE FRUITS FRAIS (FFB) PAR AN.





Mr. François Van Hoydonck, administrateur, rappelle aux administrateurs présents qu'il possède une fonction administrative aussi bien dans *SIPEF* que dans la société acquéreuse CABRA NV, ainsi qu'une participation immatérielle dans *SIPEF*. Afin de ne pas entamer de discussion au sujet du caractère immatériel de l'actionnariat de Mr. Van Hoydonck par rapport au conflit d'intérêts, ou quant à savoir si Mr. Van Hoydonck pourrait agir ou non de concert avec le Baron Bracht et Mme. Priscilla Bracht, Mr. Van Hoydonck propose également de ne pas participer à la délibération et au vote sur ce point de l'ordre du jour. Les autres administrateurs acceptent la proposition de Mr. Van Hoydonck de quitter la réunion pour ce qui concerne ce point de l'ordre du jour.

4.2. Décisions du conseil d'administration

délibération et approbation de la vente de la participation dans GEDEI NV.

Résolution.

Après délibération, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité:

Le Conseil approuve la vente de la participation de 9,57% détenu par *SIPEF* dans la société GEDEI NV à la société acquéreuse CABRA NV.

Le Conseil adopte notamment les précisions suivantes:

- La vente des actions se fait aux conditions du marché pour un montant de KEUR 2 796.
- Compte tenu de la valeur comptable de ces actions, *SIPEF* réalise sur cette transaction un gain en capital de KEUR 2 670.

Rapport de gestion par produit

Huile de palme

L'année 2012 a commencé sur une note positive. Les prix de l'huile de palme ont été stimulés par la faiblesse des volumes et par une mauvaise récolte de soja et de maïs en Amérique du Sud. Les stocks d'huile de palme en Malaisie et en Indonésie étaient à leur plus faible niveau au deuxième trimestre. Début avril, l'huile de palme a atteint son prix le plus élevé de l'année à USD 1 190 la tonne CIF Rotterdam. Les prix fermes du premier semestre de 2012 ne furent pas consécutifs à l'importante demande globale, mais à des problèmes d'approvisionnement. Une baisse de la croissance économique mondiale suite à la stagnation de l'économie chinoise et à la crise au sein de la zone euro a poussé les clients à « vivre au jour le jour » en termes d'achats.

L'été le plus chaud connu aux États-Unis depuis 118 années a fortement affecté les cultures de maïs et de soja et des prix record pour ces denrées furent atteints. Ce ne fut cependant pas le cas pour l'huile de soja et l'huile de palme. La demande mondiale d'huile végétale est restée à la traîne: d'une part la Chine a trituré davantage de soja plutôt que d'acheter les produits finis, et d'autre part la demande de l'industrie des biocarburants a stagné. Dans le même temps, la production d'huile de palme a augmenté au cours du second semestre de 2012 suite aux bons rendements des récoltes. De ce fait, des stocks record furent enregistrés au 4e trimestre, ainsi qu'une chute des prix jusqu'à USD 745 en décembre 2012.

L'attractivité des prix de l'huile de palme par rapport à son concurrent l'huile de soja, la baisse cyclique de la production du palmier à la fin du 4ème trimestre et une légère reprise macro-économique devraient relancer les prix depuis leur plus bas niveau. 2013 sera une année durant laquelle les conditions météorologiques pourraient bien orienter les marchés. En raison des prix élevés du soja et du maïs en 2012, nous nous attendons à voir d'avantage d'hectares plantés. Le monde a besoin de ces cultures pour regarnir les stocks mondiaux, mais la météo reste l'arbitre.

Le prix moyen de l'huile de palme fut d'USD 999 la tonne CIF Rotterdam, contre une moyenne d'USD 1 125 en 2011.

La demande d'huile de palme durable reste ferme et nous constatons une progression de la demande de l'huile durable ségrégée (sans mélange avec d'autres huiles). *SIPEF* est dans une bonne position pour servir sa clientèle en huile de palme et en huile de palmiste durable ségrégée. À partir de 2014, la nouvelle réglementation de l'Union Européenne exige que tous les produits alimentaires affichent la spécificité de l'huile qu'ils contiennent, ce qui donnera un nouvel élan à la demande d'huile durable ségrégée.

Huile de palmiste

Les prix records (USD 2 450) de l'huile de palmiste début 2011 ont déclenché un phénomène de substitution dans l'industrie oléo-chimique (huiles synthétiques) et alimentaire (huiles végétales). L'effet s'est fait sentir en 2012, en particulier au second semestre, où la demande fut particulièrement inférieure à la tendance moyenne de croissance du marché. Une bonne production d'huile de coprah aux Philippines et en Indonésie ainsi que le retour de rendements satisfaisants pour l'huile de palmiste au second semestre a créé une offre excédentaire. Les prix de l'huile laurique ont plongé au cours de la seconde moitié de l'année, et furent négociés en dessous des niveaux d'huile de palme. Les prix planchers atteignirent USD 725 la tonne CIF Rotterdam en décembre 2012. Historiquement, une telle décote par rapport à l'huile de palme ne dure pas longtemps.

Le prix moyen de l'huile de palmiste fut d'USD 1 110 la tonne CIF Rotterdam, contre une moyenne d'USD 1 648 en 2011.

Caoutchouc

Le marché du caoutchouc a chuté en 2011: UScts 335 le kilo pour du Sicom RSS3 par rapport aux prix record d'UScts 648 le kilo, ce qui historiquement reste un prix très élevé. Début 2012, le gouvernement thaïlandais a proposé un certain nombre de mesures de soutien pour stimuler les prix, ce qui a créé une hausse jusqu'à UScts 419,10 le kilo, la meilleure performance de 2012. Cependant, la crise de l'euro a dominé le marché et limité la demande de l'industrie automobile européenne. Dans le même temps, la croissance Chinoise se ralentissait et les inquiétudes d'une éventuelle dégradation supplémentaire de l'économie mondiale n'ont pas encouragé la croissance de la



demande. Les prix ont chuté au plus bas niveau d'UScts 261 le kilo à la mi-août. Les gouvernements des trois principaux pays producteurs ont suggéré des plans de replantation et introduit la mise en œuvre d'un programme régulé des volumes exportés (AETS) pour stimuler les prix, mais l'impact fut limité. L'amélioration de la situation en zone euro et une relance des économies chinoise et américaine ont amélioré la demande au troisième trimestre.

Le prix moyen pour le caoutchouc naturel RSS3 fut d'UScts 338 par kilo contre UScts 482 en 2011.

La demande mondiale de caoutchouc naturel n'a pratiquement pas augmenté en 2012, alors que l'offre s'est accrue de 3,6% (selon le « International Rubber Study Group »). Il y avait donc un surplus de 450 000 tonnes, partiellement absorbé par le programme de soutien thaïlandais, mais aussi par le stockage en Chine. L'analyse de l'offre et de la demande en 2013 montre une image plus équilibrée. L'industrie automobile européenne poursuit ses efforts de croissance, mais les attentes dans les pays en développement ainsi qu'aux États-Unis sont meilleures.

Thé

Les dégâts dus au gel au Kenya fin 2011 et début 2012 ont entraîné une baisse substantielle de la production au cours des quatre premiers mois de l'année, mais l'instabilité politique dans les principaux pays importateurs a empêché le marché de progresser. En milieu d'année, il est devenu clair que les chiffres de production dans d'autres grands pays producteurs comme l'Inde et le Sri Lanka enregistraient également des baisses. Les prix ont commencé à monter au second semestre pour atteindre leurs plus hauts niveaux au dernier trimestre.

Les thés de qualité comme nos thés Cibuni ont obtenu une prime, principalement au second semestre, alors que la baisse des rendements incitait les producteurs à augmenter leurs volumes en négligeant la qualité. La majeure partie du déficit de production était constituée en fin d'année, mais ce n'est pas suffisant pour que le marché baisse alors que la croissance de la consommation annuelle est d'environ 2%.

Les prix devraient rester fermes au cours du premier trimestre de 2013, malgré l'instabilité politique persistante et les retards dans les politiques de réglementation dans certains des principaux pays importateurs.

Commercialisation de bananes et de fleurs

Bananes

2012 fût une année particulièrement « fructueuse » avec un volume total de bananes de 26 777 tonnes, dont 3 088 tonnes furent commercialisées en Afrique de l'Ouest, le solde étant, comme d'habitude, vendu en Europe, tout particulièrement en Angleterre, en France et en Espagne. Le commerce approvisionné par notre fournisseur/producteur tiers a chuté de 60% pour passer de 7 294 tonnes en 2011 à 2 860 tonnes en 2012. Par contre notre outil de production, *Plantations J. Eglin SA* en Côte d'Ivoire, consolide sa position de fournisseur de *SIPEF* avec près de 90% des volumes commercialisés, ce qui nous permet une meilleure maîtrise des programmes d'emballage et de suivi des cahiers des charges qualitatifs imposés par notre clientèle.

Le commerce de la banane en Europe n'a pas été impacté par la crise; ce fruit qui reste l'un des dix produits qui composent le panier de la ménagère, reste et restera consommé. Nous avons donc vendu l'intégralité de notre production en contrats fermes, sur l'ensemble des zones de consommation du territoire européen. La stratégie que nous avons construite se poursuivra donc dans le futur.

La production mondiale est restée généralement stable, sans excès particuliers, avec des conditions climatiques qui ont souvent réduit les pics de production qui auraient pu déstabiliser le marché de gré à gré.

En cette fin d'année 2012, l'UE a clôturé ses programmes ATF (Assistance Technique et Financière) – le dernier étant celui relatif au soutien 2008 - pour les producteurs de bananes ACP, et nous entamons à présent une nouvelle et dernière tranche de support pour ces producteurs. Afin de limiter les effets de la



GROS PLAN D'UN RÉGIME DE FRUITS FRAIS: LE RÉCOLTEUR IDENTIFIE LE RÉGIME DE FRUITS MÛRS PRÊT À LA RÉCOLTE PAR LA PRÉSENCE DE FRUITS DÉTACHÉS TOMBÉS DANS LE CERCLE SE TROUVANT AU PIED DU PALMIER. LE RÉGIME EST RÉCOLTÉ EN TOUTE SÉCURITÉ À L'AIDE D'UNE FAUCILLE FIXÉE SUR UN LÉGER MANCHE.





baisse des droits de douane des bananes-dollars en Europe, l'UE va octroyer une enveloppe globale d'EUR 190 millions pour l'amélioration de la compétitivité, le développement social et environnemental des plantations de bananes ACP. La quote-part de la Côte d'Ivoire étant d'EUR 44,75 millions, nous pensons pouvoir bénéficier d'une partie de cette allocation. Ceci nous permettra d'augmenter significativement notre productivité tout en améliorant les conditions de vie et de travail de nos employés, sans oublier bien entendu le domaine environnemental où nos projets de plantation d'essences forestières sur des zones difficiles pourront être finalisés dans de meilleurs délais.

Horticulture

Bien qu'ayant réduit notre capacité de production d'ananas fleurs en Côte d'Ivoire, nous n'avons pas atteint nos objectifs budgétaires, et nous n'avons exporté que 638 000 fleurs sur les 825 000 prévues. Ceci reste dommage dans la mesure où le marché est resté sous-approvisionné pendant une large période de l'année. *Plantations J. Eglin SA* reste encore le plus gros producteur d'ananas fleurs au monde et nos clients gardent confiance sur le potentiel et l'avenir de ce produit. De meilleures techniques de gestion de culture nous permettront sans nul doute d'améliorer notre productivité.

Le commerce et la production de feuillage sont à présent en vitesse de croisière et nous avons exporté 1 075 000 tiges de feuillage d'ornement, ce qui représente une croissance de 32% par rapport à 2011. *Dracaena Compacta* et *Cordyline* sont les deux variétés en culture. Si le commerce s'intensifie, nous aurons la possibilité d'accroître nos volumes export et/ou y rajouter une nouvelle variété horticole dans le futur.

Les ventes de fleurs de lotus restent stables avec quelques 275 000 unités vendues.

Rapport de gestion par pays

Indonésie



GENERALITES

Après la réélection du président Susilo Bambang Yudhoyono en 2009, son second mandat s'est axé sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la qualité du secteur public, la promotion de la démocratie et le renforcement de la sécurité juridique.

En dépit d'une forte croissance économique de 6,1% en 2012, l'une des préoccupations majeures du gouvernement est d'améliorer le niveau de vie général des indonésiens. 12,5% de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté et 18,1% vis avec moins d'USD 1,25 par jour. La population continue de croître chaque année de 1,6%, et le chiffre de 241 millions a déjà été atteint en 2011, le cap des 250 millions d'habitants devrait être dépassé en 2015. Cela signifie qu'une personne sur vingt-huit sur la planète sera originaire d'Indonésie.

L'Indonésie a été peu influencée par la crise financière qui a principalement touché les Etats-Unis et l'Europe. Grâce à son important marché intérieur et à son économie mixte, principalement axé sur la consommation, soutenu par une classe moyenne en expansion dont le pouvoir d'achat ne cesse d'augmenter, et où le gouvernement joue un rôle important en tant que propriétaire de nombreuses entreprises d'état, le pro-

duit intérieur brut (PIB) a augmenté de 6,1% en 2011. Selon la Banque Mondiale, le PIB représente déjà 1,15% de l'économie mondiale. La dette publique reste faible et se monte à seulement 25,0% du PIB.

Malgré la forte croissance et l'augmentation du salaire minimum, l'inflation est restée limitée à 4,3% contre 3,79% en 2011. Les taux d'intérêt sont en baisse de 6% à 5,75% malgré un déficit budgétaire de 2,5%, supérieur aux attentes du gouvernement. Ce déficit prouve qu'à cause de la baisse du prix des matières premières, les revenus ont baissé, mais que les dépenses continuent à courir, en particulier les coûts d'opportunité pour l'énergie et les subventions aux carburants qui pèsent lourdement. La balance des paiements s'est affaiblie par rapport à 2012 et cette tendance s'est traduite principalement par une dépréciation progressive de près de 7% de la roupie indonésienne face au dollar américain.

L'affaiblissement général des conditions économiques s'est également reflété dans le climat d'investissement, souvent associé en Indonésie au prix des matières premières. L'on peut s'attendre à ce qu'en 2013, ceux-ci continueront de peser sur les budgets et les investissements qui sont le moteur de la croissance économique.

Bien que les perspectives 2013 demeurent favorables, l'économie forte dépendra du cadre politique et de la confiance des investisseurs. Dans la perspective de l'élection générale de 2014, les règlements et la continuité des mesures édictées par le gouvernement seront une base de référence pour les investisseurs étrangers, qui participent à la forte croissance économique du pays.

De grands débats et mouvements politiques liés à l'augmentation du salaire minimum furent négociés pour chaque province en fin d'année. Ce mouvement fut initié par le gouverneur populiste de Jakarta qui annonça une augmentation de 44% pour sa région, immédiatement suivi par un certain nombre d'autres provinces qui avisèrent d'ajustements similaires sous la pression des syndicats. Ces augmentations annuelles récurrentes pèsent inévitablement sur le secteur. Les disparités entre les provinces augmentent



également et ne sont pas bénéfiques pour le développement économique global qui laisse transparaître de plus en plus de différences entre les provinces et les districts, ce qui se reflète aussi dans la fourniture des infrastructures, de la santé et de l'éducation. Une approche plus nationale permettrait de trouver une meilleure solution.

Le gouvernement indonésien cherche à réguler la taxe à l'exportation sur l'huile de palme. Fin 2011, un amendement fut introduit dans le système en place depuis 2008. Les exploitations furent plus lourdement taxées sur base d'une échelle progressive indexées sur les prix mondiaux mensuels de l'huile de palme. L'idée de favoriser le développement de groupes intégrés verticalement qui transforment l'huile de palme brute au niveau national en huile raffinée ou en biodiesel afin de l'exporter comme produit transformé, est certainement un succès en raison des nombreux projets réalisés dans le développement de l'industrie de transformation en Indonésie. On pourra même parler de surcapacité lorsque tous les projets seront terminés. La question est de savoir si l'industrie restera profitable une fois les avantages fiscaux supplémentaires éliminés sous la pression du commerce international. Il y a déjà des réactions en provenance d'autres pays producteurs comme la Malaisie et l'Inde qui ont adapté leurs propres tarifs en fonction de cette politique. *SIPEF*, en tant que producteur d'huile de palme brute est restée soumise à l'application des taux les plus élevés du secteur, qui en 2012 se sont traduits par une taxe moyenne d'USD 149 la tonne et a conduit à une diminution de notre chiffre d'affaires brut d'environ EUR 23,8 millions, par rapport à USD 201 la tonne et USD 29,3 millions en 2011.

Nord-Sumatra

La production d'huile de palme fut en général très satisfaisante en 2012. Tant les plantations établies au Nord-Sumatra et les nouveaux projets dans cette région, ainsi que les plantations de la province de Bengkulu, ont terminé l'année avec des volumes plus importants qu'en 2011. Nous avons enregistré pour l'ensemble des activités palmiers à huile du groupe *SIPEF* une augmentation de volume de 3,4%.

Les superficies en production ont diminué de 34 026 hectares à 33 797 hectares compte tenu du renouvellement des plantations de palmier à huile établies dans la plupart des régions. Le rendement de fruits à l'hectare a augmenté de 17,3 à 18,9 tonnes au Nord-Sumatra grâce à la maturité croissante des zones mises en exploitation, et de 20,7 à 22,0 tonnes à l'hectare à Agro Muko, où la plupart des zones sont matures.

L'augmentation des volumes de fruits des plantations établies au Nord-Sumatra de 3,7% fut une satisfaction, après la baisse de 6,6% enregistrée en 2011. Les conditions météorologiques furent généralement favorables avec une bonne pluviométrie et une distribution relativement égale sur l'année.

Les plantations Perlabian et Tolan, qui constituent ensemble *PT Tolan Tiga Indonesia* et représentent 6 923 hectares matures, ont bénéficié de la tendance générale à la hausse prévalant dans la plupart des plantations de palmiers du Nord-Sumatra, et le volume de production a augmenté de 9,7% par rapport à 2011. La lutte contre le scarabée *Oryctes* qui pond ses œufs dans la couronne des jeunes palmiers et dont les larves mangent le cœur, ralentissant le délai de mise à maturité du palmier, fut mieux contrôlée. La combinaison d'une pulvérisation de produits chimiques, de la collecte manuelle des larves, de la protection de la couronne avec des filets, et de la mise en place d'un couvre-sol riche en humus semble être efficace et sera poursuivie afin d'éviter les dommages subis en 2010 et en 2011.

Les plantations de Bukit Maradja et de Kerasaan (4 658 hectares de palmiers matures) se sont progressivement remises en 2012 des attaques d'insectes mangeurs de feuilles qui avaient sensiblement affecté la production en 2011. Nous suivons de près l'état sanitaire des palmiers pour réagir immédiatement et de façon sélective dès les premiers signes de reprise de la maladie. Nos agronomes sont également assistés par la visite sur place de scientifiques qui les orientent vers les meilleurs traitements. Cela prendra une à deux années avant de pouvoir s'assurer que l'équilibre écologique naturel soit rétabli. En reconstituant la canopée, la photosynthèse des palmiers est restituée et le poids des régimes retrouve son niveau antérieur.



FRUIT DE PALME ENTIER ET FRUIT DE PALME COUPÉ EN DEUX MONTRANT L'AMANDE PALMISTE / L'ENDOCARPE (COQUE), LE MÉSOCARPE (PULPE) / LE TÉGUMENT (ÉPIDERME). LE RÉGIME DE FRUITS FRAIS (FFB) COMPREND DE NOMBREUX FRUITS ATTACHÉS SUR DES ÉPILLETES. LA CHAIR EXTÉRIEURE DU FRUIT OU PULPE EST USINÉE EN HUILE DE PALME BRUTE TANDIS QUE L'AMANDE PALMISTE CENTRALE EST USINÉE EN HUILE DE PALMISTE.

La lutte contre la pourriture *Ganoderma* a également préoccupé nos agronomes dans les plantations du Nord-Sumatra où nous avons planté une troisième génération de palmiers. Ce champignon affecte principalement les racines des arbres et réduit ainsi d'année en année la densité de palmiers à l'hectare. Une coopération s'est mise en place entre plusieurs groupes de plantation dans la région de sorte que des traitements différents peuvent être testés à plusieurs endroits. Des centres de recherche travaillent à la production de semences tolérantes au *Ganoderma*; ces semences sont depuis l'année dernière disponibles pour la première fois sur le marché. Il est maintenant généralement admis qu'un sol suffisamment nettoyé, qui a eu la possibilité de se reformer, et dont les débris végétaux de la plantation précédente ont été extirpés du sol, peut recevoir avec succès ce type de graines. Nous allons cependant devoir accélérer dans les prochaines années la replantation des zones existantes où aucunes mesures de protection ne furent prises à l'époque. L'impact sur la production totale du groupe *SIPEF* sera très limité.

Après consultation et en accord avec les autorités locales, nous pouvons maintenant confirmer que les mesures prises en 2011 à Bukit Maradja pour éviter l'invasion journalière dans les champs de bovidés conduits par les résidents ont été un succès.

Le repeuplement de 753 hectares dans les plantations existantes s'est déroulé selon un planning prévenant la propagation du *Ganoderma*. Les graines furent livrées cette année par le BLRS, producteur de semences du Groupe London Sumatra, complétées d'un solde de graines importées du Costa Rica.

Les extensions plus récentes au Nord-Sumatra du projet *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMW)* et *PT Toton Usaha Mandiri (PT TUM)* sont entièrement plantés et totalisent 8 241 hectares dont 5 417 hectares sont aujourd'hui considérés comme matures. Compte tenu des difficultés agronomiques au démarrage et de la pénurie de main-d'œuvre dans la région, certaines parties ne sont toujours pas suffisamment régulières pour donner un bon rendement, mais nous voyons, particulièrement dans les plantations *UMW-Nord* et *TUM*, une augmentation rapide des rendements à l'hectare. La

production annuelle a plus que doublé par rapport à 2011 et va certainement croître dans la même proportion dans les années à venir. Au cours de l'année, des efforts importants ont été consentis pour mettre ces projets en exploitation en facilitant l'accès aux palmiers afin d'attirer la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire à assurer l'entretien des champs, la fertilisation, et les premières récoltes. En fin d'année, le projet a souffert de pluies très abondantes, inondant des portions des routes, obligeant en partie l'évacuation des fruits par bateau. Nous explorons différentes options destinées à garantir un accès au projet pendant la saison des pluies. Le traitement des jeunes régimes de fruits se fait à Perlamban jusqu'à ce que l'usine de transformation en cours de construction sur place soit achevée.

D'importants budgets d'investissement, tant en 2011 qu'en 2012, furent mis à disposition pour l'élargissement du réseau routier interne et pour la construction de deux villages ouvriers et leurs facilités connexes pour rendre la vie dans cette région plus attrayante. La finition des deux villages et leurs infrastructures est prévue pour 2013.

Après les dernières compensations foncières en 2011, nous avons procédé à la demande d'autorisation d'exploitation définitive (*Hak Guna Usaha*). Un certain nombre d'autochtones réclament des terres que nous avons déjà indemnisées à d'autres et pour lesquelles aucun document valide indiquant qu'ils y ont droits ne peuvent être produits. Cependant, nous restons patients à traiter ces dossiers et avons déjà résolu toutes les poursuites en notre faveur. Les procédures judiciaires empêchent cependant le gouvernement de nous délivrer l'autorisation finale. Nous espérons recevoir en 2013 une autorisation valable jusqu'en 2046 pour *PT UMW*, comme ce fut le cas précédemment pour *PT TUM*.

Les programmes de fertilisation pour les plantations établies au Nord-Sumatra ont été respectés intégralement. Nous avons opté pour un épandage mécanique dans la mesure du possible. Lorsque l'épandage reste manuel, tous les engrais sont emballés à l'avance en une dose unique par palmier de sorte qu'une seule application est nécessaire. La distribution d'engrais organique sous forme de rafles et eaux usées en

Rapport de gestion par pays

provenance des bassins de décantation des usines a été pleinement mise en œuvre conformément au plan. En outre, le cas échéant, la carence de certains éléments chimiques fut compensée de façon professionnelle. Les programmes de fertilisation pour les projets *PT UMW* et *PT TUM* ont été réalisés selon les recommandations d'un nouveau consultant spécialisé dans ces questions. Nous sommes passés des engrais de base aux engrais composés, avec libération progressive des éléments chimiques et une meilleure diffusion de la potasse. La consommation d'engrais des agriculteurs locaux fut également réduite en raison de la baisse des prix de l'huile de palme. La tendance générale des prix des engrais fut à la baisse, à l'exception des nitrates (urée), dont le prix moyen a augmenté de 23% par rapport à 2011. Le prix de l'urée est contrôlé par le gouvernement et un important producteur local a été fermé.

Les deux usines d'extraction d'huile de palme situées à Perlabian et à Bukit Maradja ont fonctionné comme prévu et ont traité cette année 11,1% de fruits en plus qu'en 2011. L'usine de Perlabian a une capacité théorique de 60 tonnes de fruits à l'heure et le taux d'utilisation moyen fut de 52,6 tonnes heure. L'usine de Bukit Maradja a une capacité théorique de 30 tonnes à l'heure, quasi-entièrement utilisée. Le ratio moyen d'extraction d'huile sur fruits fut de 23,62% à l'usine de Bukit Maradja contre 23,38% l'année dernière et est la plus élevée du groupe *SIPEF*. L'usine de Perlabian a réalisé un taux d'extraction moyen de 22,10%, inférieur au 22,98% de l'an dernier car les fruits des jeunes plantations *PT UMW* et *PT TUM* contiennent une plus faible teneur en huile. Les normes de maturité des fruits furent contrôlées tout au long de l'année, garantissant la production d'une huile et des palmistes de haute qualité et sans problème d'acidité.

Les deux usines sont certifiées aux normes ISO, RSPO, et ISCC. Cette dernière nous permet d'exporter l'huile produite vers l'Europe comme base pour la production d'énergie verte. La certification ne peut être obtenue que si les usines sont équipées d'un système de captage du gaz méthane émanant des bassins de décantation des eaux usées. Depuis 2008, des membranes sont placées sur les étangs à émissions les plus élevées, d'où le biogaz est collecté et brûlé. Ces deux projets ont été reconnus par l'UNFCCC et donnent droit à des « Cer-

tified Emission Reduction » (CER) qui peuvent être vendus sur le marché européen de l'énergie dans le cadre de l'accord de Kyoto.

En outre, nous examinons comment le biogaz pourrait être intégré dans le processus de production grâce à la génération d'énergie supplémentaire que nous pourrions soit utiliser dans l'entreprise soit vendre au réseau public d'électricité. Des contacts ont été pris avec un producteur indépendant d'électricité pour mener à bien une étude de rentabilité sur une collaboration selon laquelle notre entreprise s'engage à fournir le biogaz et le partenaire à prendre la production d'électricité à son compte. Nous espérons rendre ce projet opérationnel en 2013.

Ces certifications nous permettent d'offrir notre huile durable aux raffineries qui, selon la demande, peuvent l'utiliser à des fins alimentaires ou énergétiques, mais dans les deux cas, notre prix de vente est majoré d'une prime. On peut dire que toute l'huile durable produite dans ces deux usines a généré une prime tout au long de l'exercice.

Le transport de l'huile brute au port de Belawaan est de plus en plus difficile en raison du vol entre la plantation et l'arrivée au parc de citernes mises à notre disposition. Les entreprises de transport qui sont elles-mêmes confrontées à des pertes sont souvent désespérées et perdent leur motivation. Espérons que les nouvelles initiatives du gouvernement parviennent à décourager ces vols. Nous avons également loués de nouveaux tanks à Belawaan pour assurer un stockage plus efficace de l'huile destinée à l'exportation. Belawaan reste un port où les retards des navires sont de plus en plus fréquents, et pas apprécié par nos clients. Nous étudions la possibilité d'expédition au départ d'autres ports le long de la côte nord de Sumatra.

La construction d'une troisième usine d'extraction d'huile de palme au Nord-Sumatra qui traitera les fruits de *PT UMW* et de *PT TUM* progresse régulièrement et nous prévoyons qu'elle soit opérationnelle à la fin de l'année 2013. La construction a été retardée par des pluies abondantes qui ont rendus difficile les travaux de terrassement. En fin d'exercice, un tiers du programme de construction était achevé. Les travaux de terras-



sement se sont achevés en mars, après quoi la construction a pu commencer. L'usine pourra traiter 45 tonnes de fruits à l'heure et sera équipée d'un ensemble intégré de captage du biogaz à partir des eaux usées. Cela permettra la réutilisation du méthane comme source d'énergie pour la production de vapeur dans les chaudières, de sorte que plus de matière organique sera disponible pour la fertilisation des plantations ou la vente à des tiers. Comme il n'y a pas de services publics dans la région, l'usine sera également responsable de la production d'eau potable et d'électricité.

En dépit de l'augmentation des volumes produits en 2012, nous avons vu augmenter notre coût unitaire de production d'huile de palme brute exprimée en monnaie locale, ceci principalement en raison de l'inflation et de l'augmentation du salaire minimum dans la province. Nos travailleurs perçoivent une rémunération qui excède le minimum légal, mais si des augmentations sont accordées au salaire minimum, elles influencent également les négociations salariales avec les syndicats. Les prix des carburants furent un peu plus chers, et les budgets pour la fertilisation, le traitement contre les insectes et les maladies furent dépassés, ainsi que les coûts de la sécurité en plantations. Si l'on considère le coût de production par tonne, exprimé en USD, les augmentations en monnaie locale sont entièrement compensées par la dévaluation de 7,2% de la roupie par rapport au dollar américain.

On retrouve la même tendance positive pour la production dans le secteur du caoutchouc au Nord-Sumatra. Après les volumes décevants de 2011, affectés par les conditions météorologiques, l'exercice en cours fut à nouveau normal. Les productions des deux plantations de caoutchouc à *PT Bandar Sumatra* et *PT Timbang Deli* ont augmenté respectivement de 6,4% et de 15,8% par rapport à l'année dernière. A *PT Bandar Sumatra*, ce fut plutôt la conséquence de l'accroissement des hectares matures, tandis qu'à *PT Timbang Deli*, le rendement est passé à 1,54 tonne à l'hectare à 1,69 tonne à l'hectare. Les bonnes conditions météorologiques ont permis un plus grand nombre de jours de saignée, et la réorganisation des activités de récolte avec une surveillance accrue et une meilleure discipline a permis également d'augmenter la production journalière.

L'usine de *PT Bandar Sumatra* a été fermée pendant quatre mois pour être totalement réhabilitée et adaptée aux nouvelles normes, ce qui devrait nous permettre d'augmenter la qualité, d'effectuer nos propres tests sur le caoutchouc fini, et d'augmenter les volumes. Pendant les travaux, le latex a été vendu localement sans perdre notre clientèle sur le marché d'exportation.

Cette fermeture a évidemment eu des effets sur les coûts de production, mais ces derniers ont été influencés par la réorganisation de la surveillance, de l'entretien des plantations et des activités de saignée, ce qui fait que le coût total de production, exprimé en dollars américain, a augmenté de 17,3% en 2012 par rapport à 2011. Cette augmentation des coûts devrait être compensée par un accroissement de la production dans les années à venir en raison d'une meilleure discipline et d'une meilleure préservation des hévéas en production.

Sud-Sumatra

Les activités de la plantation de caoutchouc Melania dans le Sud-Sumatra ont été très satisfaisantes. Malgré une période exceptionnellement sèche entre juillet et octobre, la production a augmenté de 31,7% par rapport à l'année dernière en raison de l'arrivée à maturité d'un grand nombre d'hectares et de la réussite du programme visant à supprimer les vols en plantations. Après une baisse importante et marquée des volumes produits en 2011, nous avons décidé de mener une recherche approfondie sur la sécurité en plantation afin d'éviter les vols de latex. Cette initiative, que nous avons développée sur plusieurs mois, a donné les résultats escomptés, avec une augmentation immédiate des volumes, et sera poursuivie en 2013 avec une meilleure démarcation et interdiction d'accès à nos hectares.

Le programme de reconversion des zones plantées en palmiers à huile en hévéas continue et devrait être terminé fin 2013. Il était prévu de convertir 110 hectares en 2012, mais compte tenu de la sécheresse en saison de plantation, nous avons décidé de reporter ces travaux à l'année prochaine. Cette dernière reconversion fera de Melania une monoculture d'hévéa en utilisant des plates-formes afin de planter du caoutchouc dans les bas-fonds.



CAGES AVEC FRUITS EN ATTENTE DE STÉRILISATION : LES FRUITS RÉCOLTÉS SONT CUITS À LA VAPEUR SOUS PRESSION, CE QUI EMPÊCHE LEUR DÉTÉRIORATION ET LIBÈRE LES FRUITS DES RÉGIMES, PERMETTANT ALORS L'EXTRACTION DE L'HUILE.

Nos agronomes continuent à prêter attention à la maladie nommée « White Root Disease », une maladie qui affecte la densité d'arbres et qui se propage par les racines dans les zones qui ne sont pas suffisamment assainies avant replantation. Les hévéas malades sont traités individuellement et environ 80% des arbres sont récupérés.

La production de caoutchouc RSS se poursuit sans problèmes de qualité et les conteneurs sont exportés en Extrême-Orient, en Amérique du Nord et en Europe. Après la réussite de la réhabilitation de l'usine de Bandar Sumatra, nous considérons une adaptation similaire pour l'usine de Melania dans un proche avenir.

Melania a effectué les mêmes ajustements dans l'organisation de la saignée, avec une supervision accrue et l'introduction de normes disciplinaires plus strictes. Il y eu un effet sur la croissance des coûts à court terme, pour Melania également avec une augmentation des coûts de sécurité et des coûts de traitement du « White Root Disease ». Ces différents éléments, en termes de coût de production équivalent USD par tonne, ont été entièrement compensés par la forte augmentation des volumes produits et par l'affaiblissement de la monnaie locale.

Bengkulu

Les plantations de palmiers à huile de *PT Agro Muko* dans la province de Bengkulu ont connu une année exceptionnellement bonne en production. Après deux années consécutives de volumes en croissance, nos agronomes avaient prévu une baisse de production, mais ce ne fut pas le cas et la récolte de fruits a dépassé celle de 2011 de 3,7%.

Cette augmentation de la compétitivité de *PT Agro Muko* s'est reflétée dans l'amélioration des rendements à l'hectare, de 20,7 tonnes de fruits en 2011 à 22,0 tonnes en 2012 soit une hausse de 6,4%. Nous observons cette tendance positive depuis quelques années.

Les conditions climatiques ne furent pas idéales, avec un mois de septembre très sec qui a retardé les programmes de plantations et d'épandage d'engrais, suivi de pluies exceptionnellement abondantes au quatrième trimestre, et

48% des chutes annuelles est tombée en 57 jours. Le mois d'octobre a détenu le record avec plus de 500 mm au mètre carré, ce qui a endommagé les infrastructures, les routes et le matériel agricole, tels que les pépinières hévéas et l'approvisionnement en eau pour l'usine de Mukomuko.

Nous avons également replanté 1 042 hectares, en partie en reconversion hévéas. Ce programme de renouvellement touche à sa fin avec un total de 1 660 hectares d'hévéas réunis sur le site de Sei Betung, tandis que les petites superficies de caoutchouc encore existantes dans les autres plantations sont reconverties en palmiers. La moyenne d'âge des plantations est de 14,3 ans, ce qui signifie que *PT Agro Muko* entre progressivement dans son deuxième cycle, et que de plus en plus de superficies devront être replantées dans les années à venir.

La vraie raison de la hausse des productions provient principalement d'une plus grande disponibilité et stabilité de la main-d'œuvre qui devient sédentaire grâce à l'amélioration des infrastructures de logement et des services publics, combinées avec l'expansion du réseau de routes empierrées qui améliore le transport des fruits.

Le programme de consolidation de toutes les routes principales et d'évacuation de fruits par empierrement s'est poursuivi en 2012 sur 137 km, de sorte que près de 65% de l'ensemble des voies de transport sont maintenant améliorées, ce qui facilite l'évacuation des fruits en saison des pluies.

Des efforts considérables ont été également consentis ces dernières années à *PT Agro Muko* pour fidéliser la main-d'œuvre par la mise à disposition de logements de meilleure qualité, plus récents, et plus confortables, par l'intégration des femmes pour les travaux légers, par l'offre de contrats à durée indéterminée ouvrant le droit à la pension, aux soins de santé et à l'accès aux infrastructures de l'entreprise.

Les programmes de fertilisation sont passés partiellement de l'utilisation d'engrais élémentaire aux engrais composés. Nous travaillons en épandage mécanique lorsque cela est possible, mais souvent, en raison de la topographie accidentée du terrain, ce n'est pas faisable dans les plantations éloignées de la

Rapport de gestion par pays

côte. L'application d'engrais organique sous forme de distribution de rafles de régimes dans les interlignes est encouragée et 1 373 hectares furent amendés en 2012.

L'augmentation de la quantité de fruits rend également les deux usines d'extraction d'huile de palme plus efficaces. Elles ont traité 2,0% de fruits de plus de nos propres plantations et des petites plantations environnantes qui sont créées et gérées comme des projets sociaux par la société. Les taux d'extraction d'huile furent en moyenne de 23,17%, inférieurs à l'exceptionnelle moyenne de 23,93% réalisée l'année précédente, à cause de précipitations plus élevées cette année. La qualité de l'huile produite fut toute l'année conforme aux normes.

L'usine de Mukomuko a une capacité théorique de 60 tonnes de fruits à l'heure, quasi-entièrement utilisée, mais la capacité de l'usine de Bunga Tanjung reste grandement sous-utilisée avec 32,8 tonnes à l'heure, car aucun fruit issu des plantations avoisinantes ne peuvent être achetés à des prix qui nous permettent de réaliser une marge commerciale. Cela se reflète également dans les coûts d'exploitation des deux usines, car l'usine de Bunga Tanjung ne peut gérer que moins efficacement l'utilisation d'énergie et de main-d'œuvre.

Afin de mieux exploiter la capacité de l'usine de Bunga Tanjung, SIPEF a décidé de développer elle-même ses propres plantations dans la région qui livreront leurs fruits à cette usine. PT Agro Muko Muko Sejahtera (PT MMAS) a été fondée en 2011 après avoir obtenu les licences du gouvernement local, et après avoir compensé les propriétaires pour le développement de nos propres plantations ainsi que ceux pour le compte des agriculteurs avoisinants (plasma). Après avoir suivi toutes les procédures pour les extensions, et après avoir obtenu l'approbation de la RSPO pour un développement durable de ces terrains, la compensation a été lancée. 1 556 hectares étaient déjà compensés en fin d'année, dont 904 hectares plantés. L'indemnisation foncière s'est poursuivie avec l'intention de développer plus de 2 000 hectares, comprenant les zones de plasma.

La production d'huile issue de nos propres fruits à Agro Muko fut de 85 344 tonnes, sensiblement identique au volume de

2011. Nous avons également produit 1 767 tonnes d'huile issues des fruits des planteurs avoisinants, contre 3 013 tonnes en 2011. Ces agriculteurs sont à partir de cette année certifiés RSPO et nous ne produirons plus que de l'huile de palme durable.

En dépit de la certification de nos installations pour les normes ISO et RSPO, il semble y avoir peu d'intérêt pour le moment pour cette huile durable expédiée à partir de Padang. Les routes vers l'Europe, où des primes sont payées pour l'huile de palme durable « ségrégée », partent plutôt du détroit de Malacca, tandis que les ports du Sud-Sumatra sont plus susceptibles de se concentrer sur les exportations vers la Chine ou l'Inde, ou pour la consommation locale pour laquelle temporairement aucunes primes ne sont payées.

En construisant un tank pour la réception du gaz méthane provenant de l'usine de Mukomuko, qui permettra de recycler le biogaz vers les chaudières pour produire de l'énergie supplémentaire, nous serons également admissibles à la certification ISCC. Nous espérons avoir accès au marché européen et susciter l'intérêt de notre clientèle actuelle à prendre en considération l'acquisition de l'huile de Padang. La construction des fondations était terminée pour environ 60% à la fin de l'année et l'installation sera opérationnelle en mai 2013.

Suite à la productivité élevée des activités huile de palme à PT Agro Muko, les éléments du prix de revient en augmentation tels que la hausse des salaires minimum, l'inflation, les prix des carburants et des nitrates, furent compensés par la dévaluation de la roupie indonésienne par rapport au dollar américain. Le coût de production de l'huile de palme à PT Agro Muko, libellé en USD, reste près d'un tiers plus élevé que celui des plantations établies au Nord-Sumatra. Cette différence de coût permanent est principalement due à la topographie accidentée du terrain, ce qui accroît les coûts des développements palmiers à cause des terrassements et d'un nombre inférieur d'arbres plantés à l'hectare, mais rend aussi les coûts d'exploitation plus élevés à cause de la construction de routes empierrées et d'une moindre possibilité de mécanisation.



Agro Muko a également connu une très bonne année caoutchouc. Avec le déclin du nombre d'hectares matures, la production totale a baissé de 1 552 à 1 376 tonnes, mais le rendement à l'hectare a augmenté de 1 322 à 1 464 kg. Ces rendements élevés sont le résultat d'une meilleure surveillance, de la réorganisation des activités de saignée, de l'amélioration de la maintenance, et de la stimulation des arbres. Les conditions atmosphériques ont fait que peu de journées de travail ont été perdues et la plantation de Mukomuko fut intensivement exploitée avant la reconversion des hévéas en palmiers à huile. Le programme de reconversion est maintenant terminé et seule la plantation de Sei Betung sera exploitée en hévéas, ce qui devrait donner de meilleurs rendements pour des activités uniquement concentrées sur le caoutchouc. L'âge moyen de la plantation d'hévéas est de 7,9 ans.

Compte tenu du programme de reconversion et des 540 hectares encore immatures, la capacité de l'usine de caoutchouc granulés est actuellement sous-utilisée.

De meilleurs rendements à l'hectare et la dévaluation de la monnaie locale ont fait augmenter le prix de revient, mais l'effet fut presque totalement neutralisé par la réorganisation du travail et de la supervision, et par les augmentations de salaire dans la province de Bengkulu.

Cibuni - Java

Les activités de notre plantation de thé Cibuni sur l'île de Java ont bénéficié de meilleures conditions météorologiques qu'en 2011, lorsque la production annuelle avait diminué de plus de 15%. Le début de l'année 2012 fut difficile avec un temps très sec au premier semestre, mais les conditions météo se sont normalisées au second semestre. Le nombre d'heures d'ensoleillement fut inférieur à la normale et la production plus faible que prévue. Cibuni a terminé l'année avec une production de 2 923 tonnes de thé noir, contre 2 641 tonnes en 2011, soit une amélioration de 10,7%. Les superficies matures de 1 748 hectares sont restées quasi inchangées et le rendement à l'hectare a à nouveau augmenté de 1 507 kg à 1 641 kg.

Il est important pour Cibuni de produire des thés de qualité sur une base constante pour maintenir la réputation que la planta-

tion a bâti auprès de ses clients du Moyen-Orient. Ce sont ces thés-là qui se vendent à des prix élevés et permettent de maintenir des marges bénéficiaires dans ce secteur grand utilisateur de main-d'œuvre. La production de thé dont les feuilles sont cueillies à la main exige une main-d'œuvre abondante et expérimentée et celle-ci est de plus en plus difficile à trouver. Nos gestionnaires font face à des pénuries constantes de cueilleurs pour récolter à temps les jeunes pousses vertes. Nous devons sans doute chercher des solutions de rechange grâce à une mécanisation partielle puisque la production de thé de qualité risque de périr à l'avenir.

Outre l'énergie, le niveau du salaire minimum dans la province est un facteur important dans l'établissement des coûts. Nous attendons avec une certaine inquiétude le résultat de ces derniers mois en ce qui concerne les négociations sur les salaires provinciaux et nous espérons qu'il sera tenu compte de l'importante main-d'œuvre qu'emploie le secteur agricole.

Cette année, nous avons augmenté la capacité de nos centrales hydroélectriques avec un nouveau réservoir et un canal supplémentaire qui conduit l'eau de la rivière Chikidan aux centrales. Grâce à cette installation supplémentaire, nous devrions disposer d'une capacité suffisante, même en saisons sèches, pour éviter ou minimiser la nécessité d'utiliser du carburant pour produire l'électricité de l'usine. Nous utilisons depuis quelques années une centrale au charbon qui génère assez de vapeur pour le séchage des feuilles.

Par la croissance des volumes de production et la dévaluation de la monnaie locale, le coût de production en USD est resté légèrement en dessous du niveau de 2011. Compte tenu des marges bénéficiaires étroites dans le thé, il est nécessaire de suivre de près l'évolution du prix de revient.

GESTION

Depuis la mort inopinée de Mr. Yazid Ibrahim en août 2011, le groupe des entreprises indonésiennes est sous la direction de Mr. Adam James, auparavant en charge du département plantation. La recherche d'un remplaçant approprié pour la gestion de cette division n'a pas été facile et à la fin de 2012 nous avons trouvé un agronome palmier expatrié expérimenté



ÉGRAPPOIR : LES RÉGIMES PASSENT DANS UN TAMBOUR ÉGRAPPOIR QUI SÉPARE LE FRUIT DE SA RAFLÉ. LES FRUITS SONT ENSUITE TRANSPORTÉS PAR CONVOYEURS À LA SECTION DE PRESSAGE.



qui assumera la responsabilité de cette fonction. La direction actuelle du groupe est constituée d'une équipe d'Indonésiens, de Malais, et de gestionnaires européens qui, ensemble, contrôlent la société. Nous devons prendre en compte toutes les influences des cultures et des croyances. Nous organisons de nombreux événements, réunions des dirigeants et journées familiales afin de renforcer les liens.

La gestion journalière effective des plantations a été réorganisée depuis septembre 2012 et nous disposons de trois unités de gestion indépendantes: Nord-Sumatra, Sud-Sumatra et Bengkulu. Chaque unité sera gérée de façon décentralisée au départ des plantations et fera rapport au Director of Estates du siège central de Medan. Chaque unité est dirigée par un directeur général, secondé par trois adjoints: un Senior Field Manager, un Senior Manager Operations et un Senior Manager Administration. Grâce à cette structure unique, nous visons un modèle identique de gestion dans toutes les régions, et par la séparation stricte des fonctions, une bonne délégation des tâches au niveau des directeurs et cadres inférieurs.

Depuis fin 2011, des réunions mensuelles de tous les gestionnaires de tous les départements de l'entreprise ont également été mises en place au niveau du siège social de Medan. Les responsables peuvent y exposer les politiques et avoir des échanges de vues sur tous les aspects de la conduite de l'entreprise.

Nous combinons la formation des jeunes cadres avec un système d'évaluation comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs et des objectifs personnels à atteindre afin d'évaluer et d'améliorer l'efficacité et la productivité individuelle.

Nous encourageons les gestionnaires à utiliser leur créativité et à développer leur esprit d'innovation dans la pratique quotidienne de la gestion des plantations et des usines. Chaque année, nous décernons un prix pour le développement le plus innovant ou la mesure la plus rentable ayant contribué à améliorer la performance de nos opérations.

Afin d'assurer le flux de jeunes diplômés, nous avons conçu un cycle de formation intensive de deux ans qui doit les conduire,

grâce à des stages et des tests théoriques et pratiques, à la fonction de Field Assistant pour diriger une division de plantation. Ils reçoivent également une formation pour stimuler la communication, la formation du caractère et la motivation au travail qui devrait encourager leurs compétences en leadership dans les champs ou dans l'usine. Du programme lancé en 2011, neuf Field Assistants ont déjà été nommés et dans le groupe de vingt-trois personnes qui ont commencé la formation en 2012, dix-sept seront probablement diplômés en 2013.

En raison du succès de l'agriculture tropicale en Asie du Sud-Est, il est de plus en plus difficile d'attirer du personnel qualifié, et surtout de le préserver. On assiste clairement à une plus grande rotation des cadres que par le passé, et les jeunes cadres se laissent rapidement séduire par les propositions de nouveaux arrivants dans le secteur. Grâce à nos nombreux contacts avec d'autres sociétés de plantation, nous sommes en mesure de pouvoir comparer les échelles de salaire et de rémunération variable et de pouvoir nous adapter aux niveaux de traitement appliqués.

Pour fidéliser les travailleurs de nos plantations et de nos usines, nous avons lancé depuis 2011 un programme de conversion qui prévoit que toutes les activités de routine telles que la récolte, la distribution d'engrais, la pulvérisation de pesticides, ainsi que la stimulation de l'hévéa, seront effectuées exclusivement par des travailleurs permanents. Nous souhaitons par cette mesure accroître l'efficacité et diminuer l'absentéisme. De par le passé, l'exécution de ces tâches était souvent attribuée à des travailleurs occasionnels sans aucune motivation à exécuter le travail correctement. Les travailleurs permanents ont droit aux prestations de sécurité sociale et de retraite, sont généralement installés avec leurs familles sur la plantation et profitent également de modalités comme les soins médicaux, l'éducation et les services publics que la société met à leur disposition gratuitement. La société essaie toujours d'engager des couples de travailleurs à statut de permanent. Après deux ans, le programme est un succès, et fin de l'année 96% des employés qui exécutent des tâches de routine font partie de la masse salariale permanente.

Rapport de gestion par pays

Cette évolution vers davantage de travailleurs permanents rend également les contacts avec les syndicats plus étroits et la dernière convention collective (CAO), après des discussions qui eurent lieu entre le 15 octobre et le 4 novembre, fut un succès et fut mise en place à la satisfaction de toutes les parties.

Le département d'audit interne a été élargi au cours de l'année à huit commissaires aux comptes, un gestionnaire et un « assistant de bureau ». Quatre contrôleurs sont employés à Medan et effectuent des visites sur place au Nord- et au Sud-Sumatra et les quatre autres sont établis à *PT Agro Muko*. Ces deux groupes effectuent des rotations entre les deux régions sur une base annuelle afin d'éviter l'accoutumance, alors que deux commissaires aux comptes restent en place pour assurer la continuité de l'information. Le responsable rend compte directement au Président Directeur, mais le programme annuel est établi et approuvé par le comité d'audit. Ce comité se réunit trois à quatre fois par an pour évaluer les résultats des audits réglementés et faire des recommandations aux départements concernés. En outre, ils traitent les rapports d'interventions sur les cas de fraude. Les résultats de ces réunions sont également communiqués au siège social en Belgique et discutés lors des réunions du comité d'audit *SIPEF*.

Un nouveau « département des nouvelles technologies de l'information » (IT) a été créé courant 2012 avec trois grands projets qui auront un impact significatif sur l'information quotidienne et la gestion, et qui mènera l'intégration technologique du groupe *SIPEF*. Ce projet devrait, sur une période de trois ans, conduire à la création d'un instrument de gestion regroupant toutes les activités du groupe à travers l'accès intégré aux données agronomiques, financières et techniques. L'entrée des données se fera en une seule saisie au niveau des unités opérationnelles. Une étude de marché comparative a été menée en 2012 suite à laquelle il a été décidé d'utiliser le logiciel intégré « Lintramax Plantation ». En mai, nous avons entamé le processus d'intégration qui devrait être opérationnel comme source d'information de l'entreprise en janvier 2014. Après l'intégration de toutes les activités en Indonésie à partir de 2014, nous travaillerons également dans les autres pays où le groupe *SIPEF* opère (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Côte d'Ivoire, Belgique),

qui seront incorporés progressivement dans le traitement des données.

Afin de soutenir ce projet et de traiter les données en ligne à partir des unités d'exploitation, un hardware de communication par tours fut développé, ce qui rend l'actuel système de communication obsolète. En outre, la structure de réseau du groupe *SIPEF* est adaptée et standardisée.

EXPANSION

En 2011, trois entreprises ont été créées qui constituent l'expansion qui devrait se développer dans la région de Musi Rawas dans la province du Sud-Sumatra.

PT Agro Kati Lama (PT AKL) a acquis en juillet 2011 une licence pour le développement de 10 500 hectares de palmier à huile et/ou d'hévéas, y compris un développement d'au moins 20% pour la population locale. Cette licence donne pour quatre ans l'exclusivité de développer ces terrains, et après avoir suivi toutes les procédures locales et RSPO sur le volet « New planting procedures » (NPP), les compensations financières aux propriétaires actuels des parcelles pourraient commencer. Les terres de *PT AKL* sont situées dans le voisinage de la ville de Lubuk Linggau, où nous avons provisoirement établi notre siège.

Exactement les mêmes procédures sont suivies pour la deuxième licence de 9 000 hectares de palmiers à huile et d'hévéas obtenue en décembre 2011 par *PT Agro Rawas Ulu (PT ARU)* pour la même période de quatre ans, avec également l'obligation de développer au moins 20% pour la population locale. Ces terrains sont plus éloignés de la ville et de ses faubourgs, de sorte que la compensation devrait être plus facile.

Les deux projets sont désormais en parfaite conformité avec la législation locale et conforme avec RSPO NPP, ce qui permet à nos équipes de se concentrer totalement sur la compensation aux utilisateurs. Nous devons négocier avec de nombreux petits propriétaires qui chacun occupent quelques hectares et n'ont généralement pas de titres de propriété disponibles, de telle sorte que les transactions doivent être faites devant témoins, ce qui rend le processus long et laborieux et les procédures



d'indemnisation difficiles. À ce jour, l'indemnité est limitée à 100 hectares par mois, mais avec de nouvelles équipes en 2013, nous devrions doubler la performance mensuelle. Nous essayons également de trouver des propriétaires/utilisateurs de blocs plus étendus, sans grand succès pour le moment.

Fin de décembre, le montant total d'hectares disponibles était de 1 865, dont 941 hectares compensés pour *PT AKL* et 924 hectares pour *PT ARU*. 90 hectares étaient également disponibles pour le projet de plasma, ce qui porte le total à fin décembre à 1 955 hectares. Entretemps nous avons aussi nettoyé 375 hectares qui sont prêts à être plantés en 2013 lorsque les palmiers en pépinières seront suffisamment développés. La première pépinière a été créée à la plantation d'hévéas de MAS Melania, mais nous avons actuellement loué un morceau de terrain proche de *PT AKL* où les graines sont mises en terre.

Les négociations pour l'acquisition d'une troisième licence au nom de la *PT Muara Rupit* se sont également poursuivies avec les autorités locales en 2013, ce qui pourrait amener à l'acquisition d'une licence supplémentaire d'environ 10 300 hectares. Comme nous avons maintes fois été confrontés à des chevauchements avec d'autres licences, nous sommes extrêmement prudents avant d'accepter une proposition. Cette troisième licence nous donnera les garanties nécessaires pour le développement d'une unité suffisamment importante dans la région de *PT Musi Rawas*.

Bien que tous ces projets aient le soutien total des autorités locales, il reste à la société d'entamer des négociations avec les milliers de petits fermiers et de les convaincre de nous céder ces terres contre compensation financière afin de rendre le projet de développement industriel possible. Aujourd'hui, il serait hasardeux de faire une estimation fiable de la taille finale du projet, mais nos équipes sur le terrain demeurent enthousiastes quant à l'avenir de ces entreprises.

Depuis 2006, nous disposons également d'une licence pour le développement de *PT Citra Sawit Mandiri (PT CSM)* en tant que projet huile de palme au Nord-Sumatra. Après l'acquisition, nous avons déterminé que ces sols pourraient ne pas se conformer aux principes et critères des RSPO NPP, car trop

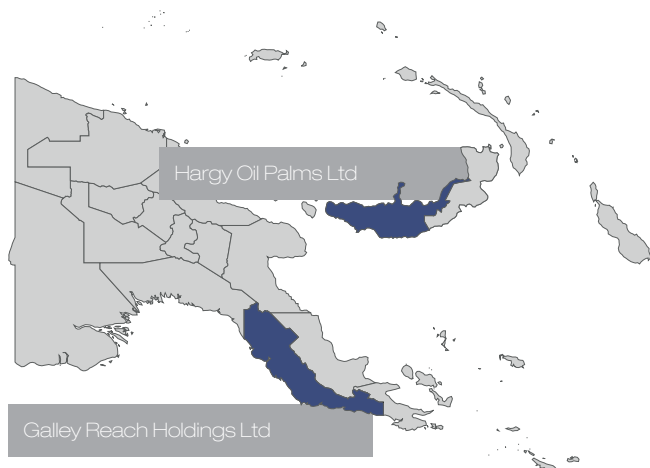
fragiles. Le conseil *SIPEF* a dès lors décidé de mettre le projet en vente car il ne rentre pas dans la politique de durabilité à long terme du groupe. Les procédures pour trouver un acquéreur approprié ont commencé, mais cela peut prendre un certain temps compte tenu de la taille relativement petite du projet (1 289 hectares plantés). Il existe aussi un différend avec une plantation de palmiers à huile voisine qui a planté 212 hectares de palmiers sur des terrains qui nous étaient alloués. Les entreprises sont maintenant en procès pour récupérer les terrains avec compensation pour les palmiers. Le tribunal a déjà jugé en notre faveur mais l'exécution du jugement est en suspens. Nous avons décidé, afin de protéger entretemps nos actifs, de poursuivre le projet avec la construction de l'infrastructure routière et de veiller à ce que les palmiers immatures puissent se développer avant de chercher une nouvelle offre sur le marché. La demande d'une licence d'exploitation permanente a été déposée en août pour 1 472 hectares et les autorités ont fixé les bornes qui déterminent la frontière avec les terres limitrophes.



PRESSES : APRÈS AVOIR ÉTÉ PARTIELLEMENT TRAITÉS DANS LES STÉRILISATEURS, LES FRUITS SONT À NOUVEAU CUITES DANS DES MALAXEURS AVANT D'ÊTRE ACHÉMINÉS AUX PRESSES. L'HUILE DE PALME BRUTE EST EXTRAITE À L'AIDE D'UNE PRESSE À VIS QUI FORCE LITTÉRALEMENT LA SÉPARATION DE L'HUILE D'AVEC LES FIBRES ET LES AMANDES PALMISTES.



Papouasie-Nouvelle-Guinée



Les élections nationales qui eurent lieu en juin furent un succès pour le gouvernement en place depuis août 2011, et le premier ministre Peter O'Neill put maintenir et renforcer son équipe de ministres là où cela était nécessaire.

Grâce à sa richesse en ressources naturelles telles que l'or, le nickel, le cobalt et le cuivre, ainsi qu'au développement d'importantes réserves de gaz, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a résisté au ralentissement général de la croissance de la plupart des pays d'Asie et du Pacifique. Elle fut également l'une des économies les plus dynamiques de 2012 et les premières estimations de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) sont de 9,9%, contre 8,9% l'année passée. Cette croissance a été soutenue par l'ouverture d'une nouvelle mine de nickel et de cobalt, mais tous les secteurs de l'économie ont fortement contribué, notamment la construction et les transports grâce aux projets LNG qui sont en phase terminale et commenceront à produire en 2014. Au cours des prochaines années, le moteur de la croissance économique se déplacera des investissements étrangers et des grands travaux d'infrastructures qui y sont liés, au secteur de l'exportation des matières premières.

L'économie a bénéficié d'un taux d'inflation faible en 2012. Les estimations indiquent une inflation moyenne de 4,1%, soit environ 2,4% inférieure aux attentes, et ceci grâce à la baisse des prix mondiaux des matières premières, à l'introduction par

le gouvernement de la gratuité de l'enseignement et la hausse continue de la valeur du kina par rapport au dollar américain et au dollar australien. Cette baisse de l'inflation a également permis à la banque nationale d'abaisser ses taux d'intérêt de 1% en septembre. Le budget de 2012 ne s'est pas clôturé en équilibre, mais présente un déficit de 1,2% du PIB, car les prix de l'or et du cuivre ont été plus faibles que prévu et tant les élections nationales que le peu de maîtrise sur les salaires du gouvernement ont contribué à une augmentation des dépenses.

Les prévisions budgétaires pour l'année en cours prévoient un ralentissement significatif de la croissance des revenus, avec une baisse des recettes de l'exploitation minière et pétrolière et une baisse des profits en provenance du secteur agricole, conséquences de la faiblesse des prix internationaux et d'un kina fort. On s'attend également à une augmentation significative des dépenses dans l'enseignement, la santé, les infrastructures de transport et la sécurité, ce qui pourrait entraîner un déficit de 7,2% du PIB, une hausse de l'inflation et un ralentissement de la croissance économique de 4,5%. Ces éléments pourraient constituer la base d'un éventuel affaiblissement de la monnaie locale par rapport au dollar américain et au dollar australien, ce dont pourrait certainement bénéficier le secteur agricole, principalement orienté à l'exportation, et gros consommateur de main-d'œuvre.

Hargy Oil Palms Ltd

Malgré une augmentation des volumes produits, les activités palmier à huile de *Hargy Oil Palms Ltd* ont été moins rentables que les années précédentes.

Les plantations sont situées sur New Britain Island, et couvrent 11 524 hectares plantés en palmiers à huile dont la moyenne d'âge est de 8,25 ans, et dont 3 121 hectares (27,1%) sont immatures. En outre, la société est tributaire de la production des fruits de quelque 3 600 agriculteurs. La production d'huile de palme et d'huile de palmiste est assurée par deux usines, chacune d'une capacité de traitement maximale de 45 tonnes de fruits par heure.

Rapport de gestion par pays

Les livraisons mensuelles vers l'Europe sont effectuées au moyen de notre embarcadère qui permet un accès direct aux navires.

Malgré les conditions climatiques difficiles au premier trimestre, la production annuelle issue des plantations propres et des achats aux plantations limitrophes a augmenté, respectivement de 5,2% et de 1,7% par rapport à l'année précédente, ceci grâce aux expansions qui peu à peu arrivent à maturité et à l'amélioration de nos moyens de transport.

La saison des pluies en début d'année fut à nouveau un défi pour les gestionnaires avec des mois de janvier et de mars très pluvieux, et un mois de février sec, ce qui a permis de quelque peu réparer les dégâts. Les précipitations annuelles en 2012 furent en moyenne de plus de 4 800 mm, dont plus de la moitié au premier trimestre, soit une augmentation de 75% par rapport à 2011. De telles précipitations rendent difficiles la récolte et le transport des fruits. Certaines parcelles de petits planteurs sont rendues inaccessibles et les fruits ne peuvent être évacués vers les usines en temps opportuns, avec pour conséquence une production d'huile à haute acidité. Une forte acidité de l'huile de palme brute complique le processus de raffinage, au détriment du prix de vente final du produit fini.

Fin du premier trimestre, la production était de 9,7% inférieure à celle de 2011, en particulier celle des petits planteurs (-16,3%), dont les fruits restaient sur le terrain. En introduisant progressivement un nouveau système de transport en conteneurs ouverts chargés dans les champs et puis transportés à l'usine, et en investissant dans des camions particulièrement fiables de marque Volvo destinés à remplacer les anciens camions de fabrication chinoise, l'ensemble du système de transport d'*Hargy Oil Palms Ltd* a été sensiblement amélioré. Un stock tampon supplémentaire a été créé pour les fruits qui ne peuvent être immédiatement traités dans l'usine. Le système « open top » a été introduit fin 2011 à Hargy, puis progressivement à Navo au second semestre. Ce moyen de transport est utilisé de façon provisoire et en fonction de son efficacité à la jeune plantation de Barema où les fruits récoltés sont encore petits. Pour l'évacuation des fruits des villageois,

on utilise des filets qui sont chargés sur les camions à l'aide de grues qui enregistrent le poids automatiquement.

Le retard dans les tours de récolte a été totalement comblé à partir du mois de mai et l'acidité de l'huile exportée est revenue sous la limite favorable des 4%. Le deuxième trimestre fut l'occasion pour les plantations de revenir aux standards agronomiques habituels et fin juin le retard de production fut ramené de moitié à -5,9% par rapport à l'année antérieure. Le reste de l'année, sauf un mois d'août très humide, fut caractérisé par de bonnes conditions agricoles et *Hargy Oil Palms Ltd* a clôturé l'année avec une production d'huile de 3,6% supérieure à celle de 2011, et un accroissement de la production d'huile de palmiste de 8,9%.

La plantation Hargy, premier site à l'origine, s'est agrandie de 78 hectares en 2012 pour atteindre 2 562 hectares. Cette plantation fut également la première à adopter le système de transport en open-top. Un rendement moyen de 27,5 tonnes de fruits par hectare est actuellement réalisé en raison de la maturité croissante de la plantation. Une réorganisation de la gestion agricole tendant à une fertilisation plus performante et à une réduction du nombre de travailleurs devrait améliorer les résultats de cette plantation.

La plus grande plantation, située plus au nord, est celle de Navo avec ses 5 314 hectares plantés, dont 1 313 sont de la seconde génération. En 2014, 727 hectares supplémentaires de la première génération plantée en 1984/1986, devront être remplacés.

La majeure partie de la plantation est à maturité optimale, un rendement moyen de 31,0 tonnes de fruits par hectare fut atteint en 2012, performance qui pourrait être améliorée par un contrôle accru des pratiques de collecte. Une réorganisation de la gestion, la réhabilitation du réseau routier sur les 939 hectares replantés en 2012 et l'introduction du nouveau système de transport au second semestre vont certainement porter leurs fruits.

Depuis cette année, les travailleurs ont la possibilité d'ouvrir un compte en banque et d'y faire verser leurs salaires; ils peuvent



effectuer des retraits à un guichet installé à nos frais, une étape importante pour l'indépendance financière de nos employés.

La plantation relativement jeune de Barema, avec 1 976 hectares plantés, apportera dans les années à venir, par sa maturité croissante, une contribution nettement plus importante. Au cours de l'année, le rendement moyen fut de 27,2 tonnes de fruits à l'hectare, soit une augmentation de 32,7% par rapport à 2011, et ceci malgré un problème de fertilisation des fleurs au premier semestre qui laissa environ 300 000 fleurs femelles non transformées en fruits. Au second semestre, cette plantation a développé son plein potentiel et il fut difficile de traiter les tours de récoltes dans les temps impartis. Grâce à la construction de nouvelles maisons, à la transformation de celles existantes, et au forage de nouveaux puits, il y a maintenant suffisamment de travailleurs pour les récoltes.

La production des planteurs villageois fut inférieure aux attentes au premier semestre. Pendant les premiers trois mois, les fruits furent difficiles à collecter et à évacuer en raison des pluies torrentielles. L'organisme gouvernemental OPIC, censé venir en aide aux agriculteurs en prodiguant conseils et directives, ne joue pas son rôle de façon satisfaisante et c'est par conséquent l'entreprise qui doit éduquer les planteurs à récolter régulièrement leurs parcelles. L'aide promise aux agriculteurs par le biais d'un fonds de la Banque Mondiale n'a pas non plus encore été mise en place.

Hargy Oil Palms Ltd dispose maintenant d'une flotte performante de camions Volvo pour ramasser les fruits en temps utiles, de sorte que le transport irrégulier, car mal organisé, de certains petits planteurs avec de petits camions est maintenant réduit, ce qui améliorera d'autant la qualité des fruits.

Grâce à une meilleure organisation au cours du second semestre, les volumes de fruits produits ont augmenté; la production d'huile fut en fin d'année de 49 449 tonnes, supérieure de 1,7% à celle de 2011. Cette activité reste importante pour notre entreprise car 46,6% de l'ensemble des fruits proviennent des planteurs environnants qui récoltent sur 13 085 hectares avec un rendement annuel de 16,3 tonnes à l'hectare. Toute la production des petits planteurs est également certifiée comme

huile de palme durable selon les critères RSPO. Avec un bon accompagnement et par l'encouragement de programmes de fertilisation et de replantation assistés, il y a certainement un potentiel pour de meilleurs rendements à l'hectare à l'avenir.

À cause du très mauvais temps pendant la période de pic de production en début d'année, les deux usines de traitement ont dû faire des efforts considérables pour produire des huiles de qualité durable.

L'achèvement de la nouvelle usine à Barema, qui devrait être opérationnelle pour la fin de l'exercice 2013, permettra de traiter des volumes croissants. En attendant, il reste difficile d'allier la maintenance nécessaire et le remplacement du matériel avec un traitement rapide des tonnages de fruits en augmentation aussi bien dans nos propres plantations que dans celles des planteurs environnants.

La productivité de l'usine de Hargy fut moins élevée que prévue au premier semestre en raison des difficultés d'évacuation des fruits. L'utilisation de la capacité d'usinage fut réduite et les taux d'extraction ont baissé sous les 23%. Après de gros travaux d'entretien, les rendements se sont améliorés au-delà des 40 tonnes/heure et fin décembre nous atteignons à nouveau un taux d'extraction de 23,49%. Bien que la plupart des rénovations de cette usine soient effectuées, il reste le remplacement de la ligne de stérilisation, programmé après le démarrage de l'usine de Barema. Entretemps, la réhabilitation des bassins de décantation des eaux usées a pris fin.

L'usine plus récente de Navo a connu un rendement plus faible en 2012, à nouveau en raison des problèmes de transport des fruits vers les stérilisateurs et les presses. Le système ferroviaire sera amélioré dès que l'usine de Barema pourra absorber une partie de la production; les chaudières nécessitent également un grand entretien. La productivité est revenue à 38 tonnes par heure au second semestre, mais le taux d'extraction d'huile est resté limité à 22,6%. Le compostage des rafles des régimes vidés de leurs fruits s'est considérablement réduit et les rafles retournent aux champs comme engrais organique pour les jeunes palmiers.



VIS ÉMOTTOIR : LES AMANDES PALMISTES SONT TRANSFÉRÉES
À LA VIS ÉMOTTOIR QUI LES POLIT ET LES SÉPARE DES FIBRES
RÉSIDUELLES.



La construction de la nouvelle usine à Barema progresse comme prévu. Nous avons décidé en mai de confier les travaux et la construction des bâtiments à l'entrepreneur qui avait réalisé les fondations, de sorte que les mêmes équipes puissent continuer à travailler. Ce gain de temps devrait permettre de terminer la construction fin 2013. Celle-ci aura une capacité de 45 tonnes par heure, disposera d'une nouvelle unité d'extraction d'huile de palmiste qui traitera les noix en provenance de Navo et d'un réservoir de traitement des eaux usées dont les émanations de gaz méthane seront utilisées comme source d'énergie pour la production de vapeur.

La pression exercée sur les deux usines existantes pour extraire l'huile des fruits nécessite beaucoup de vapeur et ne permet pas le séchage des palmistes à une teneur en humidité inférieure à 5%, de sorte que l'extraction des palmistes n'est pas optimale. Nous avons néanmoins atteint un taux d'extraction de 1,82% à Hargy et de 1,62% à Navo, comparable à l'année précédente.

L'amélioration significative de la qualité et de la disponibilité du transport pour l'évacuation des régimes et l'introduction des conteneurs open-top, qui permettent l'approvisionnement de tous les fruits dans les 24 heures après récolte, nous a permis, malgré les conditions climatiques difficiles, de revenir assez rapidement à des conditions « normales » de production, ce qui dans le passé n'a pas toujours été le cas. À part durant les premiers mois de l'année, nous avons toujours pu maintenir un taux d'acidité inférieur à 4%, ce qui se traduit en primes à la vente de nos huiles. Nous pouvons certainement considérer le renouvellement de notre flotte en camions de qualité supérieure et l'utilisation du système de conteneurs open-top comme un succès. L'investissement dans les moyens de transport a également été complété par la construction de deux nouveaux hangars pour l'entretien du matériel roulant et le stockage des pièces de rechanges nécessaires. Du personnel de maintenance éduqué et expérimenté a également été recruté et des formations ont été organisées par les fournisseurs pour maximiser le rendement de nos investissements.

Le coût de production de l'huile de palme, exprimée en USD, a augmenté de façon significative (+18,6%) par rapport à l'année passée. Ceci est dû au renforcement de la monnaie locale par

rapport au dollar américain, qui a progressé en deux ans de plus de 35%. Cela a un effet sur tous les éléments qui sont libellés en monnaie locale, principalement les salaires qui représentent plus d'un tiers des coûts. L'appréciation du kina par rapport au dollar américain est principalement due à la pression que la construction des terminaux gaziers applique sur le marché du travail et sur le capital. L'augmentation des prix locaux pour les engrais et les carburants sont une autre explication. De plus, les conditions météorologiques exceptionnelles ont perturbé le mode de fonctionnement normal de nos plantations et n'ont pas permis l'entretien régulier des palmiers au premier trimestre de l'année, ce qui a provoqué au second trimestre des coûts opérationnels supplémentaires en plantation à l'élagage des palmiers et au désherbage des parcelles. Hormis les effets découlant de l'appréciation du kina, nous nous attendons à ce que la réduction du nombre d'employés, l'accroissement de l'efficacité et le contrôle des dépenses réduisent les coûts de production.

Pour *Hargy Oil Palms Ltd* la rétention de la main-d'oeuvre constitue un élément essentiel à son bon fonctionnement. Du fait de l'éloignement géographique des activités, la qualité de l'habitat offert est importante pour attirer du personnel jeune et de qualité prêt à s'engager à long terme. Nous avons fait d'importants efforts ces cinq dernières années pour construire de nouvelles maisons pour les travailleurs et les cadres, et en 2012, plus de 200 familles ont bénéficié d'une nouvelle maison; celles-ci ont atteint un niveau de qualité qui devrait nous permettre d'offrir à la population des emplois durables. A partir de 2014, nous nous concentrerons principalement sur les nouvelles zones d'expansion, où un programme complet de construction de logement doit être mis en œuvre dès que les arbres plantés atteignent leur maturité.

Dans le cadre de la mise en œuvre du business plan visant à développer *Hargy Oil Palms Ltd* en une entreprise d'au moins 20 000 hectares de palmiers, tout a été fait en 2012 pour réaliser une telle expansion le plus rapidement possible. Malgré les perturbations météo et les problèmes techniques et de personnel qui ont retardé les extensions au cours du premier semestre, et après avoir procédé à l'achat d'équipements lourds et l'engagement de main-d'œuvre supplémentaire,

Rapport de gestion par pays

897 hectares furent quand même plantés en 2012. Cette extension a porté le total des nouvelles plantations à 1 824 hectares répartis sur quatre sites au pied du volcan Ulawun. Entretemps, les premiers fruits des 172 hectares plantés à Alaba en 2010 ont été récoltés, et la construction des bâtiments et des services publics nécessaires à loger les ouvriers est en cours. Une équipe responsable de l'expansion, comprenant du personnel spécialisé en équipements lourds tels bulldozers et grues, ainsi qu'un ingénieur pour la construction de nouvelles routes, fut mise en place.

Toutes les terres considérées dans le cadre de notre programme d'expansion ont déjà été évaluées et trouvées en conformité avec les critères RSPO en matière de replantation. Il y a de nombreux terrains disponibles pour lesquels des accords ont été signés avec les propriétaires fonciers en 2013 afin d'ajouter au programme 1 000 nouveaux hectares à planter. Nous avons mis en place les pépinières ainsi que l'approvisionnement en eau, mais étant donné la localisation particulièrement isolée, le rythme d'expansion dépendra des conditions météorologiques et de la disponibilité de la main-d'œuvre. Nous avons obtenu les approbations des autorités locales.

L'entreprise étant dans une phase de croissance continue, nous avons renforcé l'audit interne à quatre membres et recruté un responsable informatique pour mettre en œuvre une automatisation plus poussée; nous avons également renforcé l'équipe financière en améliorant des compétences qui intègrent d'autres départements de l'entreprise.

Le nouveau gouvernement a poursuivi son enquête entamée l'année dernière sur les nombreuses concessions accordées par le gouvernement précédent (pour une superficie de plus de cinq millions d'hectares) pour le développement de plantations de palmiers à huile en Papouasie-Nouvelle-Guinée; ils ont maintenu le moratoire temporaire sur toutes les nouvelles concessions qui ne sont souvent qu'une couverture pour de la forêt vierge, sans développement de terres agricoles ou de création d'emplois. Cependant, nous avons suffisamment de licences disponibles pour ne pas être dérangés par ces développements.

Après avoir cette année encore subi une nouvelle vérification à la certification RSPO que nous avons obtenue en 2009, notre certification ISO14001 a également été renouvelée et les deux certifications s'appliquent à toute la production des plantations propres ainsi qu'à toute celle des planteurs avoisinants. Cela signifie que l'huile exportée de Bialla peut être considérée comme huile de palme durable « ségrégée » (sans mélange avec d'autres huiles). Cette disposition est très importante pour nos clients européens, car il y a un manque d'huile de palme durable « ségrégée » sur le marché. Celle-ci génère des primes que nous partageons avec nos voisins planteurs.

Galley Reach Holdings Ltd

Galley Reach Holdings Ltd concentre ses activités agricoles dans le sud de l'île principale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, à environ 70 kilomètres de la capitale Port Moresby. Nous avons acquis les terrains dans les années 80, et ceux-ci étaient à cette époque déjà partiellement plantés. Nous saignons les hévéas sur une superficie de 2 520 hectares matures dont la moyenne d'âge a dépassé les 25 ans. Le rendement annuel est dès lors de moins de 1 tonne de caoutchouc sec à l'hectare. En plus de sa propre production de caoutchouc, l'usine de transformation traite également le caoutchouc acheté auprès de petits producteurs dans les provinces environnantes.

2012 a été une année difficile pour l'exploitation de nos plantations et la production de caoutchouc fut inférieure de 17% à celle de l'année précédente. Pendant la saison des pluies exceptionnellement marquée, de nombreux jours de saignée furent perdus (s'il pleut le matin, les hévéas ne peuvent être saignés durant la journée). Les élections ont également eu un impact négatif sur l'emploi en raison de la longue campagne électorale menée au premier semestre au cours de laquelle des cadeaux sont offerts par les candidats aux électeurs potentiels, incitant les saigneurs à l'absentéisme. Les volumes de production s'en sont particulièrement ressentis en haute saison.

Les mêmes raisons avaient un effet négatif sur les activités de saignée des petits producteurs qui se sont aussi montrés moins motivés compte tenu d'un prix du caoutchouc nettement plus faible, et ils ont préféré conserver leur potentiel d'écorce pour des jours plus rémunérateurs. En outre, la région



de Moreguina, d'où nous tirons une part importante de nos achats aux tiers, est restée longtemps inaccessible à cause du mauvais état de la route et nous avons dû abandonner une partie du caoutchouc disponible à la concurrence. La production annuelle achetée à des tiers fut inférieure de 43% à celle de 2011. Les achats, qui représentent cette année 28,1% de notre production totale de caoutchouc, permettent d'optimiser la capacité de l'usine et sont importants pour la rentabilité de l'entreprise.

Au moment des ventes de caoutchouc à des cours très élevés en 2011, nous avons constitué des stocks de matière première brute (fonds de tasses) afin d'assurer la qualité de la production, car il n'est pas facile d'usiner de façon homogène. L'utilisation progressive de ces stocks en 2012 a permis de maintenir la production de produit fini à un bon niveau, en progression même de 8,0% par rapport à 2011. Ces stocks sont maintenant totalement épuisés. La production totale fut de 3 126 tonnes contre 2 895 l'année précédente.

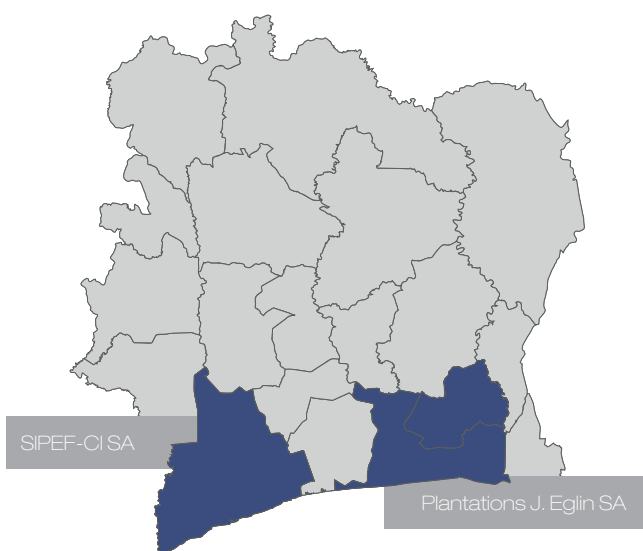
La rentabilité de *Galley Reach Holdings Ltd* fut sous forte pression en 2012. Tout d'abord la faiblesse des prix de vente suite à une baisse générale de la demande de caoutchouc naturel en Europe et en Amérique a entraîné une diminution du prix de vente net de 23,5% par tonne. Ensuite, l'ajustement du salaire de base minimum de cette activité, grande consommatrice de main-d'œuvre, a pesé sur les coûts, ce qui fut amplifié par l'appréciation de la monnaie par rapport au dollar américain: le coût de production a dès lors augmenté de 10,9%. L'effet combiné de faibles prix de vente et de coûts de production élevés réduisit la marge d'exploitation d'un quart par rapport à l'année précédente. Poussé par la forte pression sur le marché du travail de la construction du projet LNG, le gouvernement a à nouveau augmenté le salaire minimum pour tous les secteurs d'activités en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cela pose la question de la rentabilité future du secteur agricole ainsi que celle de l'embauche dans les zones rurales.

Compte tenu du fait qu'environ deux tiers des superficies plantées ont dépassé l'âge de 25 ans, une replantation progressive a commencé depuis 2004, ce qui permettra à la société d'augmenter ses rendements moyens à l'hectare et rester rentable.

A la fin de l'année, 945 hectares avaient été replantés, dont 763 sont encore immatures. Nous réglons le rythme de replantation à la trésorerie et à la main-d'œuvre disponible, sans compromettre le bon fonctionnement des plantations existantes.

En plus des investissements en plantation et de l'entretien des zones immatures, l'accent reste mis sur la construction de nouveaux logements pour les travailleurs. L'habitat, combiné à l'éducation et aux soins médicaux, constitue la base du potentiel d'emploi à long terme des saigneurs.

Côte d'Ivoire



Après une décennie de crise politique qui s'est soldée par les affrontements post-électorales meurtriers de fin 2010 début 2011, la Côte d'Ivoire, depuis la prise du pouvoir par Alassane Ouattara, a lancé une grande offensive diplomatique pour briser son isolement et puiser dans ses relations bilatérales et multilatérales les soutiens indispensables à son redressement et sa relance économique.

Le Président a maintes fois évoqué les trois grands défis qui constituent les priorités de la Côte d'Ivoire aujourd'hui: la sécurité, la relance économique et la réconciliation.



RÉSERVOIR PARC : L'HUILE DE PALME BRUTE EST STOCKÉE EN VRAC DANS DES RÉSERVOIRS DE GRANDE CAPACITÉ AVANT D'ÊTRE EXPÉDIÉE VERS LES RAFFINERIES DU MONDE ENTIER.



Des progrès ont été enregistrés, mais il reste encore beaucoup à faire.

SIPEF-CI SA

Dans ce contexte, 2012 fut pour *SIPEF-CI SA* une année encore difficile à de nombreux égards.

Le pic de production de fruits de palme du mois d'avril 2011 ne fut pas récolté et le cycle végétatif des palmiers fut bouleversé par la suite.

Les récoltes et achats de fruits, dont la période de pointe est habituellement située entre les mois de mars et de mai, se sont étalées sur une beaucoup plus longue période en 2012, le tout présentant un rendement moindre.

SIPEF-CI SA n'a pu atteindre son objectif ambitieux de produire 60 000 tonnes d'huile de palme brute en 2012.

Néanmoins, les mesures de consolidation et d'expansion prévues au budget ont été réalisées; c'est ainsi que l'entreprise a terminé le plan 2008-2012 de renouvellement total de son verger industriel avec 7 714 hectares plantés, dont les derniers 200 hectares à Bolo et 416 hectares à Ottawa en 2012. Le site d'Okrouyo avait été totalement renouvelé entre 2008 et 2011.

SIPEF-CI SA dispose ainsi au 31/12/2012 de 6 521 hectares immatures et 7 074 hectares matures, soit 13 595 hectares de plantations industrielles avec une moyenne d'âge de 7,24 années. Aucun rajeunissement n'est plus nécessaire avant 2018.

Les plantations villageoises couvrent environ 20 000 hectares pour 6 000 planteurs indépendants ou réunis en coopératives qui ont fourni 63% des fruits traités dans nos deux usines. Une politique d'accompagnement et d'encadrement est activement poursuivie pour préserver ce secteur de l'engouement de plus en plus visible pour l'hévéaculture, au détriment des renouvellements en palmiers à huile.

Nos deux usines ont poursuivi leurs réhabilitations intensives. Elles ont produit ensemble 58 732 tonnes d'huile de palme et

9 903 tonnes d'amandes palmistes. Le taux d'extraction huile sur fruits est en constante amélioration et atteint 24,11% pour l'année 2012.

L'huile de palme a été commercialisée pour 69% localement, principalement chez notre partenaire majoritaire UOC, le reste étant exporté.

L'ensemble de la production des palmistes est évacuée par camions sur Abidjan et usinée dans l'unité Oil-Tech SARL du groupe Adam-Afrique, basée à Vridi.

Au 31/12/2012 l'entreprise employait 1 512 travailleurs auxquels viennent s'ajouter de nombreux journaliers.

Plantations J. Eglin SA

Après une période de crise politique difficile en 2011, nous avons retrouvé une activité très prospère en cette année 2012. Nos productions de printemps – période où les marchés de consommation sont demandeurs – furent bonnes, ceci autant en quantité qu'en qualité. Les fréquences et rotations des navires en matière de logistique sont redevenues normales et nous avons ainsi exporté 23 917 tonnes de bananes, soit 4% de plus que nos estimations budgétaires et 24% de plus qu'en 2011, où nous avons perdu quelques 1 600 tonnes de bananes de par la crise.

Nos trois sites d'exploitation (Azaguié, Agboville et Motobé) ont une assez bonne complémentarité: Motobé produit sur des sols lourds et humides, tandis qu'Agboville et Azaguié cultivent sur des sols plus latéritiques et drainants. Ainsi, Motobé produit principalement en saison sèche tandis que les deux autres sites ont leur pic de production après la saison des pluies. Nous cherchons par ailleurs à améliorer notre rentabilité par hectare sur Agboville et Motobé. L'objectif de 50 tonnes par hectare tel que nous l'obtenons en moyenne sur Azaguié peut être obtenu à court et moyen terme sur les deux autres sites.

Dans la mesure où notre activité de bananes atteint progressivement ses objectifs, nous serons rapidement dans la possibilité de passer à une phase de développement de nos exploitations par la mise en valeur de zones encore dispo-

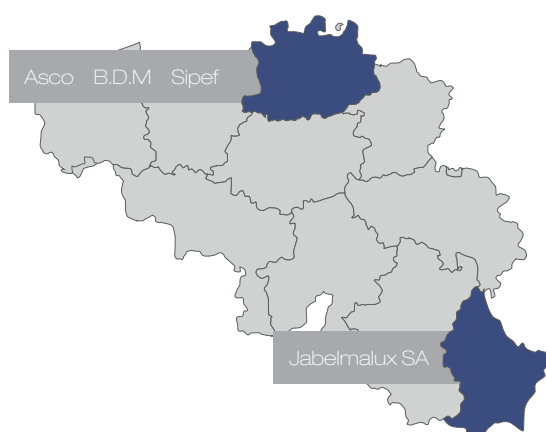
Rapport de gestion par pays

nibles. Azaguié bénéficie encore d'une belle réserve foncière que nous pourrions développer dans le cadre des mesures d'accompagnement à venir; notre compétitivité n'en sera que renforcée et nous pourrions ainsi mieux lutter contre les risques de fléchissement du marché.

Notre commerce est resté rémunérateur avec des prix de vente FOB pour les bananes d'EUR 474 par tonne sur les ventes opérées en Europe, soit une progression de 13% comparée à 2011 et 7% sur 2010.

Les résultats de l'activité horticole sont en deça de nos estimations malgré une belle progression des ventes du feuillage d'ornement. L'activité lotus est restée stable, et notre déficience provient des ananas-fleurs, avec lesquels nous avons un problème de productivité technique. Les nouvelles zones de production nous laissent penser que nos rendements et nos prix de revient seront meilleurs. Le secteur horticole a malgré tout apporté sa contribution dans les frais généraux de *Plantations J. Eglin SA*.

Europe



Jabelmalux SA

Jabelmalux SA est la société mère Luxembourgeoise de *PT Umbul Mas Wisesa (PT UMW)*, *PT Toton Usaha Mandiri (PT TUM)* et *PT Citra Sawit Mandiri (PT CSM)*, le plus récent

développement en huile de palme au Nord-Sumatra. La participation dans *PT Melania*, qui produit principalement du caoutchouc au Sud-Sumatra et possède des plantations de thé à Java-Indonésie, a entretemps été transférée au sein du groupe à *PT Tolan Tiga Indonesia*.

Après la réussite de l'OPA opérée en 2011, la société s'est retirée de la Bourse de Luxembourg. L'offre initiale fut encore prolongée courant 2012 et le groupe *SIPEF* contrôle 27 167 parts sociales à la fin de 2012, soit 99,59% des 27 280 parts émises. *SIPEF* a l'intention d'acquérir également les 113 actions restant encore dans le public.

Assurances

Le groupe d'assurances *BDM NV - ASCO NV* se concentre, par l'intermédiaire de courtiers professionnels, vers les assurances maritimes et industrielles.

BDM NV souscrit pour le compte de l'assureur *ASCO NV* et un nombre important d'assureurs internationaux, des risques dans des marchés de niche.

L'intense collaboration entre le souscripteur *BDM NV* et l'assureur *ASCO NV* au sein du même groupe a de grands avantages qui procure à *BDM NV* une importante capacité de souscription et à *ASCO NV* un puissant instrument commercial.

BDM NV

En 2012, *BDM NV* a continué à consolider sa nouvelle stratégie, en se focalisant sur la souscription de produits spécialisés faits sur mesure et ayant une importante valeur ajoutée. *BDM NV* est une compagnie de niche au niveau du Property & Casualty (P&C), se concentrant sur les PME, le Real Estate, les bâtiments publics, le High Net Worth et les flottes de voitures. *BDM NV* se situe par contre dans le top 5 des assureurs maritimes, offrant un large éventail de produits tels que le Cargo, le Casco, le Protection & Indemnity et les couvertures pour les bateaux de plaisance.

L'expertise présente a été renforcée durant l'année écoulée, grâce à la nouvelle collaboration d'un nombre de spécialistes et à l'investissement dans de nouveaux produits ainsi que dans



des outils de données. Cette stratégie s'est traduite par une augmentation du volume de primes de KEUR 49 000 en 2009 à KEUR 67 000 en 2012.

Le segment maritime a augmenté de 17% en 2012. Le portefeuille Casco a stagné suite à une souscription sélective due à un marché très difficile. La croissance provient essentiellement du Cargo et de l'intensification de la souscription en bateaux de plaisance.

Le segment P&C a connu une croissance de 21% des primes grâce à son approche basée sur le 'sur-mesure' et le développement de produits de niche.

L'augmentation de notre part de marché dans les deux segments et la stabilisation de nos coûts ainsi que d'importantes participations bénéficiaires ont permis d'accroître notre résultat opérationnel de 40%.

Malgré la forte croissance du chiffre d'affaires, les frais généraux sont restés pratiquement identiques à ceux de l'année antérieure. Parallèlement une diminution de 64% des frais d'amortissement a eu pour conséquence une augmentation de 145% du résultat opérationnel de la société, soit un résultat de KEUR 1 223. La contribution de *BDM NV* en IFRS du groupe est de KUSD 417 contre KUSD 367 l'an dernier.

ASCO NV

Le résultat négatif en Auto, dû à deux sinistres majeurs, a été largement compensé par les excellents résultats du portefeuille Dommages. L'absence de sinistre important ainsi que de catastrophes naturelles dans ce segment, combiné avec un coût de réassurance significativement moindre, engendra un excellent ratio au net.

En assurances maritimes, les résultats ont été négativement influencés par un nombre restreint de sinistres importants: l'incendie de cet été du navire porte-conteneur le « MSC Flaminia », suivi ensuite des conséquences de l'ouragan Sandy durant l'arrière-saison ont été responsables de 25% de notre charge dans cette branche.

Une fois de plus, nous devons constater que les résultats en Maritime restent mauvais. Les tarifs restent sous pression compte tenu des surcapacités disponibles et l'absence de prise en compte de nouveaux risques dont par exemple la piraterie et l'augmentation du nombre de tempêtes suite au changement climatique. *BDM NV* va cependant persévérer dans son approche technique et prendra les dispositions nécessaires pour préserver un portefeuille sain, même si cela doit se faire au détriment du volume.

En vue des directives Solvency II pour les compagnies d'assurances, les contrôles internes ont été renforcés au sein de toute l'organisation de *BDM NV - ASCO NV*. Ainsi, nous avons démarré en 2012 avec des groupes de travail par département afin d'accroître la prise de conscience des risques et des contrôles. Ainsi, les provisions ont été plus conservatrices, ce qui a eu pour effet l'augmentation des réserves IBNR (réserves pour risques en cours mais non encore déclarés).

La contribution d'*ASCO NV* auprès du groupe, sous l'approche IFRS, a été de KUSD 205 par rapport à KUSD -157 l'an dernier.



LABORATOIRE : TOUT AU LONG DU PROCESSUS DE FABRICATION, LA QUALITÉ DE L'HUILE DE PALME BRUTE EST CONTRÔLÉE AFIN DE S'ASSURER QU'ELLE RÉPOND AUX NORMES REQUISES PAR LE CLIENT.



Productions du groupe (en tonnes)

Production totale des entreprises consolidées (≠ part du groupe)

Produit	2012			2011		
	Propres	Tiers	2012	Propres	Tiers	2011
Huile de palme	214 521	51 257	265 778	206 476	51 623	258 099
Indonésie	158 162	1 808	159 970	152 916	3 013	155 929
Groupe Tolan Tiga	67 056	41	67 097	65 597		65 597
Groupe Umbul Mas Wisesa	5 762		5 762	2 115		2 115
Groupe Agro Muko	85 344	1 767	87 111	85 204	3 013	88 217
Papouasie-Nouvelle-Guinée	56 359	49 449	105 808	53 560	48 610	102 170
Amandes de palmistes	37 651	357	38 008	35 373	577	35 950
Indonésie	37 651	357	38 008	35 373	577	35 950
Groupe Tolan Tiga	18 284	11	18 295	16 704		16 704
Groupe Agro Muko	19 367	346	19 713	18 669	577	19 246
Huile de palmistes	4 217	3 728	7 945	3 825	3 471	7 296
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 217	3 728	7 945	3 825	3 471	7 296
Caoutchouc	9 757	884	10 641	8 464	1 080	9 544
Indonésie	7 508	6	7 514	6 650		6 650
Groupe Tolan Tiga	6 138		6 138	5 098		5 098
Groupe Agro Muko	1 370	6	1 376	1 552		1 552
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 249	878	3 127	1 814	1 080	2 894
Thé	2 869	54	2 923	2 626	15	2 641
Indonésie	2 869	54	2 923	2 626	15	2 641
Ananas fleurs ('000 pièces)	638	0	638	712	0	712
Côte d'Ivoire	638		638	712		712
Bananes	23 917	0	23 917	19 297	0	19 297
Côte d'Ivoire	23 917		23 917	19 297		19 297



Hectares plantés (en hectares) *

Totaux des hectares plantés des entreprises consolidées (≠ part du groupe).

Produit	2012			2011		
	Mature	Immature	Planté	Mature	Immature	Planté
Palmiers à huile	42 200	11 076	53 276	42 977	9 181	52 158
Indonésie	33 797	7 895	41 692	34 026	7 462	41 488
Groupe Tolan Tiga	11 658	2 717	14 375	12 349	1 560	13 909
Groupe Umbul Mas Wisesa	5 417	4 113	9 530	4 555	5 025	9 580
Groupe Agro Muko	16 722	1 065	17 787	17 122	877	17 999
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8 403	3 181	11 584	8 951	1 719	10 670
Rubber	7 306	2 060	9 366	7 279	2 216	9 495
Indonésie	4 786	1 297	6 083	4 759	1 453	6 212
Groupe Tolan Tiga	3 854	758	4 612	3 590	864	4 454
Groupe Agro Muko	932	539	1 471	1 169	589	1 758
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 520	763	3 283	2 520	763	3 283
Thé	1 748	39	1 787	1 743	42	1 785
Indonésie	1 748	39	1 787	1 743	42	1 785
Ananas fleurs	18	20	38	27	49	76
Côte d'Ivoire	18	20	38	27	49	76
Bananes	569	0	569	516	0	516
Côte d'Ivoire	569		569	516		516
Autres	0	58	58	0	58	58
Papouasie-Nouvelle-Guinée		58	58		58	58
Total	51 841	13 253	65 094	52 542	11 546	64 088

* = hectares effectivement plantés



Profil d'âge (en hectares)

Année de plantation	Palmier					Caoutchouc			
	Groupe Tolan Tiga	Groupe Umbul Mas Wisesa	Groupe Agro Muko	Hargy Oil Palms	Total	Groupe Tolan Tiga	Groupe Agro Muko	Galley Reach Holdings	Total
2012	1 420	218	719	1 822	4 178	197	195		392
2011	754	782	26	814	2 375	168	142		310
2010	546	1 336	312	545	2 739	141	108		249
2009	221	1 737	563	391	2 912	52	62	87	201
2008	375	2 026	304	154	2 859	96	31	97	224
2007	302	2 090	379	1 694	4 465	279	173	200	652
2006	619	378	1 051	879	2 927	205	188	200	592
2005	671	964	528	173	2 336	284		122	406
2004	133		579	160	872	226		57	283
2003	1 165		102	148	1 415	258			258
2002	572		54	331	957	200			200
2001	688		501	903	2 092	96		69	165
2000	826		976	392	2 194	412	78	116	606
1999	775		1 576	666	3 017	180	83	64	327
1998	466		2 258	625	3 350	266	157	33	455
1997	854		882	319	2 056	215	151	73	439
1996	992		509	368	1 870	197			197
1995	312		208	333	852	206		37	243
1994	482		727	139	1 348	131			131
1993	346		209		555	191			191
1992	794		126		920				
1991			284		284				
1990	31		3 310		3 341	91			91
1989	42		1 188		1 230	153			153
1988	291		416		707	269	102		372
Avant 1988	696			728	1 425	100		2 128	2 228
	14 375	9 530	17 787	11 584	53 276	4 612	1 471	3 283	9 366
Age moyen	10,97	3,80	14,14	8,21	10,15	11,75	7,88	27,06	16,51



Des plantations responsables pour un développement durable

Les plantations *SIPEF* s'intègrent à leur environnement social et naturel, dans la durée et dans la transparence.

Le respect pour l'environnement complète notre démarche d'excellence technique, et garantit la pérennité de notre activité.

Pour valider nos résultats, et continuer à progresser, nos opérations sont certifiées sous des standards reconnus globalement: ISO 9001 et 14001, Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO, Table-ronde pour l'huile de palme durable), International Sustainability and Carbon Certification (ISCC), Ethical Tea Partnership (ETP), EurepGAP/GlobalGAP et Clean Development Mechanism (CDM, Nations Unies).

SIPEF est aussi membre de l'association KAURI, le réseau belge multi-acteurs pour l'éthique des affaires et la responsabilité des ONG.

Toutes les huileries de *SIPEF* sont certifiées RSPO: les deux huileries de *Hargy Oil Palms Ltd (HOPL)* en Papouasie-Nouvelle-Guinée et les quatre huileries situées en Indonésie (Bukit Maradja, Perlavian, Mukomuko et Bunga Tanjung).

La RSPO est une association multi-acteurs de plus de 800 membres issus de tous les secteurs de la filière huile de palme, y compris les ONG.

Le standard de certification RSPO couvre les aspects sociaux, environnementaux et techniques de la production de l'huile de palme. Après une certification initiale, les opérations certifiées sont auditées annuellement et en profondeur pour vérifier leur conformité avec chaque indicateur du standard.

Tout nouveau projet de plantation doit être soumis à un processus de vérification de ses impacts potentiels par un auditeur accrédité RSPO, puis à une période de trente jours de consultation publique.

La RSPO représente le futur de l'huile de palme: standards environnementaux et sociaux exigeants, et la traçabilité des produits.

En Indonésie, les huileries de Bukit Maradja et Perlavian sont aussi certifiées ISCC. Le standard ISCC évalue les émissions générées par la production de l'huile de palme, et les compare à une valeur de référence dictée par la directive européenne de réduction des émissions (RED). La conformité au standard ISCC permet l'accès de notre huile de palme sur le marché européen des biocarburants.

Notre plantation de thé a été inspectée par l'Ethical Tea Partnership en 2012, et se prépare à être certifiée par la Rainforest Alliance en 2013.

L'action de *SIPEF* peut être séparée en trois composantes: Dans les plantations établies, c'est la mise en œuvre de pratiques culturelles et industrielles qui préservent les ressources naturelles. Cet effort va de pair avec une attention soutenue au développement social de nos employés et des communautés environnantes.

Pour nos nouveaux projets, les sites potentiels sont soumis à une sélection basée sur des critères environnementaux et sociaux stricts. En parallèle à l'établissement de nouvelles plantations, *SIPEF* participe à l'élaboration des pratiques qui seront demain les nouvelles normes des plantations.

Enfin, *SIPEF* joue un rôle au-delà de ses implantations, en particulier à travers la Fondation *SIPEF*, qui finance deux projets de protection de la nature en Indonésie.

« **Business as usual** » : une nouvelle définition

Pour *SIPEF*, « *business as usual* » a une signification toute différente, et positive. Nos pratiques culturelles et industrielles « normales » intègrent les principes de développement durable, et évoluent avec eux.

Maintenir et augmenter la fertilité des sols est une priorité pour une société de plantations. Il faut d'abord choisir précisément les zones les plus aptes à produire de manière optimale pour plusieurs cycles de plantation. Qu'il s'agisse d'une nouvelle plantation ou d'une replantation, nos agronomes prennent en considération les facteurs climatiques, pédologiques, topogra-





Des plantations responsables pour un développement durable

phiques et écologiques pour déterminer si la zone est propre à être cultivée. La procédure comprend une validation des résultats par l'équipe écologique. Toutes les zones écartées sont clairement identifiées et seront protégées. S'il s'agit de zones riveraines à un cours d'eau ou à une source, une attention particulière sera portée à l'installation de « filtres » naturels et ainsi garantir la qualité de l'eau.

La définition précise des zones propres à être plantées permet de concentrer les efforts, et les coûts, sur les parcelles les plus fertiles, et de préserver au mieux l'environnement des impacts négatifs d'une culture extensive indiscriminée. Nos plantations doivent offrir un rendement optimal pour une empreinte minimale.

La préparation du sol avant la plantation évite tout recours au brûlis et toute exportation des abattis. Le plus tôt possible, des plantes légumineuses de couverture sont installées, pour à la fois limiter l'érosion des sols, augmenter leur fertilité par la fixation de l'azote atmosphérique, et empêcher l'apparition d'adventices. Dans les zones vallonnées, des terrasses sont construites pour empêcher les glissements de terrain et créer des surfaces de plantation qui seront plus pratiques et moins dangereuses pour les travailleurs.

Dans le cas de l'huile de palme, les sous-produits de la production d'huile sont recyclés pour contribuer à l'amélioration des sols. Les effluents liquides sont épandus par gravité, et les rafles (en anglais EFB : Empty Fruit Bunches) sont épandues dans les plantations. De la même manière, les palmes élaguées sont laissées sur place pour augmenter la matière organique du sol.

Ces pratiques simples permettent de diminuer les besoins en engrais, coûteux et souvent importés.

Pour toutes nos cultures, l'utilisation de produits chimiques dans la lutte contre les adventices et les ravageurs est limitée et chaque plantation doit mettre en place un plan de lutte intégrée. Ce plan comprend des mesures préventives, comme l'installation de nids pour chouettes (*Tyto alba*). Les chouettes chassent les souris et les rats et empêchent leur prolifération. De la même manière, des plantes-hôtes de prédateurs de certains parasites de nos cultures sont installées dans les plantations.

Chaque travailleur, mais aussi des techniciens spécialisés, rapporte tout signe d'infestation. Des mesures agronomiques correctives sont prises le plus tôt possible, pour maintenir les dommages sous un seuil économique et éviter le recours à la lutte chimique.

Lorsque l'utilisation de produits chimiques est inévitable, des équipes spécialisées sont activées. Les produits chimiques autorisés sont issus d'une liste revue chaque année. Ils sont stockés dans des entrepôts spécifiques et inspectés chaque mois. Les employés qui manipulent et appliquent les produits chimiques reçoivent des formations régulièrement. Leurs équipements de protection sont fournis pour la journée de travail et remisés dans des entrepôts contrôlés. Chaque trimestre, ces travailleurs sont examinés par un infirmier, et ils passent un test médical annuel.

Toutes nos unités industrielles sont soumises à des contrôles de leurs rejets dans l'environnement. Dans le cas des huileries, leurs impacts potentiels les plus importants sont le rejet des effluents liquides dans les rivières, et les émissions de méthane lors du lagunage des effluents liquides.

Depuis 2008, *SIPEF* a installé des dispositifs de capture du méthane dans deux huileries en Indonésie (Bukit Maradja et Perlarian). Ces dispositifs sont conformes avec le standard « Clean Development Mechanism » des Nations Unies, et ont aussi permis la certification ISCC de ces deux huileries.

SIPEF a pris la décision d'installer des dispositifs de capture du méthane de deuxième génération dans l'huile de palme de Mukomuko en Indonésie. Les deux huileries en chantier en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Indonésie seront équipées de ce même nouveau système dès leur mise en service.

Les hommes et les femmes qui travaillent dans nos opérations sont la clef de notre succès et de nos progrès. Leur formation est obligatoire et permanente, et couvre tout à la fois les aspects techniques et de sécurité. Chaque poste de travail est bien défini, avec ses risques et les mesures nécessaires pour les éviter. Dans chaque opération, des comités de sécurité du travail sont en place et mènent des inspections régulières, dont les résultats sont soumis aux responsables de site, et rapportés à des équipes indépendantes de surveillance et de conseil.



La construction et l'entretien des logements de nos employés, ainsi que la fourniture d'eau et d'électricité sont la responsabilité de *SIPEF*. En Indonésie, les représentantes d'organisations de femmes, créées et soutenues par *SIPEF*, rencontrent les responsables de plantation et ont ainsi l'occasion de discuter l'état des logements.

L'accès à la santé pour nos employés et leurs familles est garanti par un réseau de dispensaires construits et gérés par *SIPEF*. Dans les cas graves, *SIPEF* assure l'évacuation vers des hôpitaux de référence.

L'accès à l'éducation est aussi soutenu par *SIPEF*. En Indonésie, nous fournissons des autobus de ramassage scolaire. Dans certains cas, nous avons construits des écoles, qui sont ensuite remises aux autorités locales, et continuent à bénéficier d'un soutien financier de *SIPEF* pour assurer la disponibilité de professeurs.

Dans le cadre d'un crédit d'impôts, *HOPL* en PNG a entrepris directement la construction et l'exploitation d'une école primaire locale, la réhabilitation de trois dispensaires régionaux, et le forage d'un nouveau puits à proximité du centre médical proche de la ville de Bialla.

C'est ce même système qui permet à *HOPL* d'assurer l'entretien d'une route provinciale, de ponts, et même d'une piste d'aviation à usage public.

En Indonésie, *PT Agro Muko (AM)*, notre opération à Bengkulu, développe depuis l'année 2000 des petites parcelles au bénéfice des villages environnants. Tous les frais de développement sont avancés par *AM*, qui applique les mêmes techniques culturales que pour ses propres parcelles, et atteint les mêmes rendements. Ce programme, appelé KMD (Kebun Masyarakat Desa: plantations populaires villageoises), rencontre un vif succès et contribue à une intégration harmonieuse d'*AM* dans la région.

L'attention portée aux risques de pollution rassure les populations locales, qui traitent *SIPEF* comme bon voisin.

Les pratiques de demain se préparent aujourd'hui

Tous les nouveaux projets de *SIPEF* sont soumis à un processus d'enquête préalable rigoureux. Il s'agit d'identifier au plus tôt les zones qui pourront être plantées, ou qui doivent être abandonnées ou protégées. Diverses équipes étudient la faisabilité agronomique, l'état de la biodiversité, les impacts négatifs et positifs écologiques, culturels et sociaux.

Il est primordial de s'assurer que les populations locales comprennent et soutiennent le projet. On parle de « FPIC » (First, Prior and Informed Consent). Cet aspect peut prendre plusieurs années, en particulier en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Pour tout projet de plantation de palmier à huile, la RSPO impose à ses membres un protocole appelé le « NPP » (New Planting Procedure). *SIPEF* a été la première société à soumettre un dossier NPP, dès 2010. En 2012, nous avons déposé deux nouveaux dossiers.

À la fin de 2011, la Fondation *SIPEF* et la Zoological Society of London (ZSL) ont signé un accord pour le développement d'une méthodologie pratique de gestion des zones protégées à l'intérieur des plantations de palmier à huile. Ce travail, d'un coût de KUSD 100, co-financé à hauteur de 33% par la Compagnie Financière Internationale (Banque Mondiale) et de 67% par la Fondation *SIPEF*, a duré un an. Le protocole ainsi développé sera adopté par la RSPO comme méthode de référence pour tous ses membres en 2013.

ZSL a utilisé des techniques déjà éprouvées dans des parcs nationaux africains et indonésiens pour effectuer une identification des animaux présents dans nos zones protégées. Les appareils photographiques automatiques ont révélé la présence d'animaux que l'on n'associait pas avec les plantations.

Jusqu'à présent, nous protégeons des zones riveraines, des lambeaux de forêt secondaire. Grâce à la nouvelle méthode et à la formation apportée par ZSL, nous pouvons maintenant penser à associer des indicateurs de biodiversité à ces zones protégées, et à pouvoir étudier leur évolution dans le temps.



Des plantations responsables pour un développement durable

SIPEF reste actif au sein de la RSPO et a contribué à la révision des Principes & Critères de la RSPO (P&C), tout en continuant à participer aux comités « Trade and Traceability » et « Biodiversity and High Conservation Values », ainsi qu'au groupe d'interprétation national des P&C pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Bananes et fleurs de Côte d'Ivoire et développement durable

La production de bananes et de fleurs en Côte d'Ivoire est en harmonie totale avec les règles environnementales, éthiques et sociales que nous nous sommes fixées en Asie.

Plantations J. Eglin SA est certifiée « Global GAP » depuis 2006, et notre politique de protection de l'environnement et de la sécurité alimentaire est bien plus complète.

Nous nous efforçons d'améliorer les conditions pédologiques des sols sur lesquels nous travaillons, par la pratique de jachères cultivées de *Tithonia*, végétation arbustive ayant l'avantage de lutter contre l'érosion tout en apportant une quantité de matière organique importante. En cours de culture, la matière organique est constamment apportée au sol, par le recyclage des déchets et hampes de bananes ainsi que par l'apport de parches de cacao issues des usines de transformation de la région. Ces parches riches en humus permettent un « mulching » qui limite l'évaporation et donc la quantité d'eau nécessaire à l'irrigation pendant la saison sèche. Grâce à ces techniques naturelles d'enrichissement des sols, nous pouvons limiter les apports de fertilisants chimiques.

Les zones non cultivées sont en cours de reboisement, en arbres de type Gméline, pour limiter la déforestation constante provoquée par les populations environnantes qui utilisent le charbon de bois ou le bois comme seul combustible disponible à leur cuisine. Cette végétation a l'avantage de bien se développer dans les conditions climatiques de la zone côtière de Côte d'Ivoire.

La protection phytosanitaire s'axe sur une lutte intégrée et nous travaillons uniquement par avertissement: les traitements agricoles dans le champ ne sont déclenchés que lorsque les seuils d'attaques de parasites ou maladies dépassent un certain niveau. Les contrôles de la cercosporiose – black sigatoka (maladie des raies noires du bananier), des nématodes et du charançon sont suivis en permanence par une équipe spécialisée.

Notre personnel bénéficie de logements que nous construisons ou réhabilitons en association étroite avec l'Union Européenne qui suit de très près l'organisation générale des plantations fruitières. Les villages dans nos plantations sont d'un bon niveau, comprenant l'électrification, la gestion des ressources en eau, des écoles et des centres médicaux.

Le 15 février 2013, nous avons eu le plaisir de recevoir Mr. Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, accompagné d'une délégation de ses collaborateurs, de la presse belge et d'un certain nombre d'autorités ivoiriennes. Tout au long de la visite du site, nous avons pu leur expliquer nos activités de production et d'exportation de bananes et de fleurs ainsi que leur démontrer notre importance en tant que principal employeur de la région, avec des potentialités d'expansion à l'avenir.

Fondation SIPEF : au-delà des limites de nos plantations

La Fondation *SIPEF* soutient deux projets de protection de la nature :

Depuis la fin de 2010, la Fondation *SIPEF* soutient un groupe de villageois qui protègent les tortues de mer sur la côte ouest de Sumatra, près de Mukomuko. Les tortues de mer pondent le long de cette côte. Les lieux de ponte sont soumis à une forte pression de collecte humaine, malgré la protection légale dont bénéficient toutes les espèces de tortues de mer.

En 2012, la Fondation *SIPEF* a signé un accord avec l'Agence Nationale de Protection des Ressources Naturelles (BKSDA, placée sous l'autorité du Ministère des Forêts de la République





MR. DIDIER REYNDEERS, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A VISITÉ PLANTATIONS J. EGLIS SA EN CÔTE D'IVOIRE.

d'Indonésie). Cet accord ajoute un deuxième groupe de villageois au projet, sur la même plage et la Fondation *SIPEF* a financé la construction d'une seconde éclosière pour les œufs de tortues.

En 2011 de très nombreuses tortues de mer, y compris des tortues luth (*Dermochelys coriacea*, classées « en danger critique » par l'IUCN), avaient pondu leurs œufs sur la plage protégée par le premier groupe de villageois. Malheureusement, en 2012, les courants marins ont changé et la plage a été recouverte de galets ce qui a découragé les tortues. Les efforts des villageois ont tout de même été récompensés, puisque 1 684 œufs de tortues de Ridley (*Lepidochelys olivacea*) ont été collectés. Un total de 1 267 petites tortues ont été relâchées, soit un taux de réussite de 75%, très au-dessus du taux naturel de 40%.

Le second projet de la Fondation *SIPEF* porte sur la gestion d'une zone forestière de 12 000 ha qui sert de zone-tampon au Parc National de Kerinci Seblat (TNKS), à Mukomuko. Cette zone, elle aussi légalement protégée, est sujette à une forte pression foncière de la part des populations locales mais surtout de migrants. Depuis 2010, la Fondation *SIPEF* cherche à obtenir la gestion d'une partie de la zone-tampon pour la protéger et éviter la disparition des dernières populations -avérées- de muntjac, tapirs, ours, et tigres présentes dans les forêts de Mukomuko.

Cette initiative est inédite pour une société de plantations en Indonésie, et aura une valeur exemplaire tout à fait unique. Pour assurer un haut degré de compétences, et une transparence sur la gestion de ce projet, un accord est en préparation avec une ONG internationale de protection de la faune et de la flore. Cette ONG a une longue expérience de la protection de la nature dans les contreforts du TNKS.

Le cadre légal pour obtenir la gestion de cette zone forestière est nouveau et assez complexe. Malgré tout, en 2012, la Fondation *SIPEF* a obtenu l'accord préalable du Ministre des Forêts de la République d'Indonésie pour que la zone nous soit allouée en 2013, pour une durée de soixante ans. Cette concession de longue durée correspond à l'engagement de la Fondation *SIPEF*, et du groupe *SIPEF* en général.

Links

www.rspo.org
www.iscc-system.org
www.zsl.org
www.iucnredlist.org
<http://seaturtlestatus.org/learn/meet-the-turtles>



États financiers

États financiers consolidés	85
État consolidé de la situation financière	86
Compte de résultats consolidé	88
État consolidé du résultat global	89
Tableau des flux de trésorerie consolidé	90
État consolidé des variations des capitaux propres	91
Notes aux états financiers consolidés	92

1. Identification	92
2. Déclaration de conformité	92
3. Méthodes comptables	93
4. Utilisation d'estimations comptables	98
5. Sociétés consolidées/périmètre de consolidation	99
6. Cours de change	100
7. Information sectorielle	100
8. Goodwill et autres immobilisations incorporelles	107
9. Actifs biologiques	107
10. Immobilisations corporelles	111
11. Immeubles de placement	112
12. Participations dans des entreprises associées	112
13. Autres actifs financiers	113
14. Autres créances non courantes	114
15. Stocks	114
16. Autres créances et autres dettes courantes	114
17. Capitaux propres du groupe	115
18. Intérêts non contrôlant	117
19. Provisions	118
20. Obligations en matière de pensions	118

21. Actifs/(passifs) financiers nets	120
22. Actifs/passifs non courants détenus en vue de la vente	121
23. Résultat non récurrent	121
24. Résultat financier	122
25. Paiement fondé sur des actions	122
26. Impôts sur les résultats	123
27. Quote-part dans le résultat des entreprises associées	126
28. Variation fonds de roulement	127
29. Instruments financiers	127
30. Co-entreprises	135
31. Contrats de location simple	136
32. Contrats de location-financement	136
33. Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises et cessions	136
34. Droits et engagements hors bilan	137
35. Information relative aux parties liées	138
36. Résultat par action (de base et dilué)	139
37. Événements postérieurs à la date de clôture	140
38. Modifications récentes des IFRS	140
39. Développements récents	141
40. Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents	141

Rapport du commissaire	142
------------------------	-----

Comptes annuels abrégés de la société mère	144
--	-----



État consolidé de la situation financière

En KUSD	Note	2012	2011	2010
Actifs non courants		514 307	424 831	355 565
Immobilisations incorporelles	8	27 979	21 056	15 732
Goodwill	8	4 519	4 519	4 519
Actifs biologiques	9	302 295	268 416	237 694
Immobilisations corporelles	10	165 330	116 944	83 815
Immeubles de placement	11	3	3	3
Participations dans des entreprises associées	12	10 289	9 476	9 589
Actifs financiers		3 857	4 064	4 039
Autres actifs financiers	13	3 857	4 064	4 039
Créances > 1 an		0	106	145
Autres créances	14	0	106	145
Actifs d'impôt différé	26	35	247	29
Actifs courants		117 535	142 460	144 991
Stocks	15	44 626	38 332	29 846
Créances commerciales et autres créances		40 010	51 294	40 750
Créances commerciales	29	28 275	37 473	26 439
Autres créances	16	11 735	13 821	14 311
Impôts sur le résultat à récupérer	26	483	936	5 122
Investissements		5 017	15 855	15 582
Instruments financiers et placements	21	5 017	15 855	15 582
Instruments financiers dérivés	29	327	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21	25 783	34 289	49 025
Autres actifs courants		1 289	1 754	2 085
Actifs non courants détenus en vue de la vente	22	0	0	2 581
Total des actifs		631 842	567 291	500 556



En KUSD	Note	2012	2011	2010
Total capitaux propres		504 490	450 874	395 789
Capitaux propres du groupe	17	472 642	425 261	368 549
Capital souscrit		45 819	45 819	45 819
Primes d'émission		21 502	21 502	21 502
Actions propres		-4 603	-4 603	0
Réserves		424 836	377 875	316 133
Écarts de conversion		-14 912	-15 332	-14 905
Intérêts non contrôlant	18	31 848	25 613	27 240
Passifs non courants		66 149	59 899	60 614
Provisions > 1 an		2 546	111	115
Provisions	19	2 546	111	115
Passifs d'impôt différé	26	51 589	48 505	47 508
Dettes commerciales et autres dettes > 1 an		0	0	0
Passifs financiers > 1 an (y compris les instruments dérivés)	21	0	0	2 600
Obligations en matière de pensions	20	12 014	11 283	10 391
Passifs courants		61 203	56 518	44 153
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an		43 885	46 372	33 177
Dettes commerciales	16	19 268	14 491	9 195
Acomptes reçus	29	1 479	465	286
Autres dettes	29	11 112	12 532	8 422
Impôts sur le résultat	26	12 026	18 884	15 274
Passifs financiers < 1 an		12 607	3 629	5 691
Partie à court terme des dettes > 1 an	21	0	2 600	5 200
Dettes financières	21	12 607	25	323
Instruments financiers dérivés	29	0	1 004	168
Autres passifs courants		4 711	6 517	4 817
Passifs liés aux actifs non courant détenus en vue de la vente	22	0	0	468
Total des capitaux propres et des passifs		631 842	567 291	500 556



Compte de résultats consolidé

En KUSD	Notes	2012			2011			2010		
		Avant IAS 41	IAS 41	IFRS	Avant IAS 41	IAS 41	IFRS	Avant IAS 41	IAS 41	IFRS
Chiffre d'affaires	7	332 522		332 522	367 661		367 661	279 400		279 400
Coût des ventes	7, 9	-220 267	3 679	-216 588	-230 853	4 132	-226 721	-161 718	3 442	-158 276
Bénéfice brut	7	112 255	3 679	115 934	136 808	4 132	140 940	117 682	3 442	121 124
Variation actifs biologiques	9		33 836	33 836		28 611	28 611		33 413	33 413
Coûts de plantation (nets)	9		-26 962	-26 962		-17 505	-17 505		-14 269	-14 269
Coûts commerciaux et administratifs		-25 425		-25 425	-24 936		-24 936	-19 758		-19 758
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s	23	-3 195		-3 195	2 218		2 218	-2 299		-2 299
Résultat opérationnel		83 635	10 553	94 188	114 090	15 238	129 328	95 625	22 586	118 211
Produits financiers		880		880	653		653	977		977
Charges financières		- 488		- 488	- 677		- 677	-1 131		-1 131
Différences de changes		2 897		2 897	2 583		2 583	440		440
Résultat financier	24	3 289	0	3 289	2 559	0	2 559	286	0	286
Bénéfice avant impôts		86 924	10 553	97 477	116 649	15 238	131 887	95 911	22 586	118 497
Charge d'impôts	26, 9	-22 917	-1 710	-24 627	-26 573	-3 951	-30 524	-23 048	-6 041	-29 089
Bénéfice après impôts		64 007	8 843	72 850	90 076	11 287	101 363	72 863	16 545	89 408
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	27	623	0	623	210	0	210	2 587	0	2 587
- Assurances		623		623	210		210	2 587		2 587
Résultat des activités poursuivies		64 630	8 843	73 473	90 286	11 287	101 573	75 450	16 545	91 995
Résultat des activités abandonnées		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bénéfice de la période		64 630	8 843	73 473	90 286	11 287	101 573	75 450	16 545	91 995
Attribuable aux:										
- Intérêts non contrôlant	18	3 819	1 262	5 081	5 605	880	6 485	4 819	2 333	7 152
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère		60 811	7 581	68 392	84 681	10 407	95 088	70 631	14 212	84 843
Résultat par action (En KUSD)										
Activités poursuivies et abandonnées										
Résultat de base par action	36			7,69			10,63			9,48
Résultat dilué par action	36			7,69			10,63			9,48
Activités poursuivies										
Résultat de base par action	36			7,69			10,63			9,48
Résultat dilué par action	36			7,69			10,63			9,48



État consolidé du résultat global

En KUSD	2012			2011			2010		
	Avant IAS 41	IAS 41	IFRS	Avant IAS 41	IAS 41	IFRS	Avant IAS 41	IAS 41	IFRS
Bénéfice de la période	64 630	8 843	73 473	90 286	11 287	101 573	75 450	16 545	91 995
Autres éléments du résultat global:									
- Différences de change sur la conversion d'activités à l'étranger	287		287	- 427		- 427	-1 173		-1 173
- Ajustements de reclassification			0			0	- 440		- 440
- Réévaluation d'actifs disponibles à la vente			0			0	226	0	226
Autres éléments du résultat global de l'exercice	287	0	287	- 427	0	- 427	-1 387	0	-1 387
Autres éléments du résultat global de l'exercice attribuables aux:									
- Intérêts non contrôlant			0			0			0
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	287		287	- 427		- 427	-1 387		-1 387
Résultat global de l'exercice	64 917	8 843	73 760	89 859	11 287	101 146	74 063	16 545	90 608
Résultat global attribuable aux:									
- Intérêts non contrôlant	3 819	1 262	5 081	5 605	880	6 485	4 819	2 333	7 152
- Détenteurs des capitaux propres de la société mère	61 098	7 581	68 679	84 254	10 407	94 661	69 244	14 212	83 456

Tableau des flux de trésorerie consolidé

En KUSD	Note	2012	2011	2010
Activités opérationnelles				
Bénéfice avant impôts		97 477	131 887	118 497
Ajustements pour:				
Amortissements	7	16 006	11 962	9 698
Variation de provisions	19	3 166	876	998
Réductions de valeur d'actifs non courants détenus en vue de la vente		0	0	3 649
Options des actions		175	0	0
Variation de juste valeur des actifs biologiques	9	-6 874	-11 106	-19 144
Autres résultats sans incidence sur la trésorerie		5 897	836	- 630
Charges et produits financiers		-1 723	24	155
Moins-values sur créances		0	0	181
Résultat sur cessions d'immobilisations corporelles		174	- 254	98
Résultat sur cessions d'actifs financiers	35	-3 346	0	-1 350
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du fonds de roulement		110 952	134 225	112 152
Variation fonds de roulement	28	-3 744	-8 167	-16 906
Flux de trésorerie des activités opérationnelles après variation du fonds de roulement		107 208	126 058	95 246
Impôts payés	26,9	-21 645	-21 785	-17 542
Flux de trésorerie des activités opérationnelles		85 563	104 273	77 704
Activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	-6 128	-5 765	-4 344
Acquisition d'actifs biologiques	7	-26 247	-17 657	-14 541
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	-66 948	-44 609	-18 957
Acquisition d'actifs financiers	33	0	0	-8 335
Ventes d'immobilisations corporelles		952	926	848
Ventes d'actifs financiers	33, 35	3 512	0	1 547
Flux de trésorerie des activités d'investissement		-94 859	-67 105	-43 782
Flux de trésorerie disponible		-9 296	37 168	33 922
Activités de financement				
Transactions fonds propres avec des minoritaires *		53	-19 531	68
Diminution/(augmentation) des actions propres	17	0	-4 603	0
Remboursement d'emprunts à long terme	21	-2 600	-5 200	-6 692
Augmentation/(diminution) dettes financières à court terme	21	12 582	- 298	-1 514
Dividendes de l'exercice précédent, payés durant l'exercice		-18 944	-19 657	-11 670
Distribution de dividendes par les filiales aux minoritaires	18	-1 426	-2 271	-1 582
Charges et produits financiers		286	- 61	- 354
Flux de trésorerie des activités de financement		-10 049	-51 621	-21 744
Variation nette des investissements, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	21	-19 345	-14 453	12 178
Investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (en début d'exercice)	21	50 144	64 607	52 437
Impact des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	21	1	- 10	- 8
Investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (en fin d'exercice)	21	30 800	50 144	64 607



État consolidé des variations des capitaux propres

En KUSD	Capital souscrit SIPEF	Primes d'émission SIPEF	Actions propres	Réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres du groupe	Intérêts non contrôlant	Total capitaux propres
1er janvier 2012	45 819	21 502	-4 603	377 875	-15 332	425 261	25 612	450 873
Résultat global				68 392	287	68 679	5 081	73 760
Palements de dividendes de l'exercice précédent				-18 944		-18 944		-18 944
Transactions fonds propres avec des minoritaires *				- 43		- 43	96	53
Transferts sans perte de contrôle **				-2 618	133	-2 485	2 485	0
Autres (note 17, 18)				174		174	-1 426	-1 252
31 décembre 2012	45 819	21 502	-4 603	424 836	-14 912	472 642	31 848	504 490
1er janvier 2011	45 819	21 502	0	316 133	-14 905	368 549	27 240	395 789
Résultat global				95 088	- 427	94 661	6 485	101 146
Palements de dividendes de l'exercice précédent				-19 657		-19 657		-19 657
Transactions fonds propres avec des minoritaires ***				-13 689		-13 689	-5 842	-19 531
Autres (note 18)				-4 603		-4 603	-2 271	-6 874
31 décembre 2011	45 819	21 502	-4 603	377 875	-15 332	425 261	25 612	450 873

* Durant l'exercice, *PT Toton Usaha Mandiri* a été reconnue comme société étrangère en Indonésie. De ce fait, la participation dans cette société devait être formalisée. En conséquence, 5% des actions furent vendues à un actionnaire minoritaire local. Cette transaction fut comptabilisée directement dans les réserves consolidées (KUSD -43) et aux intérêts minoritaires (KUSD 96).

** Dans la cadre de la centralisation poursuivie des opérations indonésiennes de *SIPEF*, le 25 juin 2012 la participation dans *PT Kerasaan Indonesia*, *PT Bandar Sumatra Indonesia*, *PT Timbang Deli Indonesia*, *PT Mukomuko Agro Sejahtera* et *PT Melania Indonesia* a été transférée au sein du groupe de *SIPEF/Jabelmalux SA* à *PT Tolan Tiga Indonesia*, qui agit comme société holding indonésienne. Il en est résulté un changement du pourcentage d'intérêt dans les filiales concernées, ce qui a donné lieu à un transfert entre réserves et différences de change d'un côté et intérêts minoritaires d'autre côté.

*** Les « transactions en fonds propres avec des actionnaires minoritaires » sont principalement liées à l'acquisition de 21,9% de *Jabelmalux SA*, grâce à laquelle le groupe détient désormais 99,3% des actions. Par cette offre d'achat, le groupe *SIPEF* a acquis une part supplémentaire correspondante à 2 882 ha dans les plantations de palmiers à huile du projet *UMW* et dans les plantations de caoutchouc et de thé de *PT Melania Indonesia*. Le retrait de la cote à la Bourse de Luxembourg a eu lieu le 24 juin 2011.

en KUSD	Part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total
Achat d'actions Jabelmalux SA	19 945	0	19 945
Capitaux propres acquis Jabelmalux SA	-6 256	6 256	0
	13 689	6 256	19 945
Augmentation de capital création groupe Musi Rawas		- 414	- 414
	13 689	5 842	19 531



Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

1. Identification

SIPEF (ou la “société”) est une société anonyme de droit belge et son siège social est situé à 2900 Schoten, Calesbergdreef 5.

Les états financiers consolidés clôturés au 31 décembre 2012 comprennent *SIPEF* et ses filiales (l'ensemble étant désigné par la suite sous la dénomination ‘groupe *SIPEF*’ ou ‘le groupe’). Les chiffres comparatifs portent sur les exercices 2011 et 2010.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par les administrateurs lors du conseil d'administration du 19 février 2013 et seront approuvés par les actionnaires à l'assemblée générale du 12 juin 2013. La liste des administrateurs et du commissaire ainsi qu'une description des activités principales du groupe, sont présentées dans la section non financière de ce rapport annuel.

2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) comme acceptées dans l'Union Européenne.

En 2012 l'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers du groupe *SIPEF*.

Le groupe a choisi de ne pas appliquer de façon anticipée les normes et interprétations nouvelles suivantes émises avant la date d'autorisation de publication de ces états financiers mais non encore entrées en vigueur à la date de clôture:

- IFRS 9 Instruments financiers et les amendements liés (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2015)
- IFRS 10 Etats financiers consolidés (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 11 Partenariats (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)

- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- IAS 27 Etats financiers individuels (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Améliorations aux IFRS (2009-2011) (normalement applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IFRS 1 Première adoption des IFRS – Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IFRS 1 Première adoption des IFRS – Emprunts publics (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir – Compensation d'actifs et de passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 Etats financiers consolidés, Partenariats et informations à fournir – Dispositions transitoires (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 Etats financiers consolidés et informations à fournir – Sociétés d'investissement (normalement applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers – Présentation des autres éléments du résultat global (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012)
- Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat – Impôt différé: Recouvrement des actifs sous-jacents (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)
- Amendements à IAS 19 Avantages du personnel (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)



- Amendements à IAS 32 Instruments financiers : présentation – Compensation d’actifs et de passifs financiers (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2014)
- IFRIC 20 Frais de découverte engagés pendant la phase d’exploitation d’une mine à ciel ouvert (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013)

A ce moment le groupe n’estime pas que l’application de ces normes et interprétations aurait un effet matériel au résultat net du groupe. L’application d’IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28 aura un effet important sur la présentation du bilan et du compte de résultats consolidé.

L’application d’IFRS 12 et IFRS 13 aura une influence sur les notes aux états financiers consolidés.

3. Méthodes comptables

Base d’établissement des états financiers

Depuis 2007 les états financiers consolidés sont présentés en US dollar (jusqu’en 2006 ils l’étaient en euro), arrondis au millier le plus proche (KUSD). Ce changement est une conséquence de l’application d’une politique différente en matière de gestion des liquidités et des dettes depuis la fin 2006 par laquelle la monnaie fonctionnelle de la plupart des filiales a été convertie de la devise locale en US dollar.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l’exception des éléments suivants de l’actif et du passif qui sont comptabilisés à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, investissements disponibles à la vente et actifs biologiques.

Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du groupe et sont comparables à celles appliquées l’année précédente.

Regroupements d’entreprises

Les regroupements d’entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l’acquisition. Le coût d’une acquisition est mesuré comme étant le total des justes valeurs, à la date de l’acqui-

sition, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés. Les coûts directement attribuables à l’acquisition sont comptabilisés en résultat. La contrepartie transférée pour acquérir une entreprise, y compris les contreparties éventuelles, est comptabilisée à la juste valeur à la date d’acquisition. Les variations ultérieures à la contrepartie éventuelle à la suite d’événements après la date d’acquisition sont comptabilisées en résultat. L’option du “full goodwill”, qui peut être choisie au cas par cas, permet d’évaluer les participations ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l’actif net identifiable comptabilisé de l’entreprise acquise.

Acquisition en étapes

Des variations dans la quote-part du groupe dans une filiale sans perte de contrôle sont comptabilisées en tant que transactions portant sur des capitaux propres. Les valeurs comptables des quotes-parts du groupe et des intérêts non contrôlant sont ajustées afin de refléter les changements de leurs quotes-parts relatives dans la filiale. Toute différence entre le montant de l’ajustement appliqué aux intérêts non contrôlant et la juste valeur de la contrepartie payée ou reçue doit être comptabilisée directement et attribuée aux propriétaires de la société mère.

Dans un regroupement d’entreprises réalisé par étapes, le groupe doit réévaluer la participation qu’il détenait précédemment dans l’entreprise acquise à la juste valeur à la date d’acquisition (c.-à-d. la date à laquelle le groupe a obtenu le contrôle) et comptabiliser l’éventuel profit ou perte en résultat net. Les montants découlant des participations dans l’entreprise acquise avant la date d’acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net si un tel traitement est approprié en cas de sortie de la participation.

Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles d’une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états fi-



Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

nanciers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'à la fin de la période de contrôle (ou une date approximative).

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le groupe a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'au jour de la cessation effective (ou une date approximative). Lorsque le total des pertes du groupe dépasse la valeur de la participation, cette valeur est réduite à néant et la prise en compte des pertes à venir s'interrompt, sauf dans la mesure où le groupe a contracté des obligations par rapport à ces entreprises.

Co-entreprises

Les co-entreprises ou joint ventures sont des entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint établi selon un accord contractuel. Les états financiers consolidés incluent la partie proportionnelle des actifs, passifs, produits et charges de l'entreprise qui revient au groupe depuis la date (ou une date proche) à laquelle le contrôle conjoint commence jusqu'au moment où il cesse.

Lorsque la part d'intérêt dans une co-entreprise est augmentée sans perte de contrôle conjoint, la société comptabilise un goodwill comme la différence entre la considération payée pour la part d'intérêt additionnelle et la valeur comptable des actifs nets de la co-entreprise.

Elimination de transactions aux fins de consolidation

Les soldes, les transactions et les profits non réalisés intra-groupe sont éliminés. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entreprises associées sont éliminées à hauteur de la participation du groupe dans ces entreprises sur l'investissement de la société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas d'indice de perte de valeur.

Conversion des devises

Transactions impliquant des devises étrangères

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du groupe sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultats annuel sous la rubrique résultat financier. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de transaction.

Etats financiers des établissements étrangers

Monnaie fonctionnelle: les états financiers de chaque entité du groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la monnaie fonctionnelle). A partir de 2007, les états financiers consolidés sont présentés en USD, la devise fonctionnelle de la plupart des sociétés du groupe.

Pour les besoins de la consolidation du groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- Les actifs et passifs au cours de clôture;
- Les produits et les charges au cours moyen de l'année;
- Les éléments des capitaux propres au cours de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, co-entreprises et entreprises associées à l'étranger au cours de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Écarts de conversion". Quand une filiale étrangère est vendue, de telles différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultats en tant que partie du gain ou de la perte réalisé(e) sur la vente.

Le goodwill et l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité étrangère concernée et sont convertis au cours de clôture.



Actifs biologiques

En conformité avec IFRS les activités agricoles sont comptabilisées suivant le principe de la juste valeur (IAS 41). A partir de 2006, le groupe *SIPEF* comptabilise les actifs biologiques à la valeur confirmée par des rapports d'évaluation internes (auparavant sur base de modèles externes). Ces évaluations sont principalement basées sur un modèle de l'actualisation des flux de trésorerie futurs (DCF).

Les variables principales de ces modèles concernent:

Variable	Commentaire
Monnaie d'évaluation	USD
Volumes produits:	Estimés sur base des données historiques par rapport au rendement/ha des superficies concernées ou similaires.
Prix de vente:	Estimé sur base de la moyenne historique du prix du marché mondial sur 20 ans. Huile de palme : 598 USD/tonne CIF Rotterdam Caoutchouc : 1 700 USD/tonne FOB Singapore
Prix de revient:	Estimé sur base d'un prix de revient actuel ('adjusted current year cost price').
Coûts de plantation:	Les coûts estimés pour le développement des superficies immatures seront déduits.
Investissements	Les coûts estimés pour les investissements de remplacement futurs nécessaires (véhicules, maisons, infrastructure...) seront également déduits.
Taux d'actualisation	Selon la localité des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie futurs sont actualisés selon les taux d'actualisation suivants: Palmiers à huile: 15% Caoutchouc: 15% - 16% Thé: 16%

Les actifs biologiques ou le produit agricole sont comptabilisés par le groupe *SIPEF* uniquement dans la mesure où le groupe *SIPEF* contrôle l'actif du fait d'événements passés, qu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au groupe *SIPEF* et que la juste valeur ou le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Le profit ou la perte résultant de la variation de la juste valeur diminuée des coûts estimés d'un actif biologique au point de vente est inclus dans le résultat net de la période pendant laquelle il se produit.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'un regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis lors du regroupement d'entreprises. Le goodwill n'est pas amorti, mais soumis au moins annuellement à un test de dépréciation. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux sociétés opérationnelles, ce qui correspond au niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne (i.e. unité génératrice de trésorerie). Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement en résultat et ne sont pas reprises ultérieurement.

Le goodwill est négatif si, au moment de l'acquisition, la part du groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquise dépasse le coût de l'acquisition. Le goodwill négatif est comptabilisé immédiatement en compte de résultats.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, des licences et des concessions. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité attendue en utilisant la méthode linéaire.

Pour les concessions la durée d'utilité attendue se réfère à la période couverte par ces droits.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, y compris les immeubles de placement, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs éven-

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

tuelles. Les coûts d'emprunts attribuables à la construction ou la production d'un actif éligible sont comptabilisés dans le coût de cet actif. Les dépenses pour les réparations d'immobilisations corporelles sont directement comptabilisées dans le compte de résultats. Le cas échéant, les immobilisations corporelles détenues en vue de la vente sont comptabilisées au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les amortissements sont calculés en utilisant la méthode linéaire sur base de la durée d'utilité attendue des actifs concernés:

Immeubles	5 à 30 ans
Infrastructure	5 à 25 ans
Installations et machines	5 à 30 ans
Matériel roulant	3 à 20 ans
Matériel de bureau et mobilier	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	2 à 20 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles, actifs financiers et les autres actifs non-courants sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou un changement de circonstance indique que la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence du montant pour lequel la valeur comptable excède sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau du plus petit regroupement d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes. Lorsque, en raison d'un recouvrement de la juste valeur ou de la valeur d'utilité, la perte de valeur n'est plus justifiée au cours des périodes ultérieures, la perte de valeur est reprise.

Instruments financiers

1. Instruments financiers dérivés

Le groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour la gestion des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Le groupe n'a pas recours à des transactions de couverture spécifiques selon l'IAS 39 – «*Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*» (hedge accounting).

Les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés directement dans le compte de résultats de la période en cours.

2. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur coût de revient déprécié.

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale, diminuée des dépréciations de valeur appropriées pour les créances douteuses. Les créances et les dettes libellées dans une monnaie autre que la devise de la filiale sont converties en utilisant le cours de change du groupe déterminé à la date de clôture.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évaluées à leur valeur nominale et comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue qui ont une échéance originale inférieure ou égale à trois mois. Les découverts sont comptabilisés en dettes.

4. Emprunts productifs d'intérêts

Les emprunts productifs d'intérêts sont comptabilisés à leur coût de revient déprécié.

Les emprunts sont initialement comptabilisés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Les différences éventuelles entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement sont portées au compte de résultats selon la méthode intérêts effective.

5. Actifs financiers disponibles à la vente

Des actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur. Les gains et pertes à la suite de variations de juste valeur sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.



Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut être déterminé de façon fiable, l'actif financier sera évalué au coût amorti.

Dans le cas où un déclin de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente est comptabilisé en autres éléments du résultat global et une indication objective de dépréciation existe, les pertes cumulées comptabilisées auparavant en capitaux propres sont repris en résultat.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

Concernant le stock de produits finis contenant des actifs biologiques, la juste valeur de ces actifs biologiques est augmentée par le coût de production.

Les stocks font l'objet de dépréciations qui sont évaluées au cas par cas lorsque la valeur nette de réalisation descend en dessous de la valeur comptable des stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsque les circonstances qui justifiaient la dépréciation des stocks cessent d'exister, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise.

Capitaux propres

Les dividendes de la société mère relatifs aux actions ordinaires en circulation sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

Les coûts engagés pour l'émission d'instruments de capitaux propres sont repris en diminution des capitaux propres.

Intérêts non contrôlant

Les intérêts non contrôlant représentent la quote-part attribuable aux actionnaires minoritaires dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes réalisés ultérieurement.

Dans le compte de résultats, les intérêts non contrôlant dans le bénéfice ou la perte de la société sont présentés séparément de la part du groupe dans le résultat consolidé.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il soit probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation ainsi que le montant de l'obligation puisse être estimé de manière fiable.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Les sociétés du groupe ont plusieurs plans de pension conformément aux conditions et pratiques en vigueur dans les pays dans lesquels elles conduisent leurs opérations.

Les régimes à prestations définies ne sont généralement pas financés par des contributions. Une provision est établie afin de couvrir la totalité de l'obligation sur base de la méthode des unités de crédit projetés 'Projected Unit Credit Method' ce qui représente la valeur actuelle des obligations de paiements futurs. Les gains et pertes actuariels sont totalement et immédiatement repris dans les coûts pour les pensions.

Le groupe paie également des cotisations définies dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les charges opérationnelles.

Chiffre d'affaires

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue pour les ventes de biens et prestations de services, nette des taxes sur la valeur ajoutée, des remises et après avoir éliminé les ventes internes au groupe. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens est comptabilisé lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. Le chiffre d'affaires provenant des prestations de services est comptabilisé en fonction du degré d'avancement déterminé sur base des services rendus à la date considérée et exprimé en pourcentage du total des services à exécuter. Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé en tenant compte du rendement effectif de l'actif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Coût des ventes

Les approvisionnements sont comptabilisés nets des es-comptes, des autres remises obtenues des fournisseurs et des autres compensations. Le coût des ventes comporte tous les coûts associés à la récolte, à la transformation et au transport.

Charges commerciales, générales et administratives

Les charges commerciales, générales et administratives comprennent les charges des départements marketing et financier ainsi que des charges générales de gestion.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts exigibles et différés. Ils sont inscrits au compte de résultats sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts exigibles désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Des actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale et sont ultérieurement ajustés pour toute modification dans le taux d'impôt attendu à laquelle la différence s'inversera.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où leur réalisation, dans un avenir prévisible, est probable.

Les domaines principaux pour lesquels des estimations ont été utilisées, sont:

- Obligations liées aux pensions (note 20)
- Actifs d'impôts différés (note 26)
- Provisions pour litiges
- Juste valeur des actifs biologiques (note 9)
- Dépréciation d'actifs

4. Utilisation d'estimations comptables

L'établissement des états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS a amené le groupe à avoir recours à des estimations et à faire des hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants des actifs et passifs présentés ainsi que sur les montants présentés en charges et produits de la période. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.



5. Sociétés consolidées / périmètre de consolidation

La société mère du groupe, *SIPEF*, Schoten/Belgique, est la société mère des entreprises suivantes:

	Siège	% de contrôle	% d'intérêt
Sociétés consolidées (consolidation intégrale)			
PT Tolan Tiga Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Eastern Sumatra Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Kerasaan Indonesia	Medan / Indonésie	57,00	54,15
PT Bandar Sumatra Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Timbang Deli Indonesia	Medan / Indonésie	95,00	90,25
PT Melania Indonesia	Jakarta / Indonésie	95,00	90,25
PT Mukomuko Agro Sejahtera	Medan / Indonésie	95,00	85,74
PT Umbul Mas Wisesa	Medan / Indonésie	95,00	94,61
PT Citra Sawit Mandiri	Medan / Indonésie	95,00	94,61
PT Toton Usaha Mandiri	Medan / Indonésie	95,00	94,61
PT Agro Rawas Ulu	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Agro Kati Lama	Medan / Indonésie	95,00	95,00
PT Agro Muara Rupit	Medan / Indonésie	95,00	94,61
Hargy Oil Palms Ltd	Bialla / Papouasie-N-G	100,00	100,00
Galley Reach Holdings Ltd	Port Moresby / Papouasie-N-G	100,00	100,00
Plantations J. Eglin SA	Azagué / Côte d'Ivoire	100,00	100,00
Jabelmalux SA	Luxembourg / G.D. Luxembourg	99,59	99,59
Co-entreprises (consolidation proportionnelle)			
PT Agro Muko	Jakarta / Indonésie	47,29	44,93
Entreprises associées (méthode de la mise en équivalence)			
B.D.M. NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Asco NV	Antwerpen / Belgique	50,00	50,00
Entreprises non consolidées			
SIPEF-CI SA	San Pedro / Côte d'Ivoire	32,01	32,01
Horikiki Development Cy Ltd	Honiara /Solomon Islands	90,80	90,80
Sograkin SA	Kinshasa /Congo	50,00	50,00

Le 25 Juin 2012, la participation dans *PT Kerasaan Indonesia*, *PT Bandar Sumatra Indonesia*, *PT Timbang Deli Indonesia*, *PT Mukomuko Agro Sejahtera* et *PT Melania Indonesia* a été transférée de *SIPEF/SA Jabelmalux* à notre société holding indonésien, *PT Tolan Tiga Indonesia*. La baisse du pourcentage d'intérêt dans les filiales concernées qui en résulte se situe entre 2,85% et 4,75% selon la filiale.

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Durant l'exercice, *PT Toton Usaha Mandiri* a été reconnue comme société étrangère en Indonésie. De ce fait, la participation dans cette société devait être formalisée. En conséquence, 5% des actions furent vendues à un actionnaire minoritaire local.

Suite aux modifications dans l'actionnariat et dans la direction de *SIPEF-CI SA* en juin 2008, la fiabilité des informations financières ne pouvait plus être garantie, et il a donc été décidé que la méthode de mise en équivalence n'était plus appropriée à partir du second semestre 2008.

Malgré la détention de la majorité des droits de vote par le groupe, celui-ci ne contrôle pas les sociétés non consolidées, parce qu'elles sont établies dans des régions inaccessibles (*Horikiki Development Cy Ltd* et *Sograkin SA*).

Les entreprises non consolidées sont considérées comme des actifs financiers disponibles à la vente.

6. Cours de change

Suite à une modification de la méthode de gestion des liquidités et des dettes, la monnaie fonctionnelle à dater du 1 janvier 2007, est désormais l'US dollar pour la plupart des filiales.

Les filiales suivantes ont néanmoins une autre monnaie fonctionnelle:

Plantations J. Eglin SA	EUR
B.D.M. NV	EUR
Asco NV	EUR

Les cours mentionnés ci-après ont été utilisés pour convertir les bilans et les résultats de ces entités en US dollar (monnaie utilisée par le groupe dans son rapport annuel).

	Cours de clôture			Cours moyen		
	2012	2011	2010	2012	2011	2010
EUR	0,7574	0,7715	0,7468	0,7738	0,7145	0,7567

7. Information sectorielle

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire le secteur d'activité - produits palmier, caoutchouc, thé, bananes et plantes et assurances - ce qui représente la structure d'organisation du groupe.

Le second sert à la présentation des zones géographiques dans lesquelles le groupe opère. La marge brute par zone géographique correspond aux revenus moins les coûts des ventes par origine des produits vendus.

Le résultat sectoriel correspond aux produits et charges résultant des activités opérationnelles d'un secteur qui sont directement attribuables à ce secteur, et la partie pertinente des résultats pouvant raisonnablement être affectée à un secteur.



Les résultats des entreprises associées comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence sont immédiatement détaillés selon leur origine (assurances/Europe) dans le compte de résultats.

Bénéfice brut par type de produit

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Bénéfice brut avant IAS 41	IAS 41	Bénéfice brut IFRS	% du total
2012 - KUSD						
Palmier	257 402	-168 654	88 748	2 995	91 743	79,14
Caoutchouc	41 145	-27 505	13 640	819	14 459	12,47
Thé	9 517	-7 190	2 327	27	2 354	2,03
Bananes et plantes	20 859	-16 908	3 951	- 162	3 789	3,27
Corporate	3 491		3 491		3 491	3,01
Autres	108	- 10	98		98	0,08
Total	332 522	-220 267	112 255	3 679	115 934	100,00
2011 - KUSD						
Palmier	287 175	-178 875	108 300	3 637	111 937	79,43
Caoutchouc	48 362	-25 828	22 534	460	22 994	16,31
Thé	7 769	-5 806	1 963	28	1 991	1,41
Bananes et plantes	22 067	-20 314	1 753	7	1 760	1,25
Corporate	2 200		2 200		2 200	1,56
Autres	88	- 30	58		58	0,04
Total	367 661	-230 853	136 808	4 132	140 940	100,00

Le segment «corporate» comprend les honoraires de gestion perçus auprès des entités extérieures du groupe.

Les actifs biologiques ne sont plus amortis sous IFRS (IAS 41).



Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Bénéfice brut par secteur géographique

	Chiffre d'affaires	Coût des ventes	Autres	Bénéfice brut avant IAS 41	IAS 41	Bénéfice brut IFRS	% du total
2012 - KUSD							
Indonésie	184 162	-112 113	544	72 593	1 874	74 467	64,23
PNG	123 936	-91 236		32 699	1 967	34 666	29,90
Côte d'Ivoire	20 853	-16 904		3 949	- 162	3 787	3,27
Europe			2 913	2 913		2 913	2,51
Autres	115	- 13		101		101	0,09
Total	329 065	-220 267	3 457	112 255	3 679	115 934	100,00
2011 - KUSD							
Indonésie	187 251	-98 869	652	89 034	1 783	90 817	64,44
PNG	156 055	-111 640		44 415	2 342	46 757	33,17
Côte d'Ivoire	22 047	-20 302		1 745	7	1 752	1,24
Europe			1 548	1 548		1 548	1,10
Autres	108	- 42		66		66	0,05
Total	365 461	-230 853	2 200	136 808	4 132	140 940	100,00

Chiffre d'affaires par siège des débiteurs

En KUSD	2012	2011
Singapour	79 950	97 421
Suisse	70 904	37 724
Royaume-Uni	57 171	61 891
Indonésie	47 875	41 649
Pays-Bas	36 415	51 176
États-Unis	9 794	12 672
Belgique	6 938	7 607
Autres	6 603	4 374
Pakistan	5 942	4 471
France	3 821	5 451
Allemagne	3 098	41 085
Côte d'Ivoire	2 749	1 352
Espagne	1 262	788
Total	332 522	367 661



Information sectorielle par type de produit

De plus amples informations concernant la juste valeur et la variation des actifs biologiques se trouvent dans la note sur ces actifs. Les actifs et les passifs sectoriels sont les actifs et passifs qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Etant donné que la partie des passifs à affecter est négligable, les passifs n'ont pas été affectés (les passifs concernent essentiellement la maison mère). La rubrique «non affectées» contient essentiellement des placements de trésorerie et de la trésorerie pour KUSD 12 179 de la *SIPEF*.

En KUSD	2012						Total
	Palmier	Caoutchouc	Thé	Bananes & Plantes	Assurance	Non affectées	
Immobilisations incorporelles	27 638	39	8	52		242	27 979
Goodwill	4 258	261					4 519
Actifs biologiques	278 100	18 278	3 594	2 323			302 295
Immobilisations corporelles	149 346	8 243	2 741	4 357		643	165 330
Immeubles de placement						3	3
Participations dans des entreprises associées					10 289		10 289
Autres créances							0
Stocks	38 270	3 420	1 648	1 288			44 626
Créances commerciales	23 862	1 973	440	1 990		10	28 275
Non affectées						48 526	48 526
Total des actifs	521 474	32 214	8 431	10 010	10 289	49 424	631 842
% du total des actifs	82,54%	5,10%	1,33%	1,58%	1,63%	7,82%	100,00%
Total des passifs							631 842
Investissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	6 080			45		3	6 128
Actifs biologiques	23 108	2 962	74	103			26 247
Immobilisations corporelles	61 295	3 090	417	922		1 224	66 948
Total des investissements	90 483	6 052	491	1 070	0	1 227	99 323
Amortissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	89	4	1			169	263
Immobilisations corporelles	13 180	935	408	1 014		206	15 743
Total des amortissements	13 269	939	409	1 014	0	375	16 006

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

En KUSD	2011*						Total
	Palmier	Caoutchouc	Thé	Bananes & Plantes	Assurance	Non affectées	
Immobilisations incorporelles	20 581	45	8	13		409	21 056
Goodwill	4 258	261					4 519
Actifs biologiques	243 410	19 791	3 200	2 015			268 416
Immobilisations corporelles	100 701	7 897	3 336	4 399		611	116 944
Immeubles de placement						3	3
Participations dans des entreprises associées					9 476		9 476
Autres créances	106						106
Stocks	30 338	5 122	1 857	1 015			38 332
Créances commerciales	33 684	2 009	813	936		31	37 473
Non affectées						70 966	70 966
Total des actifs	433 078	35 125	9 214	8 378	9 476	72 020	567 291
% du total des actifs	76,34%	6,19%	1,62%	1,48%	1,67%	12,70%	100,00%
Total des passifs							567 291
Investissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	5 640	1		11		113	5 765
Actifs biologiques	14 984	2 344	81	248			17 657
Immobilisations corporelles	39 995	2 118	849	1 341		306	44 609
Total des investissements	60 619	4 463	930	1 600	0	419	68 031
Amortissements sectoriels:							
Immobilisations incorporelles	63	4	1	1		257	326
Immobilisations corporelles	8 927	1 258	321	931		199	11 636
Total des amortissements	8 990	1 262	322	932	0	456	11 962

* Les données diffèrent de ce qui a été publié en 2011. Les immobilisations corporelles, le goodwill et le montant total des stocks sont répartis sur les différents produits, ce qui n'était pas le cas dans le rapport annuel de 2011.



Information sectorielle par secteur géographique

En KUSD	2012					
	Indonésie	PNG	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	Total
Immobilisations incorporelles	27 685		52	242		27 979
Goodwill	4 519					4 519
Actifs biologiques	240 353	59 618	2 324			302 295
Immobilisations corporelles	60 522	100 155	4 357	296		165 330
Immeubles de placement				3		3
Participations dans des entreprises associées				10 289		10 289
Autres actifs	46 149	36 195	1 674	37 409		121 427
Total des actifs	379 228	195 968	8 407	48 239	0	631 842
% du total des actifs	60,02%	31,02%	1,33%	7,63%	0,00%	100,00%
Investissements sectoriels:						
Immobilisations incorporelles	6 080		45	3		6 128
Actifs biologiques	10 755	15 389	103			26 247
Immobilisations corporelles	26 149	39 784	922	93		66 948
Total des investissements	42 984	55 173	1 070	96	0	99 323
Amortissements sectoriels:						
Immobilisations incorporelles	94			169		263
Immobilisations corporelles	4 606	10 052	1 014	71		15 743
Total des amortissements	4 700	10 052	1 014	240	0	16 006

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

En KUSD	2011*					
	Indonésie	PNG	Côte d'Ivoire	Europe	Autres	Total
Immobilisations incorporelles	20 635		13	408		21 056
Goodwill	4 519					4 519
Actifs biologiques	201 649	64 752	2 015			268 416
Immobilisations corporelles	41 359	70 913	4 398	274		116 944
Immeubles de placement				3		3
Participations dans des entreprises associées				9 476		9 476
Autres actifs	52 953	28 513	1 342	64 069		146 877
Total des actifs	321 115	164 178	7 768	74 230	0	567 291
% du total des actifs	56,60%	28,94%	1,37%	13,09%	0,00%	100,00%
Investissements sectoriels:						
Immobilisations incorporelles	5 641		11	113		5 765
Actifs biologiques	8 857	8 552	248			17 657
Immobilisations corporelles	13 557	29 580	1 341	131		44 609
Total des investissements	28 055	38 132	1 600	244	0	68 031
Amortissements sectoriels:						
Immobilisations incorporelles	68		1	257		326
Immobilisations corporelles	4 256	6 384	931	65		11 636
Total des amortissements	4 324	6 384	932	322	0	11 962

* Les chiffres diffèrent de ce qui a été publié en 2011. Les immobilisations corporelles et le goodwill sont repris séparément.



8. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

En KUSD	2012		2011	
	Goodwill	Immobilisations incorporelles	Goodwill	Immobilisations incorporelles
Valeur comptable brute au 1 janvier	4 519	22 562	4 519	16 913
Acquisitions		6 127		5 765
Ventes et reprises				- 114
Transferts		1 057		
Écarts de conversion		2		- 2
Valeur comptable brute au 31 décembre	4 519	29 748	4 519	22 562
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier		-1 506		-1 181
Amortissements		- 263		- 326
Écarts de conversion				1
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre		-1 769		-1 506
Valeur comptable nette au 1 janvier	4 519	21 056	4 519	15 732
Valeur comptable nette au 31 décembre	4 519	27 979	4 519	21 056

Les acquisitions des immobilisations incorporelles concernent principalement les paiements supplémentaires pour l'obtention des droits fonciers de *PT Umbul Mas Wisesa*, *PT Citra Sawit Mandiri*, *PT Agro Rawas Ulu*, *PT Agro Kati Lama*, *PT Mukomuko Agro Sejahtera* et *Plantations J. Eglin SA*.

Conformément aux méthodes comptables, le goodwill fut soumis à un test de dépréciation. En 2012 cela n'a pas eu d'impact. Les hypothèses utilisées pour ces tests sont conformes aux hypothèses des valorisations IAS 41. Une augmentation ou une diminution significative (10% du prix de vente et 1% du taux d'actualisation) de ces hypothèses n'entraîne pas une réduction de valeur.

9. Actifs biologiques

Les évaluations, comme présentées par les modèles d'évaluation internes, tiennent compte d'une gestion à long terme des plantations. Le conseil d'administration réitère son point de vue que les marchés des produits de base sont par nature cyclique et que les perspectives à long terme sont extrêmement imprévisibles. Le conseil d'administration estime que l'analyse de sensibilité à l'égard du prix de vente et des taux d'actualisation pratiqués, comme inclus dans ces explications, permet à tout investisseur d'évaluer l'impact financier de la différence entre les variables utilisées dans l'évaluation IAS 41 inclus dans les comptes consolidés et ses propres hypothèses.

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Le fait que l'estimation de la juste valeur puisse ne pas être tout à fait exacte reste une préoccupation du conseil d'administration (surtout dans un environnement où les prix de vente et les prix de revient sont soumis à des fluctuations très importantes). En outre, en ce qui concerne les actifs biologiques du groupe, il peut y avoir de petits changements dans les hypothèses qui induisent un effet disproportionné sur les résultats. Une préoccupation supplémentaire, comme cela a été démontré par comparaison internationale, est qu'il n'y a actuellement dans le secteur des plantations pas d'approche unique liée à la définition des principales variables (comme les prix de ventes et / ou les taux d'actualisation) dans l'établissement des modèles d'évaluation du 'discounted cash flow' qui conduisent aux valorisations IAS 41.

Suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques, principalement due à la volatilité des prix de marché de la production agricole et l'absence de marché liquide, la valeur comptable de ces actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation. Les actifs biologiques du groupe *SIPEF* se trouvent principalement sur des terrains pour lesquels une concession à long terme a été acquise pour l'exploitation. Lors de la détermination de la juste valeur des actifs biologiques, nous estimons que ces concessions peuvent être et seront effectivement renouvelées contre une rétribution normale. Ainsi, les productions futures qui sont prises en compte pour la détermination de la juste valeur, tiennent compte de la durée de vie de l'actif et non de l'expiration des concessions.

Ci-dessous vous trouverez une liste des droits de propriété sur lesquels les plantations du groupe *SIPEF* sont établies:

	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
PT Tolan Tiga Indonesia	6 042	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Tolan Tiga Indonesia	2 437	Concession	2024	Palmiers à huile
PT Eastern Sumatra Indonesia	3 178	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Kerasaan Indonesia	2 362	Concession	2023	Palmiers à huile
PT Bandar Sumatra Indonesia	1 412	Concession	2024	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Timbang Deli Indonesia	991	Concession	2023	Caoutchouc
PT Melania Indonesia	5 140	Concession	2023	Caoutchouc, thé et palmiers à huile
PT Toton Usaha Mandiri	1 200	Concession	2046	Palmiers à huile
PT Agro Muko	2 270	Concession	2019	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2 500	Concession	2020	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	315	Concession	2031	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	1 410	Concession	2028	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2 903	Concession	2022	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	7 730	Concession	2019	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2 171	Concession	2022	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	1 515	Concession	2020	Caoutchouc et palmiers à huile
PT Agro Muko	2 100	Concession	2022	Caoutchouc et palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	3 972	Concession	2074	Palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	6 460	Concession	2082	Palmiers à huile
Hargy Oil Palms Ltd	2 900	Concession	2101	Palmiers à huile
Galley Reach Holdings Ltd	16 429	Concession	2080	Caoutchouc
Plantations J. Eglin SA	1 442	Propriété	na	Bananes et ananas fleurs
Plantations J. Eglin SA	322	Concession provisoire	na	Bananes et ananas fleurs
	77 201			



	Hectares	Type	Date d'échéance	Récolte
PT Umbul Mas Wisesa	8 726	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Citra Sawit Mandiri	3 975	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Agro Rawas Ulu	7 200	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Agro Kati Lama	8 400	En négociation	-	Palmiers à huile
PT Mukomuko Agro Sejahtera	2 935	En négociation	-	Palmiers à huile

Tableau de mouvement des actifs biologiques

Au niveau du bilan, le mouvement dans les actifs biologiques peut être résumé comme suit:

En KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total
Solde 2011	243 410	19 791	3 200	2 015	268 416
Variation actifs biologiques	34 690	- 1 513	394	265	33 836
	278 100	18 278	3 594	2 280	302 252
Écarts de conversion				43	43
Solde 2012	278 100	18 278	3 594	2 323	302 295

La variation brute des actifs biologiques s'est élevée à KUSD 33 836 et est principalement due à une augmentation des marges appliquées en Indonésie, à l'expansion et à la maturité croissante des nouvelles superficies de nos plantations de palmiers à huile à *UMW* en Indonésie. Face à ces effets positifs, on trouve une diminution des marges futures utilisées en *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Sensitivité variation prix de vente

Les valeurs reprises au bilan sont très sensibles aux changements des prix comparés aux prix de vente moyens utilisé. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 10% du prix de vente futur estimé influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

En KUSD	+ 10%	2012	- 10%
Palmiers à huile	361 303	278 100	194 900
Caoutchouc	24 480	18 278	12 075
Thé	7 956	3 594	- 771
Total	393 739	299 972	206 204
Autres		2 323	
		302 295	

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Le prix de vente des régimes de palmier, dans les modèles qui ont été approuvés par le conseil d'administration, est basé sur le prix moyen du marché mondial de l'huile de palme des 20 dernières années (598 USD/tonne CIF Rotterdam). Le prix moyen de l'huile de palme sur les 10 dernières années s'élevait à 725 USD/tonne. Le prix moyen de l'huile de palme pour l'année 2012 était de 999 USD/tonne. Selon le conseil d'administration, les prix de vente actuels ne sont pas pertinents pour la détermination des marges futures estimées et de ce fait ne sont pas retenus dans les modèles de valuation IAS 41.

Sensitivité variation taux d'actualisation

Les valeurs reprises au bilan sont également très sensibles aux changements du taux d'actualisation utilisé. Des simulations faites pour le palmier à huile, le caoutchouc et le thé montrent qu'une augmentation ou une diminution de 1% du taux d'actualisation influence la valeur actuelle des actifs biologiques de la façon suivante:

En KUSD	+ 1%	2012	- 1%
Palmiers à huile	262 579	278 100	295 135
Caoutchouc	17 663	18 278	18 941
Thé	3 382	3 594	3 827
Total	283 624	299 972	317 903
Autres		2 323	
		302 295	

Impact de IAS 41 sur le compte de résultats

Conformément aux IFRS les actifs biologiques sont évalués à leur juste valeur au lieu du coût amorti (IAS 41). Ceci implique que les montants dépensés pour la replantation des superficies existantes ou la plantation de nouvelles superficies sont repris immédiatement dans les charges de l'année où ils apparaissent, bien que ces investissements ont une durée de vie d'au moins 20 ans. De plus il n'y a plus d'amortissements sur ces actifs biologiques, mais bien une correction annuelle vers la juste valeur. La direction estime que la capitalisation de ces investissements et amortissements sur la durée de vie économique donnent une meilleure image des résultats récurrents du groupe. Pour cette raison, l'impact de IAS 41 est présenté séparément.

En KUSD	Palmiers à huile	Caoutchouc	Thé	Autres	Total 2012	Total 2011
Amortissements	2 995	819	27	- 162	3 679	4 132
Variation actifs biologiques	34 690	-1 513	394	265	33 836	28 611
Coûts de plantation	-23 108	-2 962	- 74	- 103	-26 247	-17 655
Transferts	- 773	- 154	- 1		- 928	
Reprises	23	190			213	150
Résultat opérationnel	13 827	-3 620	346	0	10 553	15 238
Impact impôts					-1 710	-3 951
Impact net					8 843	11 287



Impact de IAS 41 sur le tableau des flux de trésorerie

En KUSD	2012	2011
Variation actifs biologiques	-33 836	-28 611
Coûts de plantation (inclus dans investissements)	26 247	17 655
Transferts	928	
Mise hors d'usage (inclus dans ventes)	- 213	- 150
	-6 874	-11 106

10. Immobilisations corporelles

En KUSD	2012							2011
	Terrains, immeubles et infrastructure	Installations et machines	Matériel de transport	Matériel de bureaux mobilier et autres	Contrats de location	En cours	Total	Total
Valeur comptable brute au 1 janvier	70 762	67 892	38 695	8 007		13 873	199 229	157 439
Acquisitions	19 509	27 163	13 193	574		6 509	66 948	45 578
Ventes et reprises	- 58	- 824	- 4 541	- 242		- 538	- 6 203	- 1 818
Transferts	- 70	173	301	- 516		- 2 118	- 2 230	- 2 096
Autres							0	728
Écarts de conversion	196	59	45	17		9	326	- 602
Valeur comptable brute au 31 décembre	90 339	94 463	47 693	7 840	0	17 735	258 070	199 229
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	- 20 175	- 38 340	- 19 539	- 4 231			- 82 285	- 73 624
Amortissements	- 2 846	- 4 785	- 7 376	- 736			- 15 743	- 11 636
Ventes et reprises	34	763	4 381	107			5 285	1 410
Transferts	245	0	5	0			250	1 126
Écarts de conversion	- 155	- 50	- 33	- 9			- 247	439
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	- 22 897	- 42 412	- 22 562	- 4 869	0	0	- 92 740	- 82 285
Valeur comptable nette au 1 janvier	50 587	29 552	19 156	3 776	0	13 873	116 944	83 815
Valeur comptable nette au 31 décembre	67 442	52 051	25 131	2 971	0	17 735	165 330	116 944

Les contrats de location-financement en cours ont été supprimés en 2010 dans le cadre d'une poursuite de la restructuration du financement au sein du groupe.



Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

11. Immeubles de placement

En KUSD	2012	2011
Valeur comptable brute au 1 janvier	43	46
Acquisitions		
Ventes et reprises		- 3
Valeur comptable brute au 31 décembre	43	43
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 1 janvier	- 40	- 43
Amortissements		
Ventes et reprises		3
Amortissements et réductions de valeur cumulés au 31 décembre	- 40	- 40
Valeur comptable nette au 1 janvier	3	3
Valeur comptable nette au 31 décembre	3	3

12. Participations dans des entreprises associées

En KUSD	2012	2011
Valeur comptable brute au 1 janvier	9 476	9 589
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	623	210
Écarts de conversion	190	- 323
Valeur comptable brute au 31 décembre	10 289	9 476
Valeur comptable nette au 1 janvier	9 476	9 589
Valeur comptable nette au 31 décembre	10 289	9 476

Les participations dans des entreprises associées concernent:

En KUSD	Monnaie fonctionnelle	% d'intérêt	Capitaux propres part du groupe	Goodwill	Valeur comptable nette
B.D.M. NV	EUR	50,00	3 574		3 574
Asco NV	EUR	50,00	6 715		6 715
Total			10 289	0	10 289



13. Autres actifs financiers

En KUSD	2012				2011
	Autres entreprises		Autres créances	Total	Total
	Participations	Créances			
Valeur comptable brute au 1 janvier	5 720	3 093	4	8 817	8 792
Autres variations	- 207			- 207	30
Écarts de conversion		- 43		- 43	- 5
Valeur comptable brute au 31 décembre	5 513	3 050	4	8 567	8 817
Réductions de valeur cumulées au 1 janvier	- 1 660	- 3 093		- 4 753	- 4 753
Écarts de conversion		43		43	0
Réductions de valeur cumulées au 31 décembre	- 1 660	- 3 050		- 4 710	- 4 753
Valeur comptable nette au 1 janvier	4 060	0	4	4 064	4 039
Valeur comptable nette au 31 décembre	3 853	0	4	3 857	4 064

Les participations dans les autres entités comprennent une participation de 32% dans *SIPEF-CI SA* en Côte d'Ivoire (valeur nette comptable de KUSD 3 801) et KUSD 52 autres participations.

Les réductions concernent la vente de la participation de 9,6% en Gedei NV avec une valeur comptable de KUSD 166 (voir note 35).

La valeur nette comptable de *SIPEF-CI SA* est valorisée au coût moins d'éventuelles dépréciations. La valeur réelle n'est pas appliquée par manque d'informations financières suffisantes en temps utiles.

Au 31 décembre 2012 un test d'évaluation a été effectué sur ces participations sur base des dernières informations disponibles. Ce test n'a pas conduit à une adaptation des valeurs dans les livres.

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

14. Autres créances non courantes

Fin 2011, il restait uniquement une petite créance à long terme dans *Hargy Oil Palms Ltd.*

En KUSD	2012	2011
Autre		106
Total	0	106

15. Stocks

Analyse des stocks

En KUSD	2012	2011
Matières premières et fournitures	20 284	17 671
Produits finis	24 342	20 661
Total	44 626	38 332

L'augmentation des stocks de produit fini est due aux quantités d'huile de palme relativement importantes non encore livrées en fin d'année, principalement en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

L'augmentation des stocks de matières premières et de fournitures est également principalement due à une croissance des niveaux de stocks à *Hargy Oil Palms Ltd* en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

16. Autres créances et autres dettes courants

Les 'autres dettes' (KUSD 11 112) représentent principalement des dettes sociales (rémunérations, provisions pour pécules de vacances et provisions pour bonus) et des factures à recevoir.

Les 'autres créances' (KUSD 11 735) comprennent une réduction de valeur pour un litige TVA potentiel en Indonésie d'un montant de KUSD 5 897.

Les actifs circulants nets, liquidités déduites, s'élèvent à 11,5% du chiffre d'affaires contre 10,5% en 2011, une légère augmentation principalement due à des quantités relativement importantes d'huile non encore livrées en fin d'année.



17. Capitaux propres du groupe

Capital social et primes d'émission

Le capital souscrit de la société au 31 décembre 2012 s'élève à KEUR 34 768 (KUSD 45 819). Il est représenté par 8 951 740 actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

	2012	2011
Nombre d'actions	8 951 740	8 951 740

	2012 En KEUR	2011 En KEUR	2012 En KUSD	2011 En KUSD
Capital	34 768	34 768	45 819	45 819
Primes d'émission	16 285	16 285	21 502	21 502
	51 053	51 053	67 321	67 321

	2012 En KEUR	2011 En KEUR	2012 En KUSD	2011 En KUSD
Actions propres - solde début période	3 366		4 603	
Actions propres rachetées		3 366		4 603
Actions propres - solde fin période	3 366	3 366	4 603	4 603

59 676 actions propres *SIPEF*, soit 0,67% du capital, ont été acquises entre fin septembre et fin novembre 2011 comme placement temporaire de trésorerie et pour couvrir un plan d'options sur actions destiné au management.

Capital autorisé

L'assemblée générale extraordinaire du 8 juin 2011 a à nouveau accordé l'autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital à concurrence de KEUR 34 768 (en une fois ou en plusieurs fois) pour une période de 5 ans à compter de la publication de cette décision.

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Structure de l'actionnariat

La structure de l'actionnariat déclarée est la suivante:

Par accord mutuel	Nombre d'actions	Date de déclaration	Dénominateur	%
Ackermans & van Haaren NV	2 389 312	10/10/12	8 951 740	26,691
Gedel NV	480 435	10/10/12	8 951 740	5,367
Cabra NV	399 095	10/10/12	8 951 740	4,458
Baron Bracht	265 966	10/10/12	8 951 740	2,971
Total Baron Bracht et enfants	1 145 496			12,796
Total des votes agissant de concert	3 534 808			39,487
Fortis Investment Management NV	491 740	01/09/08	8 951 740	5,493
Alcatel Pensioenfond VZW	469 600	01/09/08	8 951 740	5,246

Ecart de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la société.

La divergence avec l'année passée est principalement due à la fluctuation de l'USD vis-à-vis de l'EUR (KUSD +287) et à un transfert aux actionnaires minoritaires suite à un transfert interne de participations sans perte de contrôle (KUSD +133).

	En KUSD
Solde d'ouverture au 1 janvier 2012	-15 332
Variation, consolidation intégrale	230
Variation, méthode de la mise en équivalence	190
Solde de clôture au 31 décembre 2012	-14 912

Dividende

Un dividende de KEUR 15 218 (EUR 1,70 brut par action ordinaire) a été proposé par le conseil d'administration le 19 février 2013. L'assemblée générale des actionnaires de *SIPEF* ne l'ayant pas encore approuvé, ce dividende n'a pas été comptabilisé au passif dans les états financiers au 31 décembre 2012.

Gestion du capital

La structure du capital du groupe est basée sur la stratégie financière déterminée par le conseil d'administration. Cette stratégie se traduit en une politique d'expansion tout en respectant un taux d'endettement très limité. Chaque année, la direction soumet le plan de financement à l'approbation du conseil d'administration.



18. Intérêts non contrôlant

Ceux-ci comprennent principalement les intérêts des actionnaires minoritaires dans les capitaux propres et le résultat net de:

%	2012	2011
PT Tolan Tiga Indonesia	5,00	5,00
PT Eastern Sumatra Indonesia	9,75	9,75
PT Kerasaan Indonesia	45,85	43,00
PT Bandar Sumatra Indonesia	9,75	5,00
PT Timbang Deli Indonesia	9,75	5,00
PT Melania Indonesia	9,75	5,67
PT Mukomuko Agro Sejahtera	14,26	9,75
PT Umbul Mas Wisesa	5,39	5,67
PT Citra Sawit Mandiri	5,39	5,67
PT Toton Usaha Mandiri	5,39	0,71
PT Agro Rawas Ulu	5,00	5,00
PT Agro Kati Lama	5,00	5,00
PT Agro Muara Rupit	5,39	5,67
PT Agro Muko	2,36	2,36
Jabelmalux SA	0,41	0,71

Mouvement des intérêts non contrôlant:

En KUSD	2012	2011
Au terme de l'exercice précédent	25 613	27 240
- Changement du périmètre		415
- Bénéfice de la période attribuable aux intérêts non contrôlant	5 081	6 485
- Dividendes distribués	-1 426	-2 271
- Transactions fonds propres avec des minoritaires	2 580	
- Acquisition supplémentaire Jabelmalux SA		-6 256
Au terme de l'exercice	31 848	25 613

Dans la cadre de la centralisation poursuivie des opérations indonésiennes de *SIPEF*, la participation dans *PT Kerasaan Indonesia*, *PT Bandar Sumatra Indonesia*, *PT Timbang Deli Indonesia*, *PT Mukomuko Agro Sejahtera* et *PT Melania Indonesia* a été transférée au sein du groupe de *SIPEF/SA Jabelmalux* à *PT Tolan Tiga Indonesia*, qui agit comme société holding indonésien. Cela a changé les intérêts minoritaires dans les entreprises concernées. Le résultat fut une augmentation de KUSD 2 484 sur les intérêts minoritaires.

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Le 25 juin 2012, 5% des actions détenues en *PT Toton Usaha Mandiri* ont été vendues à un actionnaire minoritaire local, ce qui résulte en une augmentation de KUSD 96 des actionnaires minoritaires.

19. Provisions

Les provisions concernent principalement un litige TVA potentiel en Indonésie (KUSD 2 433). Il est difficile de déterminer le délai de règlement du litige.

Les provisions comprennent également une provision pour des 'immeubles construits' se trouvant sous garantie auprès de *SIPEF* (KUSD 113).

20. Obligations en matière de pensions

Plans 'but à atteindre'

Les plans de pension sont principalement des régimes à prestations définies en Indonésie. Ces plans de pension, qui prévoient le paiement d'un capital postérieur à l'emploi, ne sont pas financés auprès d'une entité externe.

La réconciliation suivante montre la variation de la provision totale pour pensions entre 2011 et 2012:

En KUSD	2011	Coût de pension	Avantages payés	Différences de changes	Ecart de conversion	Variation périmètre	Autres	2012
Indonésie	10 694	2 737	-1 467	- 700				11 264
Côte d'Ivoire	289	156			9			454
Autres	300	14	- 18					296
	11 283	2 907	-1 485	- 700	9	0	0	12 014

Les variables actuarielles suivantes sont utilisées dans le calcul de la provision pour pensions en Indonésie:

	2012	2011
Taux d'actualisation	6,50%	7,50%
Futures augmentations salariales	4,00%	5,00%
Age de retraite estimé	55 ans ou 30 ans d'ancienneté	



Les obligations en matière de pensions à prestations définies en Indonésie ont évolué de la manière suivante:

En KUSD	2012	2011
Solde d'ouverture	10 694	9 771
Coût de service	856	725
Charge d'intérêt	838	938
Avantages payés	-1 467	-1 108
Profit/perte actuarielle	1 043	438
Différences de changes	- 700	- 83
Autres		13
Solde de clôture	11 264	10 694

Les montants comptabilisés dans le bilan sont les suivants:

En KUSD	2012	2011
Obligations en matières de pensions	11 264	10 694
Dette enregistrée au bilan	11 264	10 694

Les coûts pour les pensions en Indonésie, comptabilisés dans le compte de résultats, peuvent être analysés comme suit:

En KUSD	2012	2011
Coût de service	856	725
Charge d'intérêt	838	938
Profit/perte actuarielle	1 043	438
Coût des pensions	2 737	2 101

Les montants sont classés sous les rubriques 'Coût des ventes' et 'Coûts commerciaux et administratifs' du compte de résultats.

Les ajustements liés à l'expérience qui influencent les obligations se présentent comme suit:

En KUSD	2012	2011	2010
Obligations en matière de pensions	11 264	10 694	9 771
Ajustements liés à l'expérience	1 002	365	185
	8,90%	3,41%	1,89%

Les paiements estimés pour 2013 sont KUSD 711.



Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Régimes à cotisations définies

Les montants versés dans le cadre des régimes à cotisation définies atteignent KUSD 887 (KUSD 723 pour 2011). Les montants versés dans le cadre des plans de pensions belges reçoivent un rendement minimum garanti. Vu que cette garantie est supportée principalement par les compagnies d'assurance, ces plans de pension sont considérés comme des régimes à cotisations définies.

21. Actifs/(passifs) financiers nets

Les actifs/(passifs) financiers nets peuvent être analysés comme suit:

En KUSD	2012	2011
Dettes financières à long terme		
Partie à court terme des dettes financières à long terme		-2 600
Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an	0	-2 600
Dettes à court terme - établissements de crédit	-12 607	- 25
Placements de trésorerie	5 017	15 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 783	34 289
Actifs/(passifs) financiers nets	18 193	47 519

Analyse des actifs/(passifs) financiers nets 2012 par monnaie:

En KUSD	EUR	USD	Autres	Total
Dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an				0
Dettes financières à court terme		-12 607		-12 607
Placements de trésorerie	5 017			5 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 797	21 268	1 718	25 783
Total 2012	7 814	8 661	1 718	18 193
Total 2011	6 661	38 623	2 235	47 519



Les dettes ayant une échéance initiale à plus d'un sont entièrement arrivés à échéance en 2012 (2011 : KUSD 2 600).

En KUSD	2012	2011
Reconciliation de la situation financière nette et le tableau des flux de trésorerie		
Situation financière nette au début de la période	47 519	56 484
Remboursement des emprunts à long terme	2 600	5 200
(Augmentation)/diminution des dettes financières à court terme	-12 582	298
Variation nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-19 345	-14 453
Cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1	- 10
Situation financière nette à la fin de la période	18 193	47 519

22. Actifs / passifs non courants détenus en vue de la vente

Les contacts établis avec des acheteurs potentiels pour le projet palmier à huile *PT Citra Sawit Mandiri* au Nord-Sumatra qui n'est plus compatible avec la stratégie de durabilité du groupe n'ont pas débouché sur une vente début 2011. Il a dès lors été décidé fin 2010 de reprendre temporairement le projet dans les actifs du groupe à une valeur estimée de réalisation.

23. Résultat non récurrent

Les résultats non récurrents se situent dans les «Autres produits/(charges) opérationnel(le)s», et peuvent être détaillés comme suit:

En KUSD	2012			2011		
	Détenteurs des capitaux propres de la société mère	Intérêts non contrôlant	Total	Détenteurs des capitaux propres de la société mère	Intérêts non contrôlant	Total
La vente d'actions Gedei NV	3 346		3 346			0
Provision TVA Indonésie (2010/2011)	-5 050		-5 050			0
Total non récurrent	-1 704	0	-1 704	0	0	0
Impact d'impôts sur le résultat non récurrent	1 263		1 263			0
Résultat non récurrent après impôts	-441	0	-441	0	0	0

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Résultat récurrent net ajusté part du groupe:

En KUSD	2012	2011
Résultat net - part du groupe	68 392	95 088
Ajustement résultat non récurrent	441	
Ajustement IAS 41	-7 581	-10 407
Résultat récurrent net ajusté	61 252	84 681

24. Résultat financier

Les produits financiers concernent les intérêts perçus sur des comptes courants avec des sociétés non consolidées et sur des excédents temporaires de trésorerie. Les charges financières concernent les intérêts sur emprunts à long et à court terme ainsi que les frais de banque et autres coûts financiers.

En KUSD	2012	2011
Produits financiers	844	1 490
Charges financières	- 488	- 677
Différences de change	1 602	2 583
Résultat financier instruments dérivés	1 331	- 837
Résultat financier	3 289	2 559

25. Paiement fondé sur des actions

Année d'attribution	2012	2011
Nombre d'options attribuées	20 000	22 000
Solde	20 000	22 000
Prix d'exercice	59,14	56,99
Période d'exercice	1/1/2016 - 31/12/2022	1/1/2015 - 31/12/2021

Le plan d'options de *SIPEF*, approuvé en novembre 2011, vise à la motivation à long terme des membres du comité de direction et des directeurs généraux des filiales à l'étranger, dont les activités sont essentielles au succès du groupe. Les options donnent droit à l'acquisition du nombre équivalent d'actions *SIPEF*.

Le comité de rémunération est chargé du suivi de ce plan et de la sélection des bénéficiaires. Les options sont offertes gratuitement et ont une durée de 10 ans.



La norme IFRS 2 a été appliquée aux options. La juste valeur au 31 décembre 2012 des options accordées de 2011 et de 2012 s'élève à KUSD 922 et est calculée à l'aide du modèle Black & Scholes, dont les critères principaux sont:

Année d'attribution	2012	2011
Cours de bourse (En EUR)	58,50	58,00
Rendement en dividende	2,50%	2,50%
Durée estimée	5,00	5,00
Volatilité	37,55	38,29
Taux d'intérêt	0,90%	3,59%
Valeur Black & Scholes (En EUR)	15,07	18,37

En 2012 20 000 nouvelles options ont été attribuées aux prix d'exercice de 59,14 euros par action. La juste valeur a été fixée à KUSD 398 et est prise en résultats sur la période 'vesting' de 3 ans (2013-2015).

Afin de couvrir les obligations d'options actuelles *SIPEF* détient un total de 59 676 actions propres en portefeuille.

26. Impôts sur les résultats

L'état de rapprochement entre la charge d'impôt et les taux d'imposition applicables localement est présenté comme suit:

En KUSD	2012	2011
Bénéfice avant impôts	97 477	131 887
Impôts aux taux applicables localement	-24 723	-35 101
Taux d'imposition moyen applicable	25,36%	26,61%
Précompte mobilier sur dividendes		- 301
Différences permanentes	776	-2 552
Impôts différés sur actifs non courants résultant de fluctuations des taux de change	- 680	7 430
Charge d'impôt	-24 627	-30 524
Taux d'imposition effectif moyen	25,26%	23,14%

Les chiffres consolidés du groupe sont présentés en USD. Néanmoins, les filiales doivent s'acquitter des impôts calculés et exprimés en monnaie locale. Par conséquent, la base fiscale des actifs et passifs est exprimée en monnaie locale et des différences temporelles se créent par suite des variations des cours de change.

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Les impôts différés qui en résultent sont enregistrés dans le compte de résultats en conformité de IAS 12.41 et ont un impact important sur le taux d'imposition effectif.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés par entité fiscale ce qui donne les actifs et les passifs d'impôts différés suivants:

En KUSD	2012	2011
Actifs d'impôts différés	35	247
Passifs d'impôts différés	-51 589	-48 505
Impôts différés nets	-51 554	-48 258

Les mouvements dans les impôts différés (actifs - passifs) sont comme suit:

En KUSD	2012	2011
Solde d'ouverture	-48 258	-47 479
Augmentation (= charge)/diminution (= produit) via le compte de résultats	-3 296	- 951
Reclassification d'actifs destinés à la vente		172
Solde de clôture	-51 554	-48 258

Les impôts différés résultent de:

En KUSD	2012	2011
Addition/(utilisation) de pertes fiscales reportées	1 516	1 026
Naissance ou reprise des différences temporelles - Réévaluation IAS 41	217	-3 951
Naissance ou reprise des différences temporelles - actifs non courants	-7 889	2 387
Naissance ou reprise des différences temporelles - provision retraite	142	227
Naissance ou reprise des différences temporelles - évaluation des stocks	701	231
Naissance ou reprise des différences temporelles - autres	2 017	- 871
	-3 296	- 951

L'addition de pertes fiscales reportées concerne principalement les pertes de démarrage des filiales indonésiennes du groupe *UMW* pour lesquelles il est désormais probable que suffisamment de profits fiscaux seront disponibles dans le future pour pouvoir récupérer les pertes reportées.



Le total des actifs d'impôts différés n'est pas comptabilisé intégralement dans le bilan. La répartition suivante peut être faite selon les impôts différés totaux comptabilisés ou non comptabilisés:

En KUSD	2012		
	Total	Non repris	Repris
Actifs biologiques	-42 527		-42 527
Autres actifs non courants	-15 060		-15 060
Stocks	-5 123		-5 123
Provision retraite	2 816		2 816
Pertes fiscales	12 237	6 748	5 489
Autres	2 851		2 851
Total	-44 806	6 748	-51 554

La plupart des actifs d'impôts différés non comptabilisés à la fin de 2012 se trouvent chez la société mère, (KUSD 4 242), et chez *Jabelmalux SA* (KUSD 2 506).

Pour ces entreprises, il existe une incertitude quant à la réalisation de profits taxables suffisants. La raison de cette incertitude est le fait que les revenus les plus importants sont peu ou pas du tout assujettis aux impôts sur les revenus (dividendes et plus-values sur actions).

Les actifs d'impôt différé relatifs aux pertes fiscales totales (comptabilisées et non comptabilisées) ont l'échéance suivante:

En KUSD	2012		
	Total	Non repris	Repris
1 an	0		
2 ans	0		
3 ans	417		417
4 ans	1 509		1 509
5 ans	2 324		2 324
Illimité	7 987	6 748	1 239
Total	12 237	6 748	5 489

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

L'impôt net à payer se rapporte principalement à des impôts dûs en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

En KUSD	2012	2011
Impôts à recevoir	483	936
Impôts à payer	-12 026	-18 884
Impôts à payer nets	-11 543	-17 948

En KUSD	2012	2011
Impôts à payer nets au début de la période	-17 948	-10 152
Variation périmètre	0	- 8
Transfer	6 091	
Impôts à payer	-21 331	-29 573
Impôts payés	21 645	21 785
	-11 543	-17 948

Les impôts payés comme indiqués dans le tableau des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants:

En KUSD	2012	2011
Charge d'impôt	-24 627	-30 524
Impôts différés	3 296	951
Impôts exigibles	-21 331	-29 573
Variation des impôts payés par versement anticipé	453	4 186
Variation des impôts à payer	- 767	3 602
Impôts payés	-21 645	-21 785

27. Quote-part dans le résultat des entreprises associées

Les filiales du secteur des assurances se sont concentrées sur les activités maritimes et les risques industrielles. Après une période de restructuration, durant laquelle la profitabilité a souffert de résultats techniques temporairement inférieurs et un coût exceptionnel, ces filiales peuvent à nouveau contribuer en 2012 à la croissance au groupe. (2012: KUSD 623; 2011: KUSD 210).



28. Variation fonds de roulement

En ligne avec la baisse des résultats d'exploitation avant IAS41, le flux de trésorerie des activités opérationnelles après impôts diminue de KUSD 18 709 à KUSD 85 564 (KUSD 104 273 en 2011).

29. Instruments financiers

Les activités courantes exposent le groupe à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des produits de base, les taux de change, les taux d'intérêt et les risques de crédit et de liquidités. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le groupe recourt dans une mesure limitée à des instruments financiers dérivés.

Evolution du prix des produits de base

Risque structurel

Le groupe *SIPEF* est exposé à des risques structurels liés aux prix des produits de base. Ces risques résultent principalement de l'impact des prix de l'huile de palme et de l'huile de palmiste et, dans une moindre mesure, du caoutchouc. Un changement du prix de l'huile de palme d'USD 10 CIF par tonne a un impact d'environ KUSD 1 250 (sans tenir compte de l'impact sur l'actuelle taxe à l'exportation en Indonésie) sur le résultat après impôts.

Ce risque est considéré comme un risque courant.

Risque transactionnel

Le groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des produits vendus.

Le risque transactionnel est celui de voir fluctuer le prix des matières premières achetées auprès des tiers entre le moment où le prix est fixé avec un client et celui où la transaction est réglée. Ce risque est considéré comme un risque courant.

Risque de change

La plupart des filiales utilisent l'USD comme devise fonctionnelle.

Pour le groupe les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurels, transactionnels et de conversions:

Risque structurel

Les revenus du groupe *SIPEF* étant dans une large mesure exprimés en USD alors que tous les opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Côte d'Ivoire et Europe), tout changement du taux de change entre l'USD et la monnaie locale a un impact significatif sur les résultats de la société. La majeure partie de ce risque structurel est considérée comme un risque courant.

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Risque transactionnel

Le groupe est par ailleurs sujet à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client, un fournisseur ou un établissement financier et celui du règlement de la transaction. A l'exception d'une couverture naturelle, ces risques ne sont pas couverts étant donnée l'échéance limitée de la plupart des dettes et créances.

Les obligations en matière de pensions en Indonésie sont toutefois des dettes à long terme significatives qui sont payables entièrement en IDR. Une dévaluation ou réévaluation de 10% vis-à-vis de l'USD a un impact sur le compte de résultats comme suit:

En KUSD	IDR + 10%	Valeur comptable	IDR - 10%
Obligations en matière de pensions en Indonésie	10 240	11 264	12 516
Impact brut sur le compte de résultats	1 024	0	-1 252

En plus en date du 19 février 2013 le conseil d'administration a proposé le paiement d'un dividende de KEUR 15 218 (EUR 1,70 brut par action ordinaire). Dans le cadre de notre politique de liquidités et de devises, le risque du cours de change pour le paiement de ce dividende a été couvert en 5 tranches par la vente de KUSD 19 941 pour KEUR 15 218 (cours de change moyen de 0,7632).

- KUSD 17 544 (KEUR 13 428) avant la fin de l'année
- KUSD 2 397 (KEUR 1 790) après la fin de l'année

Analyse de sensibilité:

Au sujet de la couverture du dividende avant la fin de l'année, une dévaluation ou réévaluation de 10% de l'EUR vis-à-vis de l'USD au cours de clôture a un impact sur le compte de résultats comme suit:

En KUSD	EUR + 10%	Valeur nette comptable	EUR - 10%
Dividende	19 503	17 730	15 957
Impact brut sur le compte de résultats	-1 773	0	1 773

Risque de conversion

Le groupe *SIPEF* est une entreprise internationale qui possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en USD. Lorsque leurs résultats sont consolidés dans les états financiers du groupe, la conversion s'accompagne d'un risque de variation dans la valeur des devises locales par rapport à l'USD. Le groupe *SIPEF* ne se couvre pas contre ce risque (voir méthodes comptables).



Etant donné qu'à partir du 1 janvier 2007 la devise fonctionnelle de la plupart des activités est similaire à la devise des comptes rendus, ce risque a en grande partie été limité.

Risque d'intérêt

L'exposition du groupe aux changements dans les taux d'intérêt concerne les obligations liées aux passifs financiers du groupe. Fin décembre 2012, les actifs/(passifs) financiers nets du groupe s'élevaient à KUSD 18 194 (2011: KUSD 47 519), dont KUSD 12 607 dettes financières à court terme et KUSD 30 800 nette (2011: KUSD 50 119) trésorerie à court terme. Les emprunts ayant une échéance initiale à plus d'un an sont entièrement arrivés à échéance en 2012 (2011: KUSD 2 600).

Dans le cadre de la gestion globale de ses coûts de financement, le groupe avait décidé de couvrir l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt en contractant des swaps de taux d'intérêts de manière que 100% des emprunts avaient une échéance à l'origine à plus d'un an soient sujets à un taux d'intérêt fixe (voir également note 21 concernant la dette financière nette).

Les moyens financiers disponibles sont placés sous forme de dépôts à court terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Ce risque de crédit peut être scindé en risque de crédit commercial ou financier. En ce qui concerne le risque de crédit commercial, la direction a élaboré une politique de crédit et l'exposition à ce risque de crédit est suivie de manière continue.

En pratique une distinction est faite entre:

En KUSD	2012	2011
- créances émanantes de ventes d'huile de palme, caoutchouc et thé	26 286	36 537
- créances émanantes de ventes de bananes et de plantes	1 990	936
	28 276	37 473

Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

Le risque de crédit de la première catégorie est toutefois limité étant donné que ces ventes sont payées pour la plupart immédiatement contre remise de documents de propriété. En plus il concerne un nombre limité de clients bien connus (par produit environ 90% des ventes sont réalisés par un maximum de 10 clients dont aucun ne représente plus de 30%). Contrairement à la première catégorie, le risque de crédit des créances émanant des ventes de bananes et de plantes est plus grand.

Pour les deux catégories il existe un suivi hebdomadaire des soldes non-payés ainsi qu'une politique de sommation active. Des réductions de valeur sont reprises lorsqu'un encaissement entier ou partiel est devenu improbable. Les éléments qui sont pris en considération lors de cette appréciation sont principalement la durée du retard de paiement et la solvabilité du client.

Les créances résultant des ventes de bananes et de plantes ont la structure d'échéance suivante:

En KUSD	2012	2011
Non expirées	1 759	820
Expirées < 30 jours	156	116
Expirées entre 30 et 60 jours	62	0
Expirées entre 60 et 90 jours	13	0
	1 990	936

Aucune réduction de valeur sur créances n'a été actée en 2011 et 2012.

Risque de liquidités

Une manque matériel et incessant de nos flux de trésorerie endommagerait notre solvabilité et la confiance des investisseurs et pourrait limiter le pouvoir du groupe d'attirer du capital. Le flux de trésorerie opérationnel offre les moyens pour financer les passifs financiers et pour améliorer la valeur pour les actionnaires. Le groupe contrôle les risques de liquidités moyennant des estimations à court et à long terme des flux de trésorerie futurs. Le groupe *SIPEF* garde l'accès vers les marchés financiers moyennant des programmes de dettes à court et à long terme.



Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie (non escomptés) conclus contractuellement émanants de dettes à la date du bilan.

2012 - En KUSD	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	19 268	-19 268	-19 268				
Acomptes reçus	1 479	-1 479	-1 479				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an							
Dettes financières	12 607	-12 635	-12 635				
Instruments financiers dérivés							
Autres passifs courants							
Passifs courants	33 354	-33 382	-33 382	0	0	0	0

2011 - En KUSD	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	Plus de 5 ans
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an							
Dettes commerciales	14 491	-14 491	-14 491				
Acomptes reçus	465	- 465	- 465				
Passifs financiers < 1 an							
Partie à court terme des dettes > 1 an							
Dettes financières	25	- 25	- 25				
Instruments financiers dérivés	1 004	-1 004	-1 004				
Autres passifs courants							
Passifs courants	25 102	-25 148	-25 148	0	0	0	0

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Afin de limiter le risque de crédit financier, *SIPEF* a placé ses activités principales auprès d'un groupe limité de banques d'une haute solvabilité. En 2012, comme pour les années précédentes, il n'y avait aucune transgression dans les conditions d'accords de crédits ni défaut dans les délais de paiement.

Instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière

Les juste valeurs des instruments financiers sont:

En KUSD	2012	2011
Opérations de change à terme	327	- 968
Swaps de taux d'intérêt		- 36
Juste valeur (+ = actif; - = passif)	327	-1 004

En accord avec IFRS 7 les dérivés financiers sont placés au niveau 1,2 ou 3.

- Le niveau 1 concerne les juste valeurs sur base des valeurs de marché quotés.
- Le niveau 2 concerne les juste valeurs sur base de données autres qu'au niveau 1 mais qui sont identifiables pour l'actif de l'obligation.
- Le niveau 3 concerne la juste valeur qui n'est pas basée sur des données identifiables.

La juste valeur du swap de taux d'intérêt a été calculée sur base des tarifs interbancaires de taux d'intérêt au 31 décembre 2011 et a été placé au niveau 2. Au 31 décembre 2012 il n'y avaient pas de swaps de taux d'intérêt.

La juste valeur de la transaction de change à terme sur la base des cours de clôture du 31 décembre 2012 a été également ramené au niveau 2. Le montant notionnel du contrat de change à terme se monte à KUSD 20 968.



Instruments financiers par catégorie

Le tableau ci-dessous représente les instruments financiers par catégorie à fin 2012 et 2011. La valeur comptable mentionnée dans ce résumé est également représentative pour la juste valeur. Les dettes ayant une échéance à l'origine à plus d'un an sont arrivées à échéance en 2012 (2011: KUSD 2 600).

2012 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
(1)				
Actifs financiers				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	3 853	4		3 857
Créances > 1 an				
Autres créances				0
Total actifs financiers non courants	3 853	4	0	3 857
Créances commerciales et autres créances				
Créances commerciales		28 275		28 275
Investissements				
Instruments financiers et placements		5 017		5 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie		25 783		25 783
Instruments financiers dérivés			327	327
Total actifs financiers courants	0	59 075	327	59 402
Total actifs financiers	3 853	59 079	327	63 259

	Instruments dérivés	Autres passifs	Total valeur comptable
(2)			
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an			
Dettes commerciales		19 268	19 268
Acomptes reçus		1 479	1 479
Passifs financiers < 1 an			
Partie à court terme des dettes > 1 an			0
Dettes financières		12 607	12 607
Instruments financiers dérivés			0
Total passifs financiers courants	0	33 354	33 354
Total passifs financiers	0	33 354	33 354

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS 39

(2) contre prix de revient amorti



Notes aux états financiers consolidés

du groupe SIPEF

2011 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Instruments dérivés	Total valeur comptable
(1)				
Actifs financiers				
Autres participations				0
Autres actifs financiers	4 060	4		4 064
Créances > 1 an				
Autres créances		106		106
Total actifs financiers non courants	4 060	110	0	4 170
Créances commerciales et autres créances				
Créances commerciales		37 473		37 473
Investissements				
Instruments financiers et placements		15 855		15 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie		34 289		34 289
Instruments financiers dérivés				0
Total actifs financiers courants	0	87 617	0	87 617
Total actifs financiers	4 060	87 727	0	91 787

	Instruments dérivés	Autres passifs	Total valeur comptable
(2)			
Dettes commerciales et autres dettes < 1 an			
Dettes commerciales		14 491	14 491
Acomptes reçus		465	465
Passifs financiers < 1 an			
Partie à court terme des dettes > 1 an		2 600	2 600
Dettes financières		25	25
Instruments financiers dérivés	1 004		1 004
Total passifs financiers courants	1 004	17 581	18 585
Total passifs financiers	1 004	17 581	18 585

(1) sont considérés techniquement comme maintenus pour la vente sous IAS39

(2) contre prix de revient amorti



La contribution au résultat net des instruments financiers par catégorie est présentée comme suit:

2012 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
Chiffre d'affaires						0
Coûts commerciaux et administratifs						0
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						0
	0	0	0	0	0	0
Produits financiers		3	877			880
Charges financières		- 408	- 15		- 65	- 488
Dérivés maintenus à des fins commerciales				1 331		1 331
	0	- 405	862	1 331	- 65	1 723

2011 - En KUSD	Actifs disponible à la vente	Prêts et débiteurs	Trésorerie	Instruments dérivés	Coût amorti	Total
Chiffre d'affaires						0
Coûts commerciaux et administratifs						0
Autres produits/(charges) opérationnel(le)s						0
	0	0	0	0	0	0
Produits financiers		106	547			653
Charges financières		- 204			- 473	- 677
Dérivés maintenus à des fins commerciales				- 837		- 837
	0	- 98	547	- 837	- 473	- 861

30. Co-entreprises

L'entité *PT Agro Muko* en Indonésie est gérée selon les principes des co-entreprises (contrôle conjoint) et est comptabilisée selon la méthode de consolidation proportionnelle. La part du groupe est 47,2919%.

Les chiffres clés de la co-entreprise (à concurrence détenus par le groupe) sont les suivants:

Etat consolidé de la situation financière en KUSD	2012	2011
Actifs non courants	48 594	45 240
Actifs courants	13 915	13 940
Passifs non courants	-7 478	-7 124
Passifs courants	-4 136	-4 495
Total capitaux propres	50 895	47 561



Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

Compte de résultats en KUSD	2012	2011
Résultat opérationnel	20 616	25 716
Résultat financier	50	232
Charge d'impôts	-5 548	-6 458
Résultat des activités poursuivies	15 118	19 490

31. Contrats de location simple

Le groupe loue des espaces professionnels, du matériel industriel et des véhicules dans le cadre de contrats de location simple. Les paiements des loyers résultant de loyers minima non résiliables sont répartis selon l'échéancier suivant:

En KUSD	2012	2011
1 an	324	257
2 ans	101	23
3 ans	96	5
4 ans	72	
5 ans	33	
Résultat des activités poursuivies	626	285

Dans le courant de l'année le groupe a comptabilisé des charges à concurrence de KUSD 351 (2011: KUSD 335).

32. Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement en cours ont été supprimés en 2010 dans le cadre d'une poursuite de la restructuration du financement au sein du groupe.

33. Tableau des flux de trésorerie - regroupements d'entreprises, acquisitions et cessions

En 2010, le groupe a acquis, par le biais de sa filiale *PT Tolan Tiga Indonesia* détenue à 95%, une participation supplémentaire de 6,82% dans *PT Agro Muko* et les sociétés brésiliennes Bonal SA et Senor Ltd ont été cédées.



34. Droits et engagements hors bilan

Garanties

Des tiers ont constitué des garanties s'élevant à KUSD 76 pour le compte de la société et d'un montant de KUSD 302 pour le compte des filiales. *SIPEF* a constitué des garanties pour un montant de KUSD 314 pour le compte de *Hargy Oil Palms Ltd.*

Divers droits et engagements représentent des options d'achat (KUSD -92) et des options de vente (KUSD 72) sur les actifs du secteur de l'assurance.

Litiges importants en cours

Néant.

Ventes à terme

Les obligations des livraisons de marchandises (produits palmiers, caoutchouc, thé et bananes et plantes) après la fin de l'année cadrent dans le délai de vente normal d'environ 3 mois avant la date de livraison effective. De ce fait elles ne sont pas considérées comme des ventes à terme.

Le groupe a également conclu au 31 décembre 2012 de vraies ventes à termes pour l'huile de palme afin de sécuriser le cash flow nécessaire au financement des plans d'expansion.

Il s'agit des livraisons suivantes:

	Tonne	Prix (USD/tonne CIF)
2013	36 000	1 069
2014	27 000	1 068
2015	6 000	1 075
Total	69 000	

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

35. Information relative aux parties liées

Transactions avec les administrateurs et les membres du comité exécutif

Les principaux dirigeants sont constitués par le conseil d'administration et le comité exécutif du groupe.

Le tableau ci-dessous présente leurs rémunérations:

En KUSD	2012	2011
Rémunérations des administrateurs		
rémunération fixe	269	258
Avantages du personnel à court terme	3 470	3 350
Options sur actions	103	
Avantages postérieurs à l'emploi	508	501
Bénéfice en nature (voiture de société +GSM)	47	26
Total	4 397	4 135

Les montants sont payés en EUR. Le montant payé en 2012 s'élève à KEUR 3 368 (KEUR 2 954 en 2011). L'augmentation est principalement due à des rémunérations variables plus élevées. A partir de l'exercice 2007 des rémunérations fixes sont payées aux membres du conseil d'administration, du comité d'audit et du comité de rémunération.

Il n'y a aucune modification dans les transactions entre parties liées vis-à-vis du rapport annuel précédent, à l'exception de la vente d'actions Gedei NV (KUSD 3 512) par *SIPEF* à Cabra NV. Cabra NV est la société patrimoniale détenue par Baron Bracht et enfants. Dans la mesure où le Baron Bracht, Priscilla Bracht et François Van Hoydonck administrent à la fois Cabra NV et *SIPEF*, il y avait ici un conflit d'intérêts potentiel, et la procédure prévue à l'article 523 C.Soc fut suivie.

Description de l'opération:

	En KEUR
Vente à la valeur marchande au 12/06/2012	2 796
Valeur comptable au 12/06/2012 (KUSD 166)	126
Plus-Value réalisée dans Sipef groupe (KUSD 3 346)	2 670

Dans le cadre des informations à fournir sur les parties liées les relations ne sont pas significatives, à l'exception du contrat de location existant depuis 1985 entre Cabra NV et *SIPEF* concernant les bureaux et les parkings annexes à Kasteel Calesberg à Schoten. Le prix de location annuel indexé s'élève à KUSD 200 (KEUR 155) et un montant de KUSD 81 (KEUR 62) est également facturé pour la participation dans les frais d'entretien des bâtiments, des parkings et du parc.



De plus amples informations sur les relations entre *SIPEF* et les membres du comité exécutif et du conseil d'administration sont reprises dans la section « Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise » de ce rapport annuel.

Autres transactions avec des parties liées

Les transactions avec des sociétés apparentées concernent essentiellement des transactions commerciales et sont négociées selon le principe «at arm's length». Les recettes et dépenses liées à ces transactions sont négligeables pour les états financiers consolidés dans leur ensemble.

36. Résultat par action (de base et dilué)

	2012	2011
Des activités poursuivies et abandonnées		
Résultat de base par action		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	7,69	10,63
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	68 392	95 088
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 892 064	8 946 767
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1er janvier	8 892 064	8 951 740
Impact des actions émises / programme de rachat d'actions		- 4 973
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 892 064	8 946 767
Résultat dilué par action		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	7,69	10,63
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	68 392	95 088
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8 894 045	8 946 767
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 892 064	8 946 767
Effet des options sur actions sur l'émission	1 981	
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8 894 045	8 946 767

Notes aux états financiers consolidés du groupe SIPEF

	2012	2011
Des activités poursuivies		
Résultat de base par action		
Le résultat de base par action - calcul (USD)	7,69	10,63
Le résultat de base par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	68 392	95 088
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	8 892 064	8 946 767
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation se calcule comme suit:		
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 1er janvier	8 892 064	8 951 740
Impact des actions émises / programme de rachat d'actions		- 4 973
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 892 064	8 946 767
Résultat dilué par action		
Le résultat dilué par action - calcul (USD)	7,69	10,63
Le résultat dilué par action se calcule comme suit:		
Numérateur: résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires (KUSD)	68 392	95 088
Dénominateur: le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	8 894 045	8 946 767
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué se calcule comme suit:		
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre	8 892 064	8 946 767
Effet des options sur actions sur l'émission	1 981	
Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué en circulation au 31 décembre	8 894 045	8 946 767

37. Événements postérieurs à la date de clôture

Néant.

38. Modifications récentes des IFRS

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou interprétations ayant un impact significatif sur les états financiers du groupe *SIPEF*.



39. Développements récents

A notre connaissance, il n'y a pas eu de circonstances ou développements qui pourraient avoir une influence importante sur l'évolution future du groupe. Le conseil d'administration propose un dividende brut d'EUR 1,70 par action payable le 3 juillet 2013, soit un montant identique à l'an dernier et correspondant à un « pay-out ratio » de 32,2% sur le bénéfice net, part du groupe, avant IAS41, et une nette augmentation par rapport au ratio de 25,2% en application ces dernières années.

40. Prestations fournies par l'auditeur et honoraires afférents

L'auditeur du groupe *SIPEF* est Deloitte Réviseurs d'Entreprises SC s.f.d. SCRL représenté par Dirk Cleymans. Les honoraires pour le rapport annuel de la *SIPEF* sont approuvés par l'assemblée générale après contrôle et approbation par le comité d'audit et par le conseil d'administration. Ces honoraires représentent un montant de KUSD 101 (contre KUSD 106 l'année passée).

Pour le groupe entier Deloitte a fourni en 2012 des prestations pour KUSD 506 (contre KUSD 554 l'année passée), dont KUSD 72 (2011: KUSD 134) pour des services non audit.

Sipef NV

Rapport du commissaire à l'assemblée générale sur les états financiers consolidés clôturés le 31 décembre 2012

Aux actionnaires

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les états financiers consolidés tels que définis ci-dessous, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

Rapport sur les états financiers consolidés - Opinion sans réserve avec un paragraphe d'observation

Nous avons procédé au contrôle des états financiers consolidés de Sipef NV (la « société ») et de ses filiales (conjointement le « groupe »), établis en conformité avec les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces états financiers consolidés comprennent l'état consolidé de la situation financière clôturé le 31 décembre 2012, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clôturé à cette date, ainsi que le résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives. Le total de l'actif mentionné dans la situation financière consolidée s'élève à 631.842 (000) USD et le bénéfice consolidé (part du groupe) de l'exercice s'élève à 68.392 (000) USD.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement d'états financiers consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants repris et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du groupe relatif à l'établissement d'états financiers consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration, et la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous avons obtenu des préposés de la société et du conseil d'administration les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Opinion sans réserve

A notre avis, les états financiers consolidés de la société Sipef NV donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2012, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Paragraphe d'observation

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur note 9. Actifs biologiques aux états financiers consolidés concernant la valeur réelle des actifs biologiques, qui met en évidence que la valeur comptable des actifs biologiques pourrait être différente de leur valeur de réalisation suite à l'incertitude inhérente associée à l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques due principalement à la volatilité des prix de marché de production agricole et l'absence de marché liquide.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires


Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les états financiers consolidés.

Dans le cadre de notre mandat, notre responsabilité est, à tous égards significatifs, de vérifier le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les états financiers consolidés:

- Le rapport de gestion sur les états financiers consolidés traite des informations requises par la loi, concorde dans tous ses aspects significatifs avec les états financiers consolidés et ne comprend pas d'informations manifestement incohérentes par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Anvers, le 19 février 2013

Le commissaire



DELOITTE Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Dirk Cleymans

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels de *SIPEF* sont présentés ci-après dans un format résumé. Conformément au Code des Sociétés, les comptes annuels de *SIPEF*, ainsi que le rapport annuel et le rapport du commissaire, seront déposés à la Banque Nationale de Belgique. Ces documents sont également disponibles sur demande à:

SIPEF, Calesbergdreef 5, B-2900 Schoten.

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et la performance financière du groupe *SIPEF*.

Le rapport du commissaire ne comporte aucune réserve et déclare que les comptes financiers non consolidés de *SIPEF* pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2012, représentent de manière correcte et fiable la situation et la performance financière de l'entreprise, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.



Bilan abrégé (après affectations et prélèvements)

En KEUR	2012	2011	2010
Actif			
Actifs immobilisés	56 269	61 732	45 588
Frais d'établissement	0	0	0
Immobilisations incorporelles	167	296	399
Immobilisations corporelles	223	206	160
Immobilisations financières	55 879	61 230	45 029
Actifs circulants	156 605	93 397	85 133
Créances à plus d'un an	0	0	0
Stocks et commandes en cours d'exécution	365	342	528
Créances à un an au plus	143 546	72 408	51 108
Placements de trésorerie	7 166	15 598	31 274
Valeurs disponibles	5 425	5 021	2 096
Comptes de régularisation	103	28	127
Total de l'actif	212 874	155 129	130 721
Passif			
Capitaux propres	157 203	64 015	75 220
Capital	34 768	34 768	34 768
Primes d'émission	16 285	16 285	16 285
Réserves	7 356	7 356	3 990
Profit/ (perte) reporté	98 794	5 606	20 177
Provisions et impôts différés	149	165	153
Provision pour risques et charges	149	165	153
Dettes	55 522	90 949	55 348
Dettes à plus d'un an	0	0	1 942
Dettes à un an au plus	54 866	89 581	52 534
Comptes de régularisation	656	1 368	872
Total du passif	212 874	155 129	130 721

Compte de résultats abrégé

En KEUR	2012	2011	2010
Ventes et prestations	224 066	238 723	176 690
Coût des ventes et des prestations	-219 848	-235 241	-175 264
Résultats d'exploitation	4 218	3 482	1 426
Produits financiers	45 804	4 012	3 395
Charges financières	-4 265	-3 597	-709
Résultats financiers	41 539	415	2 686
Résultat courant	45 757	3 897	4 112
Produits exceptionnels	62 652	115	3 723
Charges exceptionnelles	0	0	-8
Résultats exceptionnels	62 652	115	3 715
Résultat de l'exercice avant impôts	108 409	4 012	7 827
Impôts sur le résultat	-2	0	-4
Résultat de l'exercice	108 407	4 012	7 823



Affectations et prélèvements

En KEUR	2012	2011	2010
Profit/ (perte) à affecter	114 013	24 189	33 605
Profit/ (perte) de l'exercice à affecter	108 407	4 012	7 823
Profit/ (perte) reporté de l'exercice précédent	5 606	20 177	25 782
Affectations et prélèvements	114 013	24 189	33 605
Affectations à la réserve légale	0	0	0
Affectations aux autres réserves	0	3 365	0
Résultat à reporter	98 795	5 606	20 177
Dividende	15 218	15 218	13 428
Rémunération aux administrateurs	0	0	0

Siège social et bureaux:

Kasteel Calesberg
Calesbergdreef 5
B-2900 Schoten

Contact general:

Tél: 32 (0) 3 641 97 00
Fax: 32 (0) 3 646 57 05
info@sipef.com
www.sipef.com

Conception graphique et impression:

Drukkerij Lannoo nv
www.lannooprint.com
122526





WWW.SIPEF.COM